

Jours de Guerre

sous la direction de Francis Balace

Tome 8

Jours noirs

**Une édition numérique de Dexia Banque, Bruxelles 2002
© Dexia Banque**

COLOPHON

Jours de Guerre est une édition de Dexia Banque inspirée de la série télévisée du même nom, publiée entre 1989 et 2001 sous la direction de Francis Balace avec la participation des "Amis de la R.T.B.F.-Charleroi" et du CEGES.

Directeur scientifique

Francis Balace, professeur à l'Université de Liège

Collaborateurs

Alain Colignon
Alain Dantoing
Eddy De Bruyne

Coordination scientifique

Marc Ryckaert
Stijn Meersseman

Coordination Dexia Banque

Renaud Gahide
Patrick Van Nieuwlandt
Christel Ergo

Sommaire

Introduction.

Par Francis BALACE

Première page, cinquième colonne.

Par Alain COLIGNON

Robert Poulet ou la Grande Illusion.

Par Alain DANTOING

Rex 40-41: l'engrenage de la trahison.

Par Francis BALACE

La difficile naissance d'une légion perdue.

Par Eddy DE BRUYNE

Les Wallons dirigeables.

Par Alain COLIGNON

Introduction

Nos lecteurs s'étonneront peut-être de voir consacrer un numéro entier de *Jours de Guerre* au phénomène de la collaboration intellectuelle, politique et militaire en 1940-1941. La tâche des historiens n'est ni de condamner, ni d'encenser mais, tout simplement d'expliquer. A cinquante années de distance, l'on continue à s'étonner que des Belges aient pu, leur patrie envahie pour la seconde fois en vingt-cinq ans par le même agresseur, faire avec lui un bout de chemin plus au moins long, plus ou moins conscient qui les vouait à la réprobation de leurs compatriotes. A l'heure où des ombres de nouveau menaçantes se profilent à l'Est -de la Volga au Rhin-, il n'est pas sans intérêt de se pencher sur leur cas et de démonter les ressorts de leur action.

Certes, Nord et Sud du pays confondus, ils ne représentaient, même aux yeux des ardeurs répressives de l'après-1945, qu'une frange marginale de la population, coupée et isolée de l'opinion. Aux yeux de la loi, 53.005 Belges manquèrent, à des degrés et sous des formes divers, à leur devoir civique, soit très exactement 0,64% de la population (0,73% des Flamands, 0,52% des Wallons, 0,56% des Bruxellois). Pourquoi dès lors continuent-ils à fasciner à la fois la curiosité du grand public, des médias et des historiens? Le vice intrigue plus que la vertu, la déviance sous toutes ses formes que la normalité. Il y a aussi l'attrance pour l'inconnu, le désir de soulever le voile pudique que la Belgique officielle étendit sur eux, de pénétrer des labyrinthes supposés mystérieux, un certain voyeurisme un peu morbide entretenu par les pseudo-révélation que, depuis son exil madrilène, distille soigneusement, avec un flair d'ancien journaliste et de marchand de papier, le plus célèbre d'entre eux.

Nous avons fixé à cette série la mission de «faire le point» sur des sujets aujourd'hui encore controversés. Il fallait qu'une vérité objective soit dite également sur la collaboration, sans égard aux clichés, aux vérités reçues, mais aussi en refusant les explications manichéennes dans l'un et l'autre sens.

Quelles qu'aient été leurs motivations -de l'illusion de sauver ce qui pouvait l'être à la tentation nihiliste de faire table rase du passé et de bâtir un «Ordre Nouveau»- une grande partie des collaborateurs n'avaient même pas le sentiment net, hormis parmi les dénonciateurs et les auxiliaires de basse police, de trahir réellement leur peuple, du moins au début de l'occupation. Vivant dans un monde volontairement clos intellectuellement et physiquement, ils n'entendaient pas le cri véritable de la population et de ses angoisses. Eux, qui ne parlaient que de chefs, d'élite, de visions audacieuses d'un futur dont ils croyaient pouvoir modeler le dessin, ne se rendaient pas compte souvent qu'au lieu d'être des artisans, ils n'étaient que des outils. Les outils des politiques souvent contradictoires des vainqueurs et de leurs multiples *Dienststellen*, de leurs rivalités politiques et personnelles, de la construction d'une Europe allemande et nationale-socialiste où leur propre poids et leur influence auraient été nuls. Mais aussi et surtout les enjeux et tout à la fois les moyens de chantage des ambitions effrénées de leurs propres dirigeants et de leur surenchère pour se faire bien voir de l'occupant. Parmi ceux que l'opinion appelait les traîtres, il y avait, sans qu'ils le sachent, beaucoup de trahis. Et celui-là même qui se disait leur Chef n'était souvent que le jouet de forces, d'entraînements qui le menaient toujours plus loin dans la spirale de la trahison en exploitant son imagination et son ambition.

Mais peut-on parler de libre arbitre quand, dans la coulisse, on s'ingéniait à brouiller les cartes et les consciences en couvrant du manteau du patriotisme réaliste une politique qui n'était que celle du moindre mal? Peut-on parler de choix réfléchi quand la presse, tel le chant des sirènes, dérouta à l'envi? Quand, croyant servir, on n'était que serf? La collaboration des étés 40-41 avait peut-être eu des excuses et des illusions. Elle ne se rendit pas compte, trompée à la fois par les Allemands et par ses propres chefs, que *jam foetet...*

Francis BALACE
Chargé de cours à l'Université de Liège

Première page, cinquième colonne

Par Alain COLIGNON

Aux yeux du régime national-socialiste, la presse avait le devoir d'éduquer le peuple en fonction des fins que la nation et le parti attendaient de lui. Elle devait être le guide et non le reflet de l'opinion. Toute notion de liberté en ce domaine lui restait étrangère ou lui apparaissait comme la marque de l'hypocrisie des «ploutocraties». La presse belge de 1940, avec ses traditions et ses garanties de liberté, était assimilée à un «foyer d'infection judéo-marxiste». On considérait que 90% des journaux au moins affichaient leur hostilité au *Reich*. Les services de Goebbels et ceux de von Ribbentrop avaient tenu à compiler avec soin un dossier sur la *Schuldfrage der belgischen Presse* et ses entorses à la neutralité pour justifier l'invasion de mai 40. Une fois à Bruxelles, il fallait purger la presse de ces tendances néfastes, y briser les influences françaises et pratiquer dans les média «une hygiène éthique, tirée de la loi sur les races et l'espace». Quatre organismes s'attelèrent à divers degrés à la réalisation de ce programme.

LES QUATRE EVANGELISTES. La *Propaganda-Abteilung* enleva la meilleure part du gâteau. Dépendant sur le papier de la *Militärverwaltung*, donc de l'armée, elle était très logiquement subordonnée à son chef Eggert Reeder, au grand déplaisir du Dr Goebbels et de son très nazi *Reichsministerium für Volksaufklärung und Propaganda*. Jaloux de ses prérogatives, ce dernier essaya de contrôler la P.A. bruxelloise en lui procurant des appuis financiers, du matériel, des conseillers techniques. Jusqu'en juillet 1944, la *Wehrmacht* parvint à contenir tant bien que mal ces tentatives d'intrusion du Parti. Après cette date, une *Zivilverwaltung* fut installée en lieu et place de l'administration militaire.

La P.A. était subdivisée en huit départements: film, radio, culture, propagande, littérature, presse, *Volkstum* (ou politique raciale) et administration. Elle avait son siège principal à Bruxelles mais disposait d'antennes -les *Propaganda-Staffeln*- dans les grandes villes du pays. Souvent, elle détachait un ou des agents auprès des *Kommandanturen* locales pour des missions ponctuelles. Son chef, le major F. Gerhardus, devait mener quatre missions à leur terme: réorganiser les moyens d'information par la presse et par les ondes, imprégner la vie sociale de l'esprit national-socialiste, mener à coups de brochures, d'affiches et d'expositions une propagande active, et, enfin, s'emparer comme but ultime du contrôle de l'opinion.

L'Ambassade d'Allemagne, inspirée -de loin- par von Ribbentrop, se posa en concurrente. Sous l'inspiration du jeune Dr Max Liebe, qui se targuait d'une connaissance intime des milieux belges où il avait semé pendant de longs mois la «bonne parole» avant le 10 mai, elle prétendait mettre la main sur la presse afin d'y placer ses protégés et obligés. Après moultes frictions, elle parvint en juillet 1940 à conclure une sorte de pacte de non-agression avec la *Propaganda-Abteilung*. L'Ambassade et son service de presse auraient désormais le droit de communiquer aux journaux des «notes d'orientation» à propos des matières relevant des questions internationales. De plus, ils fourniraient des censeurs pour les informations non militaires. Les services du Dr Liebe n'en restèrent pas là et essayèrent d'étendre leur zone d'influence, tantôt en offrant des «documents intéressants», tantôt en «arrosant» directement certains quotidiens, comme par exemple *Le Soir* «volé». Pendant les premières semaines de l'occupation, les services de l'Ambassade interviendront parfois pour faire interdire certaines feuilles que leur servilité encombrante finissait par rendre trop compromettantes pour les buts recherchés par les diplomates du Reich.

Emanation de la SS, la *Germanische Leitstelle* de Gottlob Berger défendait les intérêts idéologiques et la politique raciale de l'Ordre Noir. Elle commença chez nous fort petitement, mais son rôle allait grandir avec la radicalisation du régime, la part croissante de la SS. Ses subventions se dirigèrent vers les éternels paniers percés qu'étaient les publications des éléments ultras de la collaboration. L'*Algemene SS-Vlaanderen* de Lagrou, la *De Vlag* de Van de Wiele, les bulletins antimaçonniques, les feuilles de choux antisémites, les organes des fantomatiques et squelettiques partis wallons de collaboration, les «organes de combat» d'un *Rex* peu à peu totalement nazifié, passeront tour à tour à la caisse...

Enfin, le Département III du *Sicherheitsdienst* (le fameux S.D. connu chez nous abusivement comme *Gestapo*) couvrait les domaines politique-propagande-culture et avait également son service de presse. Sa principale activité consistait à placer des mouchards dans les salles de rédaction pour être tenu au courant des états d'âme des journalistes.

LA MISE AU PAS. Dans la pratique, les Allemands opposèrent un veto formel à la réparation des titres qu'ils considéraient comme leur étant irréductiblement hostiles. Il s'agissait, entre autres, de l'*Indépendance Belge*, soupçonnée d'être inféodée au Quai d'Orsay, du *Peuple socialiste* à la *Cité Nouvelle* démocrate-chrétienne, des journaux qui s'étaient engagés dans l'antifascisme, de la *Dernière Heure* trop libérale et trop maçonnique, à la «cléricale et conservatrice» *Libre Belgique*. Ils s'empressèrent également de mettre sous séquestre les biens des éditeurs qui s'étaient réfugiés outre-Quiévrain, cas prévu par leur ordonnance du 20 mai. D'autres ordonnances -du 14 juin pour les quotidiens, des 18 et 3 juillet pour les périodiques- conditionnaient la reprise de la publication à un accord des autorités occupantes. Il leur appartenait également d'autoriser ou non un journaliste réfugié en France à reprendre ses activités. La disette de papier permettait en outre d'é luder certaines demandes. Des prescriptions ultérieures réglèrent les conditions d'activité des reporters-photographes et obligèrent les journalistes à s'embrigader dans des «associations professionnelles» noyautées par les tenants de l'Ordre Nouveau, à moins de «briser leur plume».

Tout à fait normalement, la *Militärverwaltung* avait décidé d'appliquer la censure préventive, comme elle se pratiquait dans les pays en guerre à propos des informations d'ordre militaire. Faut de personnel qualifié, il était plus malaisé de déterminer, sur les plans politique, économique ou culturel, ce qu'il convenait de supprimer ou de garder dans tel ou tel article. Ce travail de «caviardage» prenant énormément de temps, il fut décidé le 10 octobre 1940 de recourir à la censure *a posteriori*. Les directives parvenaient aux rédactions par télex. Elles étaient «libres» de les interpréter en faisant appel à leur sens de l'autocensure. Si ce dernier leur faisait défaut, des sanctions s'abattaient selon une gradation méthodique: remontrances, avertissements, amendes (un mois de traitement), suspensions, exclusions. Le système présentait toutefois de nombreuses failles. La censure préventive finit par être rétablie le 12 août 1942. Les ciseaux de la *Wehrmacht* fonctionnaient pour les informations militaires; ceux de la P.A. recevaient leurs consignes en matière de politique étrangère du *Deutsches Nachrichten-Büro*, le fameux *D.N.B.*, agence officielle d'information du Reich.

L'*Agence Belga*, dont la direction avait émigré lors de l'invasion, fut réorganisée par Körber, ancien correspondant du *D.N.B.* à Bruxelles. Sieren, ci-devant rédacteur de *Belga*, devint chef d'une rédaction baptisée désormais *Belgapress*. Le 17 avril 1942, elle se muait en société anonyme dont le véritable actionnaire était en fait l'office allemand d'information. *Belgapress* eut fort à faire avec ses nouveaux agents, recrutés de bric et de broc, qui ne s'entendaient guère et affichaient plus d'ambitions que de talents. Le *D.N.B.* ravitaillait *Belgapress* en nouvelles fraîches par radiogrammes. Après les avoir traduites, la rédaction opérait un choix puis, une fois passées entre les mains des censeurs, les transmettait aux journaux abonnés.

Censure et contrôle des sources d'information... contrôle de la diffusion et de la distribution. Avant-guerre cette dernière s'effectuait surtout via la maison Dechenne, dont 53% des actions étaient propriété du groupe Hachette. La famille Dechenne avait décidé de suspendre ses activités sous l'occupation ennemie, ce qui n'empêcha pas la société portant son nom de se remettre en marche le 17 juin. Les locaux avaient été réquisitionnés une semaine auparavant et l'autorité militaire avait désigné des administrateurs provisoires: de Haas, Pichler, puis Lothar von Balluseck. Sans tergiverser, von Balluseck germanisa l'entreprise en mettant fin aux mandats des trois administrateurs français, remplacés par des Allemands. Ferdinand Dechenne et le Belge Charles Peeters demeurèrent en place... Simples faire-valoir. En février 1941, devenus très dociles, les Dechenne accordèrent les pleins pouvoirs à de Haas et, comme on n'est jamais aussi bien servi que par soi-même, von Balluseck enleva la présidence du conseil d'administration le 12 avril 1941. Il n'y avait plus à ce moment de distributeur «belge» de journaux. La réalité du pouvoir appartenait au *Reichsverband deutscher Zeitungsverleger*. Les divers organes de presse furent contraints de signer avec cette agence un contrat qui excluait toute distribution autonome. L'importation des journaux étrangers, surtout français, était surveillée. La répartition du papier-journal était régularisée via l'*Office Central du Papier*, organisme accordant à la *Propaganda-Abteilung* un contingent de papier, à charge pour elle d'opérer la distribution entre les feuilles plus ou moins collaborantes.

L'idée d'encadrer corporativement le monde de la presse ne se concrétisa vraiment qu'en mars 1942, avec la fondation de l'*Association des Journalistes Belges*... dont les statuts étaient calqués sur ceux du *Reichsverband deutscher Journalisten*. L'inévitable Paul Colin, modèle du valet de plume, en occupa la présidence tandis que le V.N.V. Jan Brans recevait la direction de la «chambre» flamande. Pour adhérer à l'Association, il fallait être Belge, âgé d'au moins 20

ans, jouir de ses droits civils, «offrir des garanties d'indépendance et de moralité» (sic). Est-il besoin de préciser que cette dernière condition avait une interprétation très large...

METHODE COUE. Corsetée juridiquement, soumise de surcroît à l'épée de Damoclès d'une censure tâtilonne, la presse de l'occupation présenta une assez grande variété de titres qui dissimulait mal l'uniformité de ton. Certaines revues à prétentions culturelles engagées dans la voie de l'Ordre Nouveau inséraient par exemple à doses massives des articles allemands traduits de façon plus ou moins correcte. On devine la réaction des lecteurs francophones... Si les feuilles neutres ou catholiques qui avaient tenté l'aventure de la réputation tâchaient malgré tout de déjouer les pièges de *Fraulein* Anastasie en optant pour un style à double sens, les accents des collaborationnistes se voulaient, quant à eux, catégoriques.

Ils présentaient le national-socialisme comme le moteur de l'Europe en train de s'édifier et l'Ordre Nouveau comme la panacée aux maux sociaux du siècle. Le contenu et le goût de la nouvelle panacée demeuraient dans un flou artistique. On y parlait pêle-mêle de corporations, de renforcement de l'exécutif, de parti unique, de réconciliation des classes dans un régime d'autorité. Les déboires très rapides de l'Italie mussolinienne, l'attentisme franquiste, la neutralité salazarienne avaient fait du *Reich* hitlérien le seul modèle restant à nos fascistes locaux. La ploutocratie Angleterre, les francs-maçons, les Juifs, les métèques étaient étrillés à longueur de colonnes. Dans les premiers temps, on avait mis une sourdine aux élans antibolchevistes étant donné la signature du pacte germano-soviétique. La situation devait cependant changer après le 22 juin 1941... et le refrain judéo-bolcheviste accompagna désormais tous les couplets de la chanson.

Enfin, si la diffusion globale des journaux était restée *grosso modo* la même que celle du temps de paix, le tirage de la presse néerlandophone l'emportait désormais sur celle de la francophone: en décembre 1940, 850.750 quotidiens flamands étaient distribués contre 621.540 francophones. Sur ce plan, en tout cas, la *Propaganda-Abteilung* avait atteint son but en extirpant des Flandres la presse de langue française.

Mais, pour le reste, l'influence de cette presse sur l'opinion demeurait limitée. Si le public continuait à acheter des journaux, c'était pour se procurer des informations d'ordre pratique (ravitaillement, réglementations nouvelles, faits divers) ou pour se distraire (romans, chroniques sportives) pendant les longues et mornes soirées de l'occupation.

Plus le conflit se prolongera, plus le *Reich* jadis vainqueur s'engluera dans ses défaites. La presse à sa solde ne sera plus capable que de prêcher des convaincus. Un fait valait décidément un lord-maire et toutes les propagandes du monde n'y pouvaient rien changer. Les services du Dr Goebbels s'étaient pourtant démenés dès les premières heures de l'occupation pour conquérir les esprits obtus des Belges.

COMME UN VOL DE GERFAUTS... Le 19 mai 1940, la presse libre avait cessé d'exister à Bruxelles. Le lendemain, les éditeurs et rédacteurs en chef des quotidiens de la capitale furent convoqués à l'hôtel de ville. Les autorités allemandes voulaient les inviter à reprendre leur travail. Pour cause d'exode, peu de délégués assistaient à la réunion et la plupart d'entre eux demandèrent un temps de réflexion.

Faisant fi de leurs hésitations, le *Sonderführer* Sinn confia *La Nation Belge* aux bons soins d'un certain Maurice Pilette. Le bonhomme qui avait été vaguement rexiste, s'empara goulûment de cette vénérable tribune du patriotisme tricolore alors que notre armée se battait toujours sur la Lys. Utilisant sans vergogne «les articles et les dessins abandonnés sur le marbre par les derniers rédacteurs» (dixit Degrelle dans *La Cohue de 1940*), il plongea dans une adoration aussi frénétique que maladroite du vainqueur.

Décidément vorace, Pilette eut l'idée d'associer à sa fortune le *Pourquoi Pas?* L'ancienne équipe dirigeante n'aurait plus reconnu le ton à la fois sceptique et léger de l'hebdomadaire préféré des Bruxellois. De page en page, on ironisait lourdement sur les défaites des Alliés (le coup de pied de l'âne) et on chantait non moins lourdement les louanges du *Reich* (le pavé de l'ours). Ce *Pourquoi Pas?* nouvelle mouture, très mal ficelé, presque illisible aujourd'hui, parvint cependant à tenir cinq semaines du 8 juin au 6 juillet, puis il passa définitivement à la trappe.

La Nation Belge, accommodée à la sauce Pilette, résista 126 numéros. Au fil des semaines, le style Ordre Nouveau apparaissait de plus en plus nettement, même dans le sous-titre qui fut

successivement *Journal Quotidien*, *Quotidien de redressement national* à la mi-juillet et deux semaines plus tard *Quotidien de redressement national et social*. A la fin du mois de septembre 1940, la *Militärverwaltung* l'exécuta, écoeurée elle-même par la germanophilie flamboyante, l'aveu de soumission ravie à la censure allemande et l'effet néfaste de cette propagande malhabile sur les bonnes gens qui surnommaient la feuille *La Nation Boche*. Pendant ses derniers jours de vie, les services allemands avaient offert une page, puis toute la direction du journal moribond au chef de la *Légion Nationale*, l'avocat Paul Hoornaert, par l'entremise de délégués de la *Phalange Espagnole* de Bruxelles. Ce fut un refus net.

La Belgique Nouvelle, autre gazette de hasard, connut une existence encore plus météorique. Fondée le 13 juin 1940 par un marchand de comestibles, elle fut liquidée deux jours plus tard. Ses commanditaires s'étaient aperçus qu'elle ne serait jamais qu'un canard boiteux impropre aux services qu'on en attendait.

VIEILLES FEUILLES... ET NOUVELLES PLUMES. Plutôt que de s'acharner à soutenir de ses conseils ou de ses deniers de nouveaux poussins se muant souvent en canards boiteux, l'occupant essaya d'utiliser à son profit la réputation des grands quotidiens de l'avant-guerre, quitte à les confisquer purement et simplement. Le *Sonderführer* Sinn, fort peu échaudé de ses déconvenues avec la malencontreuse *Nation Belge*, fit remettre en marche les rotatives du *Soir* le 14 juin. La famille Rossel, propriétaire du titre et de l'agence de publicité, se trouvant encore en France, il avait dû se servir d'un aventurier d'origine grecque qui se disait lié à Rudolf Hess. Xavier Mauromati -tel était le nom de ce pittoresque personnage- s'était surtout fait connaître jusque-là comme un piller de boîtes de nuit. Il parvint néanmoins à faire illusion pendant un mois comme administrateur de la société d'édition avec l'aide du romancier Horace van Offel, fougueux antimilitariste avant 1914, qui avait été promu rédacteur en chef pour l'occasion. Conseillé par Max Liebe, Sinn introduisit dans la maison un protégé des services de Ribbentrop, Raymond De Becker. Encore jeune (il était né en 1912), De Becker avait milité dans les cercles démocrates-chrétiens à l'aube des années trente. En quête de la Cité idéale, on l'avait vu passer de groupes d'études en cercles de réflexion, créer d'éphémères revues, aspirer à un Ordre idéal comme tant de jeunes catholiques de son époque. Désespérément à la recherche d'une idéologie «Troisième Force», il avait cru la trouver un temps dans le «socialisme national» et personnaliste, mouture De Man et Spaak. Ce dernier l'avait d'ailleurs installé à l'*Indépendance Belge* afin d'y combattre le rexisme... Un voyage outre-Rhin en juillet 1936 avait ébloui De Becker. Fasciné par la vision d'une nation «virilisée», il se détacha de la foi chrétienne. Mais, on n'est jamais assez prudent, cette conversion s'était déroulée sur la pointe des pieds. Alors qu'il continuait à collaborer avec Spaak, il confiait à Gabriel Figeys -alias Mil Zankin- qu'il se verrait très bien en «Baldur von Schirach belge» dirigeant une jeunesse ascétique et virile, ce qui lui valut, par allusion à ses moeurs personnelles, la répartie «Toi! Trou de Baldur von Schirach, oui!». Pendant la «drôle de guerre», en animant l'hebdomadaire neutraliste *L'Ouest* et en fréquentant assidûment le «salon Didier», il eut l'occasion de resserrer ses liens avec des confrères qui lui seront utiles au *Soir*: Léon van Huffel, Georges Beatse et Guido Eeckels, un rescapé des aventures journalistiques de Degrelle avant 1936. Le désastre de mai 40 assura sa fortune politique. Après avoir éliminé Mauromati (impliqué par ailleurs dans une escroquerie), après avoir relégué Horace van Offel dans la page littéraire, il put assumer la direction du *Soir* volé.

Fragile triomphe. En août, les Rossel rentrèrent d'exode. Ils constatèrent que des tiers utilisaient leurs biens au profit de l'ennemi. Après quelques hésitations, encouragée par diverses personnalités, Marie-Thérèse Rossel entreprit des démarches auprès du Dr Heiler pour rentrer en possession de son journal. Il s'agissait avant tout, il convient de le souligner, d'obtenir pour la rédaction des garanties la mettant à l'abri de tout reproche sur le plan patriotique. Dans son optique, *Le Soir* serait devenu une feuille d'informations générales, indépendante des partis, attachée aux questions de reconstruction et de ravitaillement du pays. La *Militärverwaltung* ne devait pas intervenir dans sa conception, c'était à la direction de choisir ses rédacteurs. De plus, celle-ci s'abstiendrait de publier des informations d'ordre militaire, sauf si on l'autorisait à faire paraître côte à côte les communiqués allemands et alliés. Elle réclamait aussi la liberté de puiser ses informations dans la presse neutre et s'engageait, en contrepartie, à ne produire aucun article hostile au IIIe Reich. Si ces dispositions étaient agréées, on pressentirait Désiré Denuit pour les fonctions de rédacteur en chef étant donné que le titulaire en place le 10 mai, Charles Breisdorff, était *persona non grata* auprès de l'occupant et passait pour franc-maçon.

Ces prises de contact déplaisaient à De Becker auquel on ne concédait plus qu'une «tribune libre» pour exposer ses vues. Il parvint sans trop de mal à convaincre ses protecteurs de rejeter l'offre, fort utopique voire naïve, qui leur était faite. La rupture des pourparlers fut consommée le 8 octobre. Le *Soir* resta «volé» et De Becker garda son fief. Le 9 décembre, il était officiellement investi du titre de rédacteur en chef. Dans son ombre opérait l'administrateur-commissaire du journal et de l'agence, Willy Schraenen, homme de confiance des autorités allemandes. Elles pouvaient également compter sur Max Hodeige, le responsable des services parisiens, qui avait des accointances louches avec des services policiers allemands et qui, en 1943, se révélera être un pion de la SS dans la prise de contrôle du *Soir*.

Optant pour le maintien d'une ligne «belgiciste» et modérée, le quotidien fit passer de manière feutrée le message collaborationniste, enrobé dans le souci de la population de suivre les nouvelles de la guerre. En moyenne, le *Soir* avait un tirage quotidien de 250.000 exemplaires.

Pour faire tourner cette machine, De Becker s'était entouré d'une énorme équipe: 25 rédacteurs *full-time* et de nombreux occasionnels mais il faut souligner qu'elle ne comptait, à l'exception d'un chroniqueur sportif, aucun membre de l'équipe du *Soir* d'avant-guerre. On y trouvait des rescapés de second ordre des feuilles bruxelloises défuntes, un Paul Ruscart qui avait déjà eu maille à partir avec la justice pour son activité journalistique en 1914-1918, un théoricien enthousiaste des théories raciales comme Léon Van Huffel, l'ex-député rexiste Pierre Daye à la rubrique de la politique étrangère, le célèbre dessinateur Hergé au *Soir-Jeunesse* et le féroce caricaturiste Jam. De Becker avait beaucoup de peine à maintenir son cap de collaboration modérée et «belgiciste». Il fallait tenir en laisse l'admiration béate de Max Hodeige pour les nazis, se débarrasser de l'intrigant Beatse en l'expédiant à Rome. De Becker avait trouvé quelque réconfort dans une lettre du comte Capelle le félicitant en janvier 1941 d'un numéro spécial consacré à l'unité belge ainsi que lors d'un entretien de mars 1941 au cours duquel le Secrétaire du Roi avait suggéré les arguments d'articles répondant à la propagande du V.N.V. Puis les événements avaient marché: le 18 juin 1943 arrivera une lettre de Capelle déclarant que le silence du Roi ne pouvait nullement être considéré comme une approbation.

De Becker s'était pourtant livré à une fronde ouverte après le discours de Degrelle sur la germanité des Wallons. Il avait fait savoir au chef rexiste sa désapprobation et celle de Pierre De Ligne et l'avait traduite, avec l'autorisation de la *Militärverwaltung*, en trois articles en février 1943. Deux articles résolument belgicistes suivirent pendant l'été puis De Becker avait réuni ses collaborateurs le 3 septembre 1943 pour dresser l'obituaire de la collaboration modérée qu'il ne concevait, comme il l'avait écrit à l'*Oberfeldkommandantur* le 16 août, que dans un cadre «national». Démis le 4 octobre, il fut envoyé en résidence forcée dans les Alpes bavaroises. Max Hodeige vint le remplacer à la tête d'un *Soir* de plus en plus «volé» dont les journalistes étaient honnis du public et l'objet des attentats de la Résistance, comme Louis Fonsny abattu dès janvier 1943.

Un autre grand journal, flamand, connut une aventure semblable à celle du «*Soir volé*». *Het Laatste Nieuws* reparut dès le 18 juin, en l'absence de son équipe dirigeante en exode dans le Midi et de son directeur, le libéral Julius Hoste, ancien ministre sous van Zeeland. Craignant que l'occupant ne s'empare des installations, J.B. Vink relança la feuille avec l'aide de l'ancien secrétaire de rédaction Haderman et de J. Van Acker. Ils surent lui maintenir une position «modérée», éliminant de la rédaction des extrémistes partisans de la SS, et en firent le plus lu des quotidiens néerlandophones avec un tirage de 160.000 exemplaires. En 1943, une équipe V.N.V. les remplacera. Pendant ce temps, replié à Londres, Hoste animait INBEL, l'agence du gouvernement Pierlot, et les deux feuilles *La Belgique Indépendante* et *Onafhankelijk België*. Devenu secrétaire d'Etat à l'Instruction publique en 1942, il rentra tout naturellement en possession de son bien à la Libération.

Le socialiste *Vooruit* à Gand joua à peu près le même jeu, mais en s'inscrivant plus nettement dans la mouvance Ordre Nouveau. Ce quotidien déjà essoufflé qui piétinait à 40.000 exemplaires interrompit le 17 mai sa publication. Treize jours plus tard, surlendemain de la capitulation belge, il reparaisait avec à sa tête Désiré Cnudde, le seul administrateur de la société éditrice *Het Licht* à n'avoir pas pris la clef des champs. La rédaction échut à De Rijcker, échevin socialiste gantois, et en 1941 Gaston De Vos sera désigné comme éditeur responsable, reprenant en janvier 1943 le poste de rédacteur en chef. Le *Vooruit* de l'occupation porta d'abord les couleurs du socialisme national demanien puis celles du syndicalisme U.H.G.A., version flamande de l'U.T.M.I.; mais les lecteurs le boudèrent et le

tirage s'affaissa de 20.000 en octobre 1940 à une moyenne de 12.000 vers la fin de l'occupation.

Le cas du puissant *Standaard* «Alles voor Vlaanderen, Vlaanderen voor Kristus»- fut plus compliqué. Depuis 1929, Gustaf Sap en détenait la majorité des actions et, sans se couper de sa clientèle catholique traditionnelle, il avait eu des passades avec Degrelle et les nationalistes flamands tout en restant un gros bonnet du K.V.V. Il était mort quelques semaines avant l'invasion. La publication du *Standaard* ne s'interrompit que peu de temps après celle-ci. Le 25 mai, des responsables firent de nouveau tourner les rotatives et acceptèrent de se soumettre à la censure, adoptant un des titres de l'ancien groupe de presse Sap celui d'*Algemeen Nieuws*. De retour de France, l'administrateur F. Van den Eynde et le rédacteur en chef Allons Martens acceptèrent le fait accompli. Ils avaient sans doute reçu quelques encouragements de Malines où l'on était peu désireux de laisser le champ libre à des séparatistes ou à des néo-paganistes. Très modéré, l'*Algemeen Nieuws* prospéra et atteignit en octobre 1942 un tirage record de 192.000 exemplaires. Mais les services allemands trouvaient la feuille par trop «attentiste». En mars 1944, ils imposèrent un nouvel administrateur, l'avocat van Waez, qui renvoya Martens. C'était de toute façon trop tard pour faire de l'*Algemeen Nieuws* un bon serviteur de la propagande allemande. A la Libération, les installations du *Standaard* seront placées sous séquestre et les anciens administrateurs ainsi que les rédacteurs de son succédané se retrouvèrent devant la justice. Van den Eynde étant décédé durant le procès, celui-ci fut remis puis sombra dans la procédure. Une fois le séquestre levé, *De Standaard* pourra reparaitre en 1947 après avoir dû récupérer ses locaux sur la société *De Gids* qui y avait édité un *De Nieuwe Standaard* éphémère.

D'autres feuilles se situant dans la mouvance chrétienne (*Het Nieuws van de Dag* à Bruxelles, *De Gentenaar* et *Le Bien Public* à Gand, *Le Courrier de l'Escaut* à Tournai) essayèrent de revivre sous l'occupation allemande, espérant qu'elle serait de courte durée, et pour servir le public. Le francophone *Bien Public* disparut dès le 30 septembre au nom de l'homogénéité culturelle de la Flandre, *Le Courrier de l'Escaut* fut étranglé le 12 juin 1941, *De Gentenaar* s'éteignit le 31 décembre 1943 par manque de papier et déplaisir de la P.A. Le 17 mai 1944, ce fut le tour du *Nieuws van de Dag*. La presse censurée mais (relativement) autonome avait vécu.

A L'ASSAUT DES CORONS. En Wallonie, l'occupant confia également à ses protégés ou à des ralliés de fraîche date quelques grands titres de province.

Aux jours heureux de la paix, *Le Journal de Charleroi* appartenant aux Bufquin des Essarts servait de porte-parole à la fédération carolorégienne du Parti Ouvrier Belge. Après avoir arrêté sa publication en mai, il fut à nouveau disponible le 6 juin chez les libraires du Pays Noir. Deux jours plus tard, la *Société Coopérative de Gestion* succédait à la *S.A. Presse démocrate et socialiste de Charleroi* dans l'édition du quotidien. Le bénéficiaire de l'opération, Joseph Spilette, était un rédacteur du *Journal*.

Comme nombre de leurs confrères, les Bufquin des Essarts s'étaient repliés en France. Placés devant le fait accompli de la réparation, ils en arrivèrent à signer un accord avec les maîtres de l'heure: la *Société Coopérative* acceptait de leur verser 122.000 francs par trimestre pour la location des immeubles et ils recevraient en outre une certaine somme pour l'utilisation du plomb, du papier, des encres se trouvant dans les ateliers.

A partir de novembre 1940, le *Journal de Charleroi* lançait plusieurs éditions locales (*Mons-Tournai*, le *Journal du Centre*, le *Journal de Namur*). Hormis le dernier titre mentionné, ces succédanés se révélèrent assez rentables. Comme leur «grand frère», qui tirait entre 20.000 et 30.000 exemplaires, ils s'efforcèrent dans un premier temps de répandre les thèses du «socialisme national» d'Henri De Man.

En 1941, Spilette plongea dans le national-socialisme pimenté d'anticléricalisme et de wallingantisme des *Amis du Grand Reich Allemand*. Ses lieutenants Carpent et Milquet, les rédacteurs Dubrui, Nizet et Mariani l'imitèrent, pour leur malheur, succombant à l'action de Martin Gaillard, effervescent appointé des services de sécurité allemands. Deux autres rédacteurs, Gaston Lebrun et Marcel de Lalou (Delalou à l'état civil) s'étaient mués en «spécialistes» des menées ténébreuses de la «judéo-maçonnerie»...

Concurrente libérale du *Journal*, la *Gazette de Charleroi* était connue avant-guerre pour sa francophilie ardente. Elle aussi avait décidé de se saborder dès l'arrivée de l'ennemi et le

conseil d'administration avait chargé un certain Maurice De Bal, administrateur-délégué depuis 1935, de rendre inutilisables les rotatives. Non seulement, il n'obéira pas à son mandat mais il s'abouchera avec la *Propaganda-Abteilung* pour remettre en vente la *Gazette* le 1er juillet. Encore ce délai avait-il été imposé pour ne pas gêner le *Journal de Charleroi*.

Les responsables de la *Gazette* ne surent comment réagir. L'un démissionna sur le champ, les autres tergiversèrent, s'accommodant tant bien que mal du fait acquis, mais continuant à toucher leurs tantièmes. Ils n'abandonnèrent leurs mandats qu'en mars 1941. Tandis que De Bal gardait le titre d'administrateur-délégué, les fonctions de rédacteur en chef passèrent quelque temps à Paul Strumane. Ce dernier se retira devant Franz Steurs, un ancien de *La Flandre Libérale*, qui poussa la vénérable feuille à embrasser la cause du Nouvel Ordre Européen et à ouvrir avec impartialité ses colonnes aux communiqués de Rex, de l'A.G.R.A., de la C.C.W. et autres partis de la collaboration. Avec au sein de la rédaction Joseph Archambeau, le chef des Jeunesses de l'A.G.R.A., la feuille aurait pu se mettre au service de ce mouvement, qui disposait déjà du *Journal de Charleroi*. Aussi, après une vaine tentative de devenir l'organe des ouvriers wallons en Allemagne, la *Gazette* aura un flirt poussé avec Rex mais surtout avec les différents services allemands, y compris les recruteurs pour la *Waffen-SS*. Au procès des rédacteurs après-guerre, von Burkas, de la RA. carolorégienne, viendra déclarer que «les journalistes collaborateurs et Steurs en particulier étaient d'une obéissance rare aux ordres de l'occupant». Cela n'avait pas empêché la *Gazette de Charleroi* de connaître de beaux jours avec ses éditions locales (*La Province de Namur, Le Centre*) dont le tirage quotidien était de 50.000 (dont 32.000 pour la feuille mère).

A Verviers, pas de concurrence: les trois quotidiens existant avant-guerre furent réduits en un seul, le *Journal de Verviers*.

Phénomène identique à Liège. Les lecteurs y avaient jadis le choix entre six quotidiens de sensibilité fort variée. Le plus dynamique, *La Meuse*, s'inspirait de *Paris-Soir* quant à sa présentation -gros titres et photos spectaculaires-, sacrifiait au culte des sports populaires et des bandes dessinées, et cultivait sur le plan politique un libéralisme discret et une francophilie débordante. Il tirait à 50.000 exemplaires. Son administrateur général, le chevalier Jean de Thier, avait, dès le mois d'août 1939, donné instruction à son personnel d'interrompre la publication si la ville de Liège venait à être occupée. Il réitéra cet ordre le 10 mai, puis il gagna la France où son collaborateur Olympe Gilbert allait faire reparaître le quotidien, devenu un brûlot francolâtre, sur les presses de *Paris-Soir*.

Mais, à Liège, le germano-roumain Alfred Scholtz, qui travaillait pour *Hebdo*, un supplément illustré du journal, avait déjà pris des contacts avec la *Propaganda-Staffel*. Il reçut l'appui d'Henri Weemaes, un vieux linotypiste que l'on connaissait pour son dévouement aux intérêts de la maison et de son personnel. Rassemblés en catastrophe, les employés choisirent un nouveau titre *La Légia*, du nom du très modeste ruisseau affluent de la Meuse dont la ville, croyait-on, avait tiré son nom. Le 24 mai 1940, alors que la bataille de la Lys s'engageait, les vendeurs proposaient la nouvelle feuille à la criée. Pour ses premiers jours d'existence, elle avait adopté une semi-neutralité fort habile, sans aucun commentaire désobligeant pour les Alliés. Le 29 mai, en revanche, elle se permit d'attaquer la perfide Albion, seule responsable des hostilités. Puis, le 3 juin, elle mit cartes sur table en publiant en première page et en caractères gras «l'offre généreuse» du Führer de «protéger» les Pays-Bas. A partir de cette date, le journal devait d'ailleurs accomplir très ponctuellement sa mission d'encensement des pompes et des oeuvres du *Reich* germanique, même si jusqu'en juillet 1940, on continua à y publier les communiqués britanniques.

Mal conçu, mal écrit, le monopole de fait que le journal exerçait dans la région liégeoise lui valut d'atteindre en août 1940 le tirage énorme de 90.000 exemplaires. Il se stabilisera ensuite autour des 75.000. Si les bonnes gens l'achetaient, pour les nouvelles locales, elles ne faisaient guère crédit à sa prose. Au cri des vendeurs: « *La Légiaââ!* » répondait souvent le contre-slogan d'un loustic «*Li ci qui vout des mintes vo-nnè-lâ*» («pour celui qui veut des mensonges, en voilà »). Le 30 août 1940, le concierge Chaineux, promu plénipotentiaire, rencontra à Saint-Raphaël sur la Côte d'Azur le chevalier de Thier. Le mit-il imparfaitement au courant de la situation? Il exhiba en tout cas un ordre de réquisition, invoqua de vagues encouragements du bourgmestre socialiste Bologne... et obtint de son ex-patron une lettre dont la conclusion était: «ce que vous ferez dans l'honneur sera bien fait». La formule pouvait prêter à confusion, comme tant d'autres prononcées au cours de «l'été ambigu» de 1940. Quoi qu'il en soit, un arrangement à l'amiable fut conclu entre Jean de Thier et les administrateurs installés

par la grâce de l'occupant: 125.000 francs seraient déposés chaque mois dans la caisse de *La Meuse* par l'intermédiaire du chef-comptable Fassotte.

Le *Volksdeutsche Scholtz* fonda finalement, le 27 novembre 1941, la S.P.R.L. *Société Liégeoise d'Éditions* avec le jeune René Letesson venu de la catholique *Gazette de Liège*. Un troisième larron, le directeur commercial René-Jean Franssen, remplacera Scholtz, mobilisé dans la *Wehrmacht*. A la fois éditeur et rédacteur en chef, Letesson se mit à jouer les grands seigneurs. Peu apprécié par ses mentors, il se vit adjoindre en novembre 1941 un «directeur politique», Pierre Hubermont, qui venait de se brouiller avec l'équipe du *Nouveau Journal*. Romancier populiste assez coté, jadis rédacteur au *Peuple*, Hubermont passait pour un exalté à la limite du dérèglement cérébral. Lorsqu'il passera en jugement après la Libération, les experts lui reconnaîtront une diminution de 25% de ses facultés, ce qui n'était pas mal à une époque où n'était pas fou qui le voulait!

Secrétaire-général du mouvement collaborateur *Communauté Culturelle Wallonne*, Hubermont, de son vrai nom Joseph Jumeau, allait donner à *La Légia* une connotation peu ou prou «wallingante». Par son intermédiaire, les liens entre le quotidien et la C.C.W. se renforcent, même si *La Légia* n'a officiellement rien à voir avec la ligue. On notera que les hebdomadaires de la C.C.W. (*Notre Terre Wallonne*, *Wallonie*) sortiront des presses de la *Société Liégeoise d'Éditions* et que leurs rédacteurs sont interchangeable avec ceux de *La Légia*. Hubermont avait entamé une polémique avec le *Pays Réel* qui demeurait alors assez réticent quant au «fait wallon». La P.A. dut y mettre le holà le 11 septembre 1942 en bannissant toute polémique entre journaux collaborateurs sur des questions de politique intérieure. L'année suivante, en juin, la présence nazie se renforcera avec l'introduction au conseil d'administration de l'Allemand Hamkens, délégué de la firme *Mundus*, un des satellites du N.S.D.A.P.

Le petit monde de *La Légia* poursuit sa route jusqu'en septembre 1944 avec son contingent d'égarés, de ralliés «alimentaires», de mouchards (plusieurs agents de la *Sipo* locale figuraient dans son personnel) et de fanatiques. On pouvait rencontrer dans les couloirs René Tonus, ex-radical socialiste devenu pilier de la C.C.W. et un des fondateurs des *Amis du Grand Reich Allemand*, indicateur de la *Sipo*, «mangeur de curés» et antisémite patenté. Théodore Claskin, fils de l'ancien combattant et poète wallon Jules Claskin, essayait d'y faire bon ménage avec Théo Spaily, ancien correspondant sportif de *La Wallonie*. Chose malaisée car Spaily était un homme violent qui aimait jouer du revolver dont il menaça un jour le boxeur Kid Dussart. Quant à Gilles Anthelme, de son vrai nom François Soulié, il jouait à l'écrivain ou esthète inspiré, ayant beaucoup fréquenté les milieux littéraires d'avant-garde avant d'échouer à *La Meuse* comme chroniqueur sportif. Il se retrouva à *La Légia* après avoir clamé partout qu'il s'agissait d'«un torchon». Ledit torchon, outre la matérielle quotidienne, lui assura cependant une promotion sociale rapide en le propulsant à la tête de la section des Lettres de la *Communauté Culturelle Wallonne*. Dans le petit monde de la *Légia*, on trouvait aussi des épaves du rexisme, comme Gilissen, ancien chef de Rex-Liège en 1936, et Marcel Sabatier, ancien secrétaire du mouvement, à côté d'un vétéran du journalisme «à sensation» Charles Glaize (qui avait débuté à la feuille de chantage *Nanesse*) et du pittoresque Moreau, dit Vinalmont, qui avait tâté de tous les métiers et de toutes les opinions. Son passage à *La Légia* ne l'empêchera pas de se retrouver dans un camp de concentration allemand... Toute cette faune pour le moins originale se dispersera comme une volée de moineaux à l'arrivée des chars américains.

LA VOIX DE SON MAITRE. Les feuilles de combat des mouvements fascisants et collaborateurs *in aperto* avaient beau s'escrimer à battre le rappel, elles étaient loin d'atteindre des tirages confortables parce que l'opinion ne les suivait pas.

Depuis 1936, le V.N.V. utilisait le quotidien *Volk en Staat* pour répandre la bonne parole de l'extrémisme flamingant dans le plat-pays. Son rédacteur en chef, Jan Brans, devait se contenter en 1938-1939 d'une diffusion à moins de 10.000 exemplaires, en dépit d'un soutien financier (très discret) du *Reich*. Remis en vente le 13 juin 1940, il effectua une modeste percée, portant son tirage à 45.000. Le *V en S* se spécialisa dans les attaques contre le gouvernement Pierlot, responsable de l'internement préventif de militants flamands, et contre le haut clergé «politicien» (lisez belgiciste), faute d'avoir le feu vert de la *Militärverwaltung* pour évoquer l'avenir «thiois» ou grand-néerlandais auquel il aspirait. D'abord totalement hostile à la Belgique, le V.N.V. glissa peu à peu vers une acceptation de fait d'un Etat fédéralisé et sa vision des choses finira par imprégner le ton du journal, paradoxalement plus modéré à la fin de l'occupation qu'à ses débuts. Le parti nationaliste flamand pouvait aussi compter sur

l'hebdomadaire *De Nationaal-Socialist*, peuplé d'ex-Dinassos en rupture de ban, et sur le quotidien anversois *De Dag*, connu, depuis sa naissance en 1934, pour ses sympathies pour l'extrême droite flamande. A la fin de 1941, *De Dag* tirait à 65.000 exemplaires.

Pangermaniste par nature et rival potentiel du V.N.V., *De Vlag* ne possédait pas encore à l'automne 1940 de presse autonome puisqu'on le maintenait -de façon très provisoire- dans les eaux calmes de l'action culturelle. On se contenta de réactiver en septembre le mensuel *De Vlag*, chargé de rapprocher les intellectuels germains de Flandre et d'Allemagne. La situation évoluera rapidement lorsque le mouvement de Jef Van de Wiele s'attachera à la fortune de la SS et suivra celle-ci dans son ascension vers le pouvoir réel. En janvier 1941, ses animateurs fondèrent le quotidien *Het Vlaamsche Land* qui diffusera à 30.000 exemplaires les mots d'ordre de l'association pronazie, mais d'une manière qui devait rester feutrée. Le 31 août, *De Vlag* recevait enfin «son» organe quotidien avec *De Gazet*. Avec de gros moyens, des titres accrocheurs et une bonne chronique sportive, *De Gazet* tira chaque jour à une centaine de milliers d'exemplaires.

Il y avait de quoi faire convulser de jalousie la presse de Rex. Le *Pays Réel* tonitruant des beaux jours de l'été 1936 respirait à peine à la veille de l'invasion, étant tombé d'un tirage d'environ 150.000 à 18.000 seulement. Le public sentait que ses prises de position hyperneutralistes le rendaient un allié objectif du *Reich* et il en avait fait l'objet d'une très grande suspicion. L'arrestation de Degrelle, le 10 mai 1940, n'empêcha pas le *Pays Réel* de dénoncer avec virulence, dans son dernier numéro publié le 11 mai, l'agression allemande qualifiée de «crime», tout en prenant la défense des dirigeants rexistes arrêtés. La capitulation belge ne le ressuscita pas. On croyait le chef de Rex mort en France, où il ne fut retrouvé par Pierre Daye que le 22 juillet. Rentré à Bruxelles, Degrelle ne se pressa pas de relancer la presse rexiste. Il préférait multiplier les contacts avec les personnalités belges et allemandes susceptibles de lui ouvrir les avenues du pouvoir, du comte Capelle à Otto Abetz, d'Albert Devèze au Dr Max Liebe. A ce dernier, il fit miroiter un «plan de presse»: relancer *Le Pays Réel* pour «l'élite», c'est-à-dire les militants convaincus, et s'emparer, pour la masse, du *Soir* et de *Het Laatste Nieuws*. La *Propaganda-Abteilung* éluda, peu soucieuse de couler deux titres importants en les confiant à ses mains fébriles: «la reprise du *Soir* par Degrelle, qui ne peut même pas maintenir à flot son propre journal *Le Pays Réel*, aurait probablement ruiné ce journal et l'aurait rendu inutilisable comme instrument de propagande».

Le tribun rexiste dut donc se contenter de sa feuille de combat. Dans le premier numéro (25 août 1940), il signa un éditorial assez modéré où il se drapait dans le thème de l'union nationale et brodait amplement sur le «si l'on m'avait écouté...». La conclusion mérite d'être citée:

«... Deux mots pour finir. Ce journal est, aujourd'hui comme hier, libre de toute attache. Il est imprimé selon un contrat absolument normal, chez des imprimeurs réguliers, avec du papier régulièrement acheté à une maison belge. Nous n'aurons pas d'autre argent que celui que le public belge nous apportera. Seuls, notre conscience, notre souci de la paix européenne, notre amour de la Patrie et notre fidélité au Roi nous guideront.»

Fermez le ban. Quand on connaît, comme on le fait aujourd'hui grâce aux archives allemandes, l'importance de l'aide (papier, rotatives) consentie au *Pays Réel* par le *Promi* du Dr Goebbels en 1936-1937, on ne peut que sourire devant ces dénégations vertueuses. Le lecteur d'août 1940 réagit sans doute ainsi: d'énormes placards publicitaires s'étalent dans *Le Pays Réel* pour des firmes «bien belges» comme *Bayer*, *Erika*, *Telefunken*, *Liiwenbrau*, etc.

Le *Pays Réel*, «exclusivement et intégralement belge» ne put survivre qu'à coups de subventions des services allemands de propagande. Après un départ en fanfare -le numéro du 25 août avait été tiré à 65.000 exemplaires- le tirage chute en décembre 1940 à 23.000, en novembre 1941 à 8.500 avec «bouillonnage» d'une quinzaine de %. En janvier 1942, la chute se confirma: on tirera à 5.270 exemplaires et il y aura 1.395 invendus... Par la suite, l'actualité permettra quelques pointes à plus ou moins 14.000, 9.000, 7.000 feux de paille sans lendemains.

En 1940, dans la chasse aux abonnés, la feuille de Degrelle s'était livrée à quelques initiatives douteuses, à la limite de l'escroquerie morale ou de l'escroquerie tout court. A partir du 7 novembre 1940, le *Pays Réel* annonça à grand renfort de publicité qu'il pénétrait dans les Stalags et publierait dans ses colonnes les messages personnels destinés aux prisonniers

auxquels des abonnements de faveur seraient consentis. «Nous saisissons, lisait-on le 12, cette occasion pour remercier les autorités militaires qui ont permis au *Pays Réel* d'être le trait d'union quotidien entre les Belges d'ici et ceux des stalags». A deux reprises seulement, la feuille publiera une double page de messages personnels... mais, le 22 novembre déjà les gogos devaient déchanter: le *Pays Réel* se félicitait des «centaines de demandes d'abonnement» mais «malheureusement il ne nous est pas possible de poursuivre la publication des messages à l'adresse des prisonniers. Nous prions donc nos lecteurs de ne plus nous en adresser» (sic). Devant le tollé, il fut annoncé le 1er décembre que l'on acceptait de rembourser mais en spécifiant que «on peut convertir son versement en abonnement».

Du côté du clergé catholique, ce fut le chantage pur et simple. Extrapolant sur l'approbation conditionnelle du cardinal Van Roey, le 6 septembre, à la publication du *Pays Réel* «dans un esprit purement national et tout à fait catholique», Degrelle envoyait le 23 novembre à de nombreux ecclésiastiques une lettre-circulaire contenant une quittance d'abonnement de six mois à son journal, accompagnée de la formule menaçante «à vous de nous faire savoir par votre accueil s'il faut vous compter parmi les Belges lucides ou audacieux, ou parmi les disciples attardés des Churchill et autres agents britanniques». Ce fut le début de la guerre ouverte entre Rex et le cardinal qui avait démenti tout *approbatur* auprès de certains membres du haut clergé.

Les journalistes plus ou moins talentueux attachés à la feuille rexiste -pour la plupart des anciens comme Victor Meulenijzer, Victor Matthys, José Streel, Serge Doring, Jean Denis-avaient beau s'évertuer à convaincre les lecteurs, c'était l'échec. A l'origine, il s'agissait de fournir au public l'image d'un fascisme à la belge, monarchiste et corporatif, mais cette image ne résistait pas à la violence du ton général et surtout à l'absence de ligne politique cohérente. En 1940, on pestait à longueur de colonnes contre la perfide Albion, le retour des députés «limogeads» qui avaient médité du Roi, contre les francs-maçons, contre les Juifs. On glorifiait beaucoup le passé de la Grande-Belgique en général et l'héritage culturel de la Flandre en particulier, on pleurait les provinces perdues de l'Artois et du Calais tout en piétinant la France vaincue. Après ces lamentations, l'avenir du pays était présenté comme une intégration dans une Europe sous direction allemande, mais rien n'était clair: la ligne politique de Degrelle était alors sinueuse alternant entre des saillies aiguës et des courbes rentrantes prononcées, ses éditoriaux étaient contradictoires voire antinomiques. Il n'était pas rare de voir succéder à des éditoriaux faisant allusion à la germanité de nos provinces des articles de José Streel en faveur de la culture latine des Wallons.

Le lecteur moyen n'y comprenait rien et l'occupant ne put qu'enregistrer l'échec de cette prose. Dans son rapport annuel de juillet 1941, la *Militärverwaltung* notait que «sans l'appui permanent des Allemands, le mouvement et surtout sa presse se seraient déjà écroulés financièrement». Il n'y avait pas que la *Propaganda-Abteilung* à ouvrir son portefeuille, le *Promi* de Goebbels y alla allègrement en 1942 et 1943: 30.000 et 45.000 RM. Après le tournant pris par Degrelle en janvier 1943 avec la proclamation de la germanité des Wallons suivie de l'alignement sur la SS, la *Germanische Leitstelle* de Gottlob Berger ouvrit largement son escarcelle: 80.000 puis 160.000 RM *par mois*. Cela maintint en vie ce qu'un contemporain appelait un «petit journal rabique, mais confidentiel, bulletin paroissial du parti rexiste» qui ne prêchait plus qu'à ceux que Degrelle avait depuis longtemps envoûtés.

Dirigée par Charles Raty, beau-frère de Degrelle, la S.A. *Presse de Rex* fit en revanche de bonnes affaires avec des hebdomadaires fort éloignés de la politique comme *Indiscrétions* et *Elle et Lui*. Elle publia aussi *Voilà*, sorte d'ersatz du *Pourquoi Pas?* qui apparut dans les kiosques le 13 décembre 1940. Confié à Victor Meulenijzer, c'était une pâle copie du défunt hebdomadaire satirique. L'idéologie d'Ordre Nouveau y était volontairement discrète et diffuse, le ton satirique et la manie des calembours douteux adoucissant parfois l'alacrité des propos. Bien plus tard, le 29 juin 1943, sera lancé *L'Avenir*, confié lui aussi à Meulenijzer et dont le but était, en copiant le style de *Paris-Soir* et ses manchettes à sensation, de concurrencer *Le Soir* qui avait refusé de suivre Degrelle dans ses folies pangermanistes. Avec un tirage entre 70 et 80.000 exemplaires, la nouvelle feuille quotidienne camouflait soigneusement ses liens avec le parti rexiste, adoptait même, avec l'aval de la P.A., un ton «anglophile» (sic) qui ne trompa personne. C'était de toute façon aux frais de la P.A. et du *Promi*.

Nous ne signalerons ici que pour mémoire la tentative d'Henri De Man de trouver un substitut au *Peuple* en fondant *Le Travail* qui ne vécut que du 31 mars au 31 août 1941 comme quotidien. Il se transforma ensuite en hebdomadaire de l'*Union des Travailleurs Manuels et*

Intellectuels, faute d'un lectorat suffisant. Sa clientèle potentielle socialiste était restée sourde à son appel et De Man était déjà sorti des rangs des candidats collaborateurs.

Nous ne nous attarderons pas au cas du *Nouveau Journal*, décrit dans un autre article de ce fascicule. Au départ du moins, il n'avait voulu se lier à aucun clan politique mais véhiculait les idées de l'ancienne extrême droite francophone neutraliste et «belge d'abord». Paul Colin, un de ses principaux animateurs jusqu'à son assassinat en avril 1943, dirigeait depuis 1934 *Cassandra*, hebdomadaire bruxellois «politique et littéraire» inspiré des *Candide*, *Gringoire* et *Je Suis Partout* d'outre-Quévrain. Colin venait de l'anarchisme communisant, s'était converti au nationalisme belge sous l'influence de Fernand Neuray et avait acquis un renom de bon critique d'art. Haï par ses nombreux adversaires et par une frange importante de la droite qui ne lui pardonnait pas son passé, l'homme inquiétait. Son collègue Robert Poulet le tenait pour «un grand esprit et une petite âme mesquine, malhonnête, vaniteuse, rancunière, tortueuse» mais, malgré tout, «un Monsieur». Pour Charles d'Ydewalle, il était un «sycophante né, cafard et mouchard», un «type hennissant, balzacien, boueux». On redoutait fort le personnage pour ses qualités de maître-chanteur et d'utilisateur de «vents favorables». Son hebdomadaire *Cassandra*, reparu le 6 octobre 1940, donnait avec sa rubrique «Echos et Indiscrétions» des sueurs froides à ceux qui respiraient mal dans «l'air du temps».

Mais les kiosques du temps de guerre ne s'ornent pas seulement des quotidiens et hebdomadaires de la collaboration. La propagande directe allemande se fait par le magazine *Signal* avec une édition française de 57.000 et flamande de 48.000 exemplaires. L'extraordinaire qualité des documents photographiques, en couleurs souvent, faisait passer le texte, souvent grandiloquent. Il y aura aussi des éditions locales de *Der Adler*, publication de la *Luftwaffe*. Mais, signe des temps, et de la fringale de lectures qui ne soient pas de la propagande politique, ce sont les périodiques féminins et ceux pour la jeunesse qui connurent des tirages plus importants que dans l'avant-guerre. Les premiers fournissaient des conseils sur l'art d'accommoder les restes ou de se vêtir de deux bouts de chiffon, les autres répondaient au besoin de rêve et d'évasion des jeunes... Qui les en blâmera?

BAUDOUIIN VAN DEN BRANDEN DE REETH, rédacteur au *Nouveau Journal*, explique les illusions nourries par Robert Poulet:

«... Il y avait une série de garanties qui avaient été données à Paul Colin et Robert Poulet. Je regrette que vous les mettiez ensemble parce que c'était surtout Poulet qui était à l'avant-garde du programme du journal et avec qui nous avons le plus de relations. Il nous donnait la garantie que la tendance qui serait défendue serait non seulement patriotique mais presque nationaliste comme l'avait toujours été sa tendance à lui. Dès la sortie du journal et pendant les deux premières années, le contact a été maintenu avec le Palais. J'ai toujours interrogé Poulet sur ce qu'il entendait dire lors de ces rencontres avec le dignitaire qui le recevait pour discuter avec lui du comportement du journal. Il n'y a jamais eu que de vifs éloges et de puissants encouragements.

Colin lui croyait qu'une tendance modérée était vouée nécessairement à l'échec, que la seule manière de faire quelque chose était d'adopter une attitude de collaboration inconditionnelle quel que soit l'avenir réservé par les Allemands à la Belgique. Il fallait quand même marcher avec eux, on verrait bien après. L'intermédiaire entre le journal et la censure allemande était Colin qui emportait dans sa serviette les morasses. La chose qui m'a laissé le plus pantois, c'est après la séance du Palais des Sports où Léon Degrelle a adopté une attitude qui allait totalement à l'opposé de ce que nous défendions au *Nouveau Journal*. Robert Poulet m'avait dit qu'il se rendait chez le comte Capelle pour lui annoncer qu'il cessait sa collaboration au *Nouveau Journal*. Quand il est rentré, il m'a dit que les choses s'étaient passées d'une façon totalement inattendue pour lui et qu'il en était encore sidéré.

En effet, il s'attendait à ce que le comte Capelle lui dise: 'Eh bien, Monsieur Poulet, vous avez fait votre possible, je vous en remercie, mais en effet maintenant, il semble bien qu'il devienne difficile de défendre votre thèse'. Au lieu de cela, me dit Poulet, il m'a dit: 'Etes-vous bien sûr de ne pas commettre une erreur en vous en allant?'-'Ah bien sûr, j'ai bien réfléchi'-'Oui, mais qui va vous remplacer?'-'Ah, ça, cela m'est égal!'-'Oui, mais si c'est quelqu'un qui est moins attaché aux principes que vous avez défendus, cela va faire du tort au pays et à la monarchie. Est-ce que vous croyez que vous n'avez pas encore du bien à faire quand même? Etes-vous certain que le moment est déjà venu?' Bref, pour résumer ce dialogue, Capelle essayait de retenir Robert Poulet.

Plus tard après guerre, il a dit le contraire, qu'il ne l'avait jamais encouragé, qu'il s'était contenté de l'écouter et de faire 'tiens, tiens!' Robert Poulet avait la certitude absolue de défendre la politique du Roi, ce en quoi il se trompait peut-être. Car autour du Roi, il y avait une demi-douzaine de dignitaires dont les thèses n'étaient pas toujours exactement les mêmes. Il y avait les tout à fait favorables à la collaboration, les moins favorables, les défavorables... Poulet lui croyait véritablement entendre la voix de son maître...».

Robert Poulet ou la Grande Illusion

Par Alain DANTOING

Né à Liège en 1893 dans une famille patricienne, ingénieur des mines de formation, engagé volontaire en 1914, Robert Poulet s'était couvert de gloire, de blessures et de décorations au cours de la Grande Guerre. Lorsqu'en juillet 1932, Fernand Neuray lui avait offert de devenir, sous une rubrique politique, l'un des principaux rédacteurs de la *Nation Belge*, sa notoriété était déjà assurée dans le monde des lettres françaises. Écrit en 1929, édité par Denoël en février 1931, son roman *Handji* avait eu les honneurs de la critique parisienne, en la personne de l'éminent aristarque du *Temps*, André Thérive. Cette consécration littéraire avait été précédée d'années d'errance aventureuse en France, au cours desquelles Poulet avait successivement vécu la condition des ouvriers agricoles en Thiérache, celle des tourneurs sur métaux dans le Beauvaisis, avant de faire cent métiers (du balayeur au scénariste, en passant par l'acteur et l'assistant du metteur en scène) dans les studios cinématographiques de Nice.

LA REVOLUTION EST A DROITE. L'expérience de combattant de la Première Guerre et celle du travail manuel au cours des années vingt devaient inspirer fortement sa réflexion politique. Comme beaucoup d'anciens combattants de 14-18 confrontés à la renaissance rapide du danger allemand, Poulet eut le sentiment que la paix de Versailles était une mauvaise paix, qu'il s'était battu pour rien, par la faute d'un régime politique et social qui avait galvaudé la victoire. Par ailleurs, son expérience du travail manuel au cours des années vingt l'avait mis en contact avec les réalités du monde du travail et notamment avec la précarité de la condition ouvrière dans le cadre d'un salariat non tempéré, rémunérant le travail comme une marchandise. S'ajoutant à cela, la crise économique des années trente acheva de le convaincre -comme bien d'autres- de ce que l'alliance du capitalisme libéral et de la démocratie politique, base sur laquelle l'Occident avait fonctionné jusque-là était un système au bout du rouleau, de ce que, en d'autres termes, le régime politique et social caractérisé par le libéralisme économique et le capitalisme de spéculation, le parlementarisme et le système des partis, avait fait faillite.

Le socialisme aurait pu constituer l'alternative s'il n'avait eu une grande faiblesse: son impuissance à demeurer sur le plan national. Au capitalisme libéral qui, malgré tous ses travers avait néanmoins maintenu pendant un siècle et demi un certain équilibre économique, la gauche n'avait opposé qu'une doctrine qui, en méconnaissant le sentiment national, méconnaissait une réalité politique fondamentale. Par ailleurs, s'il fallait renouveler les cadres de la civilisation, il fallait en laisser intacte la substance. La condition des travailleurs avait beaucoup d'importance, mais l'amélioration du sort matériel du plus grand nombre n'en devait pas, pour autant, devenir le seul but de l'humanité. Un monde organisé d'après les supputations économiques et en fonction des seuls prolétaires ne ferait plus de place aux réalités supérieures, tendrait à la vulgarité, au prosaïsme, à l'égalitarisme le plus morne. Enfin, matérialiste, la philosophie marxiste tendait à la résorption complète de l'esprit religieux et faisait ainsi table rase d'une sensibilité qui avait modelé les générations pendant des siècles dans notre partie du monde. Il fallait donc trouver une autre solution, une troisième voie qui permettrait d'assurer un minimum de justice sociale tout en sauvegardant les traditions et les valeurs qui avaient fait la grandeur de l'Occident européen.

Poulet crut trouver la solution dans un fascisme qui ne se voulait ni allemand, ni italien, mais revendiquait des racines politiques et philosophiques exclusivement françaises. En découvrant l'oeuvre de Maurras en 1920, l'auteur de *Handji* avait été frappé du coup de foudre de la «vérité politique». Sa réflexion sur les principes généraux dégagés par l'école d'Action Française, complétés par l'enseignement social de la Tour du Pin, produisit, en 1935, *La Révolution est à droite*, pamphlet qui jetait les bases de ce que l'auteur qualifia lui-même de fascisme occidental, mais qui, en réalité, était plutôt une systématisation d'un Ancien Régime idéalisé. A ce «fascisme occidental», Poulet assignait le triple programme de changer les bases d'une société près de s'effondrer; de respecter et consolider, en accomplissant cette révolution, les traditions spirituelles et morales qui constituaient les armatures de la civilisation chrétienne; d'associer étroitement le peuple à la vie nationale renouée. Pour la réalisation de cette révolution de droite qui porterait la réalité nationale et mettrait un terme au désordre économique libéral par l'organisation corporative, Poulet comptait, non sur les dictatures, «aux mouvements mal calculés, aux idées courtes et aux passions démesurées», mais sur la monarchie en union étroite avec l'âme nationale selon la formule: «le roi en ses conseils, le peuple en ses Etats».

En Belgique, à ce moment, la monarchie, c'était Léopold III. Poulet qui avait assisté à la prestation de serment du Roi, en 1934, après la mort d'Albert Ier, avait été impressionné par la prestance et l'allure du prince dont, ainsi qu'il le rapporte dans ses mémoires, il s'était dit qu'il lui conviendrait de le servir. De son côté, le jeune souverain avait, après la mort de Fernand Neuray, le 19 mars 1934, fait signifier à Poulet son souhait de le voir prendre en mains les destinées de la *Nation Belge*, le quotidien nationaliste -on disait à l'époque qu'il était le seul journal belge à être écrit en français-, étant devenu une incontestable force politique. Mais l'occasion de servir un prince admiré ne devait se présenter... qu'en 1940.

Avant d'évoquer l'engagement journalistique de Poulet sous l'occupation et son action d'octobre 1940 à janvier 1943, en tant que directeur des services politiques du *Nouveau Journal*, la question se pose de savoir si cet engagement a logiquement découlé du fascisme occidental ou s'il s'est produit malgré lui, ainsi que d'une manière apparemment paradoxale, l'intéressé l'a lui-même affirmé dans la suite. Dans *Adieu au fascisme*, texte rédigé en 1951 et toujours inédit, Poulet a, en effet, nié qu'il y ait jamais eu un fascisme international, une Internationale fasciste. Selon lui, une doctrine qui visait la renaissance et l'exaltation de la nation ne pouvait s'établir sur un terrain qui, en définitive, postulait la suppression des nationalités. Il ne pouvait y avoir qu'opposition farouche entre, par exemple, un fasciste allemand et un fasciste français, l'un étant allemand au carré, l'autre «français d'abord». De fait, il est certain que bon nombre de «fascistes occidentaux» -en Belgique, les gens de la *Légion nationale*, par exemple- choisirent la résistance et non la collaboration. Quant à Poulet, il n'avait cessé, de 1919 à 1935, de prêcher la plus stricte vigilance à l'égard de la puissance allemande renaissante. En 1936 encore, lors de la réoccupation de la Rhénanie, il avait préconisé une guerre préventive qui aurait par une simple «opération de police», remis les vaincus de 1918 dans la situation créée par le traité de Versailles. Mais, après cette date, le prix à payer pour atteindre un tel but était devenu, selon lui, beaucoup trop élevé et c'est cette conviction qui avait inspiré son fameux manifeste neutraliste publié dans *Cassandra* fin septembre 1939. S'il faut donc placer l'engagement journalistique de Poulet sous l'occupation dans une certaine logique, il semble bien que c'est dans celle d'un réalisme ou, si l'on veut, d'un pessimisme que le désastre de 1940 avait provisoirement confirmé.

Le comportement du journaliste lors de l'invasion n'avait d'ailleurs pas été celui d'un homme qui attendait les Allemands pour leur prêter main-forte. Le 10 mai, il avait stigmatisé, dans la *Nation Belge*, la violation des traités, récidive de 1914, à laquelle l'Allemagne venait de se livrer. Sur son avis aussi, la direction du journal avait envisagé un repli éventuel sur Paris, où la rédaction aurait dû se concentrer le moment venu. Le dimanche 12 mai, Poulet avait conduit les siens à Coxyde, espérant qu'ils y seraient provisoirement à l'abri. Lui-même comptait rentrer à Bruxelles, ne fût-ce que pour y toucher barre, mais, les événements se précipitant, le jour de l'évacuation de Bruxelles, la famille Poulet avait franchi la frontière franco-belge à pied en poussant ses bagages dans de petites voitures d'enfants. Après diverses péripéties, les Poulet étaient arrivés dans la région de Valence-sur-Rhône et s'étaient installés dans un village montagnard où les journaux n'arrivaient pas et où les postes de radio ne fonctionnaient que par intermittences. C'est donc par bribes et morceaux qu'ils avaient appris la capitulation française, le 22 juin.

«DE TRES LOUABLES INTENTIONS». S'ouvrit alors, pour Robert Poulet, le temps des interrogations. Fallait-il demeurer en exil? Fallait-il rentrer à Bruxelles? Que pourrait-on y faire? De Belgique, il reçut des lettres le pressant de rentrer au pays et qui lui «faisaient part des préparatifs fiévreux qui se poursuivaient à Bruxelles, dans tous les milieux, pour faire face à la situation nouvelle». L'une de ces lettres émanait de Paul Werrie, ami et futur collaborateur de Poulet au *Nouveau Journal*. Datée du 14 août 1940, elle s'efforçait d'éclairer son destinataire sur l'opportunité d'une activité journalistique sous l'occupation:

«Les uns sont pour l'abstention, les autres contre. Je suis de ces derniers. On est 'contre' également au Palais. Toutefois, le Roi est toujours prisonnier bien qu'il laisse filtrer ses avis. Nous sommes soumis à la censure. La 'Nation' est aux mains d'aigrefins. Horace Van Offel, Raymond De Becker et Max Hodeige règnent au 'Soir'. Tout cela va, dit-on, changer. Je le crois et je l'espère. Finalement on est loin d'être fixés -on le sera peut-être dans quelques jours- et Paul Colin travaille à trouver des accords, des cadres, à l'intérieur desquels on pourrait s'exprimer. Il m'a déclaré, à moi et à d'autres (dont Marlier): 'Voilà six ans que je suis la politique qui consiste à renationaliser les Belges par rapport au Sud, ce n'est évidemment pas pour les jeter maintenant sous l'influence de l'Est'. Ce qui me paraît excellent dans la circonstance

présente. Je ne vous apprendrai rien en vous disant que notre statut politique, disons national, n'est pas encore fixé. Il ne le sera peut-être pas avant la fin de la guerre. Donc, nous sommes à merci de ce côté, et il me paraît difficile d'engager les débats ou de prendre des positions sur des problèmes qui nous sont essentiels tels que l'indépendance nationale, etc... Cependant, le Roi, est toujours là prisonnier mais prisonnier volontaire (jusqu'à ce que le dernier soldat soit libéré, m'assure P. Colin). En dehors de ces problèmes plus ou moins interdits, et plutôt plus que moins, il reste un tas de choses à sauver ou à préparer. Si nous ne le faisons nous-mêmes, on le fera à notre place. C'est ce qui inspire, je crois, le mot d'ordre venu d'en haut (Palais, Malines...): 'Présence partout'.

Voilà mon cher Robert, quelques indications, sérieusement contrôlées, qui vous éclaireront peut-être.

Ne connaissant pas l'état d'esprit dans lequel vous êtes, je n'oserais en aucune manière faire pression sur vous, même vous conseiller dans un sens ou dans l'autre.

Tout ce que je puis vous dire, est que beaucoup de gens vous attendent, espèrent en vous, qu'il y a beaucoup à faire; qu'on a besoin de vous et que personnellement, enfin je serais très heureux de vous revoir...».

Ecrit *in tempore non suspecto*, cette lettre donne la note juste sur l'atmosphère très particulière de «l'étrange été» de 1940 qui, pour beaucoup, fut l'époque des incertitudes et des craintes quant à l'avenir et qui vit beaucoup de gens prendre des positions dont ils revinrent par la suite et qui furent gommées des mentalités collectives après la victoire. La lettre de Werrie est également révélatrice des hésitations d'un Robert Poulet, que la promesse d'un bel avenir littéraire à Paris sollicitait par ailleurs -son éditeur, Robert Denoël, lui offrait une brillante situation dans sa maison-, à s'engager dans une activité journalistique qui s'annonçait, elle, comme devant être particulièrement ingrate. Cependant, l'amical message venu de Belgique l'impressionna d'autant plus qu'il avait reçu, peu auparavant, du Premier Ministre belge, une autre lettre, expédiée de Vichy, le 12 août, et qui était de nature à lever ses dernières réticences. En juillet, désireux de savoir comment ceux qui dirigeaient la Belgique le 10 mai envisageaient désormais la situation, Poulet s'était, en effet, adressé à Hubert Pierlot, dont il ignorait à ce moment «l'attitude à Wynendaele et à Limoges». Une correspondance s'était engagée et dans l'une de ses dernières lettres, l'homme d'Etat avait donné son opinion sur la question -qui intéressait particulièrement son correspondant- de savoir s'il était licite de songer à ressusciter une presse belge sous l'occupation.

A ce propos, Pierlot avait exprimé l'avis suivant:

«Vous avez raison de ne pas vouloir être un'émigré', mais, comme je vous l'écrivais, il me paraît douteux que l'on puisse, en ce moment, écrire et publier en Belgique. Je sais pourtant que des tentatives, inspirées par de très louables intentions, vont être faites dans ce sens prochainement. Puissent-elles réussir!»

En janvier 1945, dans une interview au journal catholique anversois *La Métropole*, Pierlot confirma qu'il avait correspondu avec Poulet durant l'été 1940, mais déclara ne plus se souvenir de ce qu'il avait écrit, ajoutant qu'en tout état de cause, l'ex-directeur politique du *Nouveau Journal* ne pouvait se prévaloir d'une approbation éventuelle qu'il lui eût donnée! Pour Poulet cependant, en août 1940, Pierlot avait tranché sans conteste la question de principe. L'homme qui portait le titre de chef du gouvernement belge avait admis que dans certaines conditions à déterminer, on pouvait publier des journaux en Belgique occupée, et même que c'était souhaitable.

En parlant, dans sa lettre à Poulet, de «tentatives inspirées par de très louables intentions», Pierlot faisait très probablement allusion, entre autres, à un projet journalistique qui avait germé en juillet 1940 sur le terreau des illusions, partagées par beaucoup à l'époque, quant aux possibilités d'une adaptation à l'ordre nouveau dans le respect des traditions nationales et dans un réel souci de patriotisme. Dans certains milieux, on avait pensé qu'en raison de son passé et de son caractère, Poulet était l'homme tout indiqué pour réaliser ce programme. La question avait été soumise à l'examen de Veldekens, bâtonnier à la Cour de cassation, qui avait rendu un avis déterminant les conditions auxquelles il estimait qu'un journal belge pouvait paraître sous l'occupation. Il semble que les Allemands furent pressentis mais n'agrèèrent pas ces conditions, ce qui aurait entraîné l'abandon du projet. En tout cas, il n'en était plus question lorsque Poulet revint en Belgique, fin août. Par contre, des propositions formelles lui furent faites de deux autres côtés. D'une part, la *Nation Belge* représentée par Joseph Finet, administrateur-directeur, et Henri Neuray, frère du directeur prisonnier en Allemagne, lui offrait la direction politique du journal reconstitué. D'autre part, Paul Colin insistait pour qu'il participât

à la création d'un organe nouveau dont il recrutait déjà la rédaction. A personne, Poulet ne donna une réponse définitive. Il se contenta d'exposer aux deux parties la ligne politique qu'il entendait suivre.

Celle-ci se fondait:

- sur des **probabilités**: l'Allemagne demeurerait la puissance la plus forte du continent, et par conséquent, notre sort dépendrait de ses volontés dans une large mesure;
- sur des **principes**: à propos desquels on ne pourrait jamais transiger et qui constituaient «l'essentiel», à savoir, nous citons: «1) Indépendance, intégrité, unité de l'Etat belge. 2) Maintien de la dynastie. 3) Respect de l'esprit chrétien, base de notre civilisation occidentale. 4) Constitution ou reconstitution d'une atmosphère sociale qui donnât l'impression de justice».

Si, dans l'avenir, après la guerre, l'Allemagne ne portait pas atteinte à «l'essentiel» et donnait des garanties à cet égard, on pourrait coopérer alors, dans une certaine mesure, à la réorganisation du continent, malgré la juste amertume causée par la double violence faite à la Belgique en 1914 et 1940. Dans le cas contraire, les Belges se réfugierait inébranlablement dans l'inacceptation, la protestation farouche, comme les Irlandais l'avaient fait vis-à-vis des Anglais pendant trois siècles.

LA «POLITIQUE DE LAEKEN» ? L'exposé de ce programme politique qui se situait dans l'optique d'une collaboration «future, conditionnelle et limitée» ne souleva d'objections ni chez Finet et Neuray, ni chez Paul Colin. Mais, seul le projet de ce dernier en arriva au stade de la concrétisation. Poulet se trouva donc placé devant une situation nette. Il devait, ou renoncer à exercer une action qui lui paraissait salubre (sous réserve d'un ultime avis dont nous reparlerons), ou s'intégrer dans l'équipe réunie par le directeur de *Cassandra*. Il ne lui échappait pas que la personnalité de celui-ci était le point faible de l'entreprise. Né en 1895, Paul Colin avait fondé la revue *L'Art libre* en 1919, dirigé la revue *Europe* à Paris pour revenir à Bruxelles gérer la galerie d'art Giroux, avant de lancer la Nouvelle Société d'Editions et, en 1934, l'hebdomadaire *Cassandra*. Après avoir appartenu à l'extrême gauche internationaliste et pacifiste au cours de la Grande Guerre et dans les années qui la suivirent, Colin s'était, dans un livre publié en 1933, *Belgique, carrefour de l'Occident*, déclaré rallié au nationalisme, à la tradition et aux doctrines de la conservation sociale. Polémiste talentueux mais sans scrupules et d'une férocité redoutée, il était la bête noire de bon nombre de ses contemporains de la politique et du journalisme. Avant la guerre, Poulet ne le connaissait d'ailleurs que superficiellement:

«... son caractère ne me plaisait pas, à première vue. J'avais eu avec lui deux ou trois bagarres épiques, en ma qualité de critique littéraire et cinématographique de son hebdomadaire. Chaque fois, j'avais tenu bon et à la fin il s'était incliné. Maintes personnes, me croyant lié avec lui, ou craignant que je me liasse, étaient venues me rapporter des bruits peu favorables qui couraient sur son compte. A ces personnes, j'avais toujours dit: 'Donnez-moi un fait précis, indiscutable, avec preuves à l'appui, et je romps demain toute relation'. Pour une raison ou pour une autre, la conversation s'était toujours arrêtée là. Néanmoins, j'avais toujours, avec P.C., gardé ma distance. Son tempérament n'était pas de ceux, me semblait-il, qui s'accordaient avec le mien. Cet homme ardent, vigoureux, passionné, d'un courage indomptable, avec un fond puéril et d'extraordinaires petitesesses, roublard et jobard, plus instruit que cultivé, supérieur dans l'imposture, au demeurant organisateur et animateur hors ligne, cet homme, dis-je, me déplaisait d'instinct. Je m'étais, et je me suis toujours dans la suite, dérobé aux assauts de son exubérante familiarité, qui savait se montrer généreuse, affectueuse, mais à laquelle je trouvais un arrière-goût vulgaire. Cependant, je n'avais pas encore sondé cet esprit, je ne savais pas si je pouvais avoir confiance en lui, surtout dans des circonstances aussi difficiles».

Avant de même envisager son entrée dans le journal projeté, Poulet avait donc exigé un droit de contrôle sur l'ensemble du texte rédactionnel, y compris sur les articles de Colin lui-même. Ce dernier avait accepté sans barguigner cette condition draconienne et il devait confirmer son accord dans une lettre du 10 octobre 1940, précisant que le poste de direction des services politiques et de rédacteur en chef accepté par Poulet et pour lequel il toucherait des appointements mensuels de douze mille francs, comportait «un droit de contrôle absolu sur tous les articles publiés, le recrutement des collaborateurs, l'établissement des plans d'action et éventuellement des campagnes politiques, y compris une collaboration étroite avec moi en ce qui concerne la présentation du journal et l'importance relative à donner à chaque rubrique». Mais, il va de soi que de pareille lettre, qui lui donnait barre sur son supérieur, son destinataire ne pourrait faire usage qu'à titre exceptionnel, dans des cas graves, comme suprême recours

contre «les extravagances Colin». Poulet ne l'invoquerait d'ailleurs que rarement, notamment pour empêcher Colin de commenter sur le mode ironique la «démission» du bourgmestre de Bruxelles, Jef Van de Meulebroeck, par l'autorité occupante en 1941.

Avant de signifier à Colin son acceptation définitive, Poulet avait encore pris, cependant, une ultime précaution. Désireux de recueillir, sur ses intentions journalistiques, «le sentiment de la seule autorité qui, alors, fut incontestablement incontestée», il avait prié son ami Gaston Pulings, directeur de la questure du Sénat, de s'entremettre à cet effet. Celui-ci s'exécuta dans les derniers jours de septembre 1940. Le *Nouveau Journal* contenant le premier article de Poulet parut pour la première fois le 1er octobre 1940. Le 30 septembre, le secrétaire de Léopold III avait reçu le journaliste en son domicile privé de la rue Juste Lipse à Bruxelles. Plus tard, Robert Capelle reconnaîtrait dans une déposition en justice qu'il avait, en l'occurrence, agi sur l'ordre de son maître.

Assigné à résidence au château de Laeken et prisonnier de guerre, celui-ci observait et observerait jusqu'à sa déportation en Allemagne en juin 1944, une attitude officielle d'abstention sur le plan politique. Officieusement néanmoins, il n'en eut pas moins une politique, la «politique de Laeken», fondée sur l'idée que notre résistance militaire jusqu'au 28 mai 1940 constituait l'accomplissement de nos obligations à l'égard des puissances (France et Angleterre) appelées à notre secours le 10 mai, que la guerre s'était donc terminée en fait pour nous avec la capitulation de l'armée, et motivée par la préoccupation de préparer, en cas de victoire allemande ou de paix de compromis, les conditions d'une survie de la Belgique. Cette politique était en opposition radicale avec celle du gouvernement Pierlot qui, après une défaillance au cours de l'été de 1940, poursuivrait la lutte à Londres en liant l'avenir du pays au triomphe final et total de la cause anglaise puis alliée.

Sur le plan extérieur, la politique de Laeken se manifesterait par la fameuse entrevue de Léopold III avec Hitler à Berchtesgaden, à la demande du Roi, au cours de laquelle ce dernier tenterait, certes, d'obtenir la libération des prisonniers de guerre et une amélioration du ravitaillement, mais aborderait aussi la question de l'avenir de la Belgique en demandant au *Führer* des garanties à cet égard. Il est évident que l'on ne demande pas de telles garanties au chef d'un Etat que l'on considère comme le vaincu probable de la guerre. Il est encore plus évident qu'une telle demande est un acte politique qui contredit la position officielle d'abstention du souverain.

Sur le plan intérieur, la politique de Laeken se traduirait par l'approbation donnée à une politique de présence tendant à réduire autant que possible les privations et les souffrances des citoyens, à maintenir l'armature de la nation pour la mettre en mesure d'affronter toutes les éventualités, à envisager même, dans une certaine mesure, l'intégration politique, sociale et économique future de la Belgique dans une Europe dominée par l'Allemagne.

C'est évidemment dans le cadre de cette «politique de Laeken», politique qui, nous venons de le voir, avait ses fondements et ses motifs, qu'il faut situer la rencontre Poulet-Capelle du 30 septembre 1940. Au cours de cette entrevue, après avoir entendu, de la bouche du journaliste, l'exposé de son programme, le secrétaire du Roi lui déclara qu'il ferait «oeuvre patriotique en contrebalançant l'influence néfaste des autres journaux» et exprima, en outre, les vues suivantes, dont Poulet s'inspirerait dans la suite: «Nous n'avons plus d'alliés ni d'obligations envers eux» - «Il faut prendre nos précautions en vue d'une victoire trop probable de l'Allemagne sur le continent» - «Le gouvernement Pierlot est illégitime et nous ne le connaissons plus» - «Le Congo ne doit pas prendre part à la guerre» - «Le pays doit être calme» - «L'ancien régime est périmé» - «Nous devons suivre avec attention et sympathie l'attitude du gouvernement Pétain». Après cela, pour Poulet, le sort en était jeté.

L'ENGRENAGE. Le *Nouveau Journal*, dont le premier numéro sortit de presse le 1er octobre 1940 devait rapidement s'affirmer comme un quotidien d'une rare qualité intellectuelle avec, phénomène unique dans la presse belge francophone de toutes les époques, un «rez-de-chaussée» hebdomadaire consacré aux lettres flamandes. En se fondant sur les capacités professionnelles des postulants, beaucoup plus que sur leurs opinions politiques, Paul Colin avait réuni autour de Robert Poulet, directeur des services politiques, une brillante équipe de journalistes: Paul Herten, précédemment rédacteur en chef de la *Nation Belge* (d'avant-guerre), était secrétaire général du nouveau quotidien; Paul Werrie, ami personnel de Poulet, était chargé des services intellectuels, artistiques et littéraires, Pierre Daye, écrivain et ancien chef du groupe rexiste à la chambre, tenait la rubrique de la politique étrangère et Nicolas

Barthélémy, ancien directeur politique de l'*Etoile Belge*, celle de la politique intérieure, la chronique sociale devait être assurée pendant un certain temps par Pierre Hubermont, ancien journaliste du *Peuple*, auquel succéderait Jules Lhost; Paul Vandenberghe, encore un ancien de la *Nation*, était secrétaire de rédaction; Armand Chession et Baudoin van den Branden de Reeth assuraient le service des dépêches; les reporters et auteurs de variétés étaient Robert Gaillard et Robert Meunier; Gaston Derycke parlait des films; André Souris de la musique; Georges Marlier tenait une chronique des expositions et composait chaque semaine une «page européenne»; au sport, sous la direction de René Deneubourg, Oscar Van Goidtsenhoven succéda à Fernand Dochamps; la rubrique économique était signée André Frantzen et le bulletin de la Bourse, Jean Pulings, fils de Gaston Pulings, un autre ami intime de Poulet.

La question du financement initial du *Nouveau Journal* reste toujours obscure. Après la guerre, le nom du baron de Launoit fut cité comme bailleur de fonds mais, aux questions que Robert Poulet lui avait posées à ce sujet en 1940, Colin avait répondu que l'argent nécessaire au lancement provenait de bénéfices antérieurs de *Cassandra* auxquels il avait pu ajouter deux ou trois cent mille francs mis à sa disposition par un frère résidant au Maroc. Le tout ne devait pas dépasser 500.000 francs, c'est-à-dire à peine de quoi subvenir aux premiers frais. Ne connaissant rien à la comptabilité, Poulet ne retint pas l'offre que lui fit Colin d'examiner les comptes. Aux yeux du directeur des services politiques, la question n'avait d'ailleurs qu'un intérêt relatif, l'important étant de savoir de quoi le journal allait vivre. Poulet s'en préoccupa jusqu'au moment où il fut évident que l'entreprise devenait, matériellement, une brillante affaire financière, par suite de la hausse du prix du numéro, et surtout par suite des tarifs élevés de la publicité, que les industriels, commerçants, annonceurs de toute sorte, grands magasins, notaires, -sans oublier les *Procureurs du Roi* pour les publications réglementaires concernant les demandes de naturalisation- s'arrachaient à prix d'or. Poulet estimait, «à vue de nez», que, tous frais déduits, le propriétaire du *Nouveau Journal* et de *Cassandra* gagnait près de 500.000 francs par mois, tandis qu'après la guerre, déposant en justice, le comptable de Paul Colin, Thonet, parla d'un bénéfice de 2 à 3 millions par an.

Au début, le *Nouveau Journal* n'était pas censuré du tout, mais, après quelques semaines, les articles politiques durent être soumis sur épreuves à l'officier de presse, lequel, pour le *Nouveau Journal*, était le lieutenant Karowsky. Ancien journaliste, celui-ci avait été, avant la guerre, correspondant de divers journaux allemands à Paris, à New York et à Londres. Dénué, selon Poulet, de toute préoccupation idéologique, il songeait surtout à conserver un poste dont il appréciait les agréments. Ses interventions de censeur auraient été relativement rares. Entre le 1er octobre 1940 et le 31 décembre 1942, sur sept cents numéros, comprenant un millier et demi d'articles politiques, il n'y aurait pas eu plus de vingt interdictions totales et plus de cinquante interdictions partielles, les motifs inspirant les unes et les autres relevant beaucoup plus de la pratique journalistique que de la politique proprement dite.

«La censure s'inquiétait énormément de couper court aux polémiques entre journaux, par exemple, la plupart de mes articles supprimés étaient des attaques ou des répliques à la presse flamande. Quand les passages incriminés n'étaient pas essentiels, je m'inclinai. Quand j'estimais que la pensée de l'auteur en était plus ou moins déformée, je retirais l'ensemble du texte. Il était entendu entre nous que nous accepterions les consignes *négatives*, c'est-à-dire celles qui avaient pour objet d'interdire quelque chose (encore aucun des principes dont nous nous réclamions ne devait-il faire les frais de ces interdictions). Quant aux consignes *positives*, -obligation de publier tel article ou d'adopter telle attitude-, nous ne nous y plierions point. Il faut dire que les organismes allemands, sachant sans doute à quoi s'en tenir, n'essayèrent point, à ma connaissance, et tant que je fus là de nous faire subir une influence ou une ingérence que je n'aurais jamais tolérées».

une atmosphère générale marquée par l'abattement, la résignation et l'acceptation de la défaite. Dans l'ordre politique, cet affaissement moral avait généré un engouement certain pour des conceptions politiques et sociales dont la victoire allemande avait semblé consacrer le triomphe. C'est à cet état d'esprit que Colin avait fait allusion lorsque, dans une lettre à Poulet, du 9 août 1940, il avait écrit que l'on se trouvait «devant un renversement général des valeurs, devant une révolution qui, sans nul doute, 'est à droite'». C'est sur cette base aussi que Robert Poulet et ses amis avaient espéré faire du *Nouveau Journal* l'organe d'une fraction dominante de la bourgeoisie belge. Mais, au déclin de l'année, ils durent bien constater l'évolution d'une grande partie de l'opinion qui, après leur avoir été favorable, se refroidit à leur égard, la résistance de l'Angleterre rendant courage à ceux qui plaçaient tous leurs espoirs dans sa victoire. Tout en restant malgré tout une tribune relativement influente dans les milieux

bourgeois et intellectuels francophones, le *Nouveau Journal* dut donc, bon gré mal gré, se comporter toujours davantage en organe de combat, «parce que d'envisager seulement une certaine éventualité (alors des plus probables), une victoire relative de l'Allemagne, -voire une paix de compromis- hérissait la plupart de nos compatriotes».

DES LIMITES, POURTANT. Organe de combat, le *Nouveau Journal* dut l'être aussi et peut-être surtout à l'intérieur même de la collaboration et à l'égard de l'occupant. C'est ainsi que ses premières campagnes s'efforcèrent de convaincre les séparatistes flamands que leurs aspirations nationalistes n'étaient plus incompatibles avec le maintien de l'Etat belge et qu'elles en étaient même plutôt le complément naturel. Ces efforts furent vains. Pour toute réponse, *Volk en Staat* attacha à Poulet l'épithète de «belgiciste incurable» et l'accusa de vouloir reprendre sur de nouveaux frais, l'entreprise de duperie et d'asservissement que les Belges francophones avaient toujours menée contre la Flandre. Par ailleurs, par le truchement de son rédacteur en chef, le *Nouveau Journal* ne parlait jamais de collaboration que dans un sens très restrictif. Au fameux mot -il avait été prononcé pour la première fois lors de la rencontre entre Pétain et Hitler à Montoire en octobre 1940-, Poulet ajoutait toujours l'expression «de principe», entendant par là qu'il s'agissait tout au plus de collaborer éventuellement, après la guerre, si l'Allemagne gardait la prédominance sur le continent et à condition qu'elle respectât l'essentiel. En attendant, les Belges ne pouvaient aller plus loin que cette simple disposition et, en particulier, ils ne pouvaient légitimement soutenir l'Allemagne en guerre et avoir avec elles d'autres contacts que ceux qui étaient inévitables sur le plan pratique, l'activité générale du pays ne pouvant que s'adapter aux circonstances. Quant à l'ordre nouveau défini par Poulet dans le *Nouveau Journal*, il n'était que le nouveau nom de la révolution de droite, de la réforme politique, économique et sociale qu'il avait appelée de ses vœux dès avant la guerre et à la réalisation de laquelle, précisait-il, on ne devrait oeuvrer concrètement qu'après le conflit, entre Belges, selon nos propres méthodes et en s'inspirant de nos propres traditions. Enfin, dans le but de bien établir la position morale de l'opinion belge vis-à-vis des Allemands, Poulet écrivit plusieurs articles où, sur le thème du «sentiment de l'injustice subie», il montrait combien il était naturel qu'après deux agressions, la Belgique ne manifestât guère d'empressement à recevoir les avances de l'envahisseur et se méfiât de lui. Mais, n'envisager la collaboration que dans le futur et dans certaines limites, cela revenait à rejeter la collaboration intégrale et immédiate. Les protagonistes de cette dernière ne s'y trompèrent point et accusèrent le directeur politique du *Nouveau Journal* de -dixit le *Journal de Charleroi-* «stériliser la collaboration». En outre, Poulet ne se gênait pas pour stigmatiser les journalistes qui, sous couleur de collaboration, «léchaient les bottes de l'occupant». Imprimée en toutes lettres dans le *Nouveau Journal* du 1er septembre 1942, cette expression souleva l'indignation de ceux qui s'étaient sentis visés. A leur intervention, l'auteur de la formule devait même recevoir une lettre comminatoire du capitaine Gunzer, *Abteilungskommandeur* à la *Propaganda Abteilung* de Bruxelles, lequel enjoignait à Poulet de ne plus injurier ses confrères. A cette mise en demeure, il fut répondu, quelques jours plus tard, par un texte qui reflète bien la dignité ombrageuse et la réserve attentive qui caractérisèrent toujours la contenance du directeur politique du *Nouveau Journal* à l'encontre de l'occupant:

« Depuis deux ans, j'ai toujours cru que nos relations individuelles avec la *Propaganda Abteilung* n'étaient pas des relations de subalterne à supérieur. La forme et le ton de votre note me feraient craindre de m'être trompé à cet égard. Si cela m'était confirmé, je n'aurais plus qu'à en tirer les conséquences en ce qui me concerne. En attendant, j'en reste fermement, sur ce point, à ma position antérieure. Quant aux recommandations concrètes que contient votre note, il va sans dire que j'en tiendrai le plus grand compte; sous réserve, éventuellement, du sentiment patriotique et de la dignité journalistique».

Après la guerre, devant ses juges, et, jusqu'à sa mort, devant l'histoire, Poulet eut toujours à coeur de souligner les limites qu'il avait fixées à son action journalistique sous l'occupation. A cet égard, il faut bien constater que celui-là même qui fut son accusateur devant le Conseil de guerre de Bruxelles en juillet 1945, le substitut Roger Vinçotte, admit, dans son «Exposé des faits» que le journaliste avait «apporté des limites à sa propagande pour la collaboration, [qu']il ne voulait pas d'une collaboration sans conditions et sans frein; [qu']au bout d'un certain temps, il a défini ce qu'il appelait sa position de collaboration de principe; [qu']elle consistait essentiellement à proclamer que les Belges seraient disposés après la paix à collaborer avec l'Allemagne dans l'Europe nouvelle pour autant que l'Allemagne laisserait aux Belges ce que les Belges considéraient comme essentiel pour le maintien de la vie politique belge». Cependant, poursuivit Vinçotte, alors que Poulet prétendait qu'il avait «eu surtout pour objet

d'insister sur les limites étroites que la collaboration ne devait pas franchir», ce n'était «certainement pas l'impression que, de notoriété publique, la lecture de ses articles a fait à la plupart de ses lecteurs sous l'occupation». Par ailleurs, une fois déclenchée la guerre contre la Russie, Poulet avait adopté une attitude différente en affirmant la nécessité d'une collaboration sans réserve avec l'Allemagne pour lutter contre le bolchevisme et en faisant l'éloge des combattants du Front de l'Est. Il convient de s'attarder quelque peu sur ces deux points. Examinons-les dans l'ordre.

- Tout en affirmant que les limites assignées par Poulet à la collaboration n'étaient certainement pas ce qui avait le plus frappé ses lecteurs, Vinçotte ajouta que seule la lecture de ses articles pourrait «à cet égard, éclairer le conseil et lui faire percevoir l'atmosphère qui s'en dégage». Il est fort probable que les magistrats du Conseil de guerre ne se livrèrent point à cet exercice. S'ils le firent, ils furent sans doute de l'avis de l'auditeur. Mais, tout le problème est de savoir si les impressions des magistrats en 1945 pouvaient être les mêmes que celles des lecteurs du *Nouveau Journal* en 1940-1943. N'était-il pas dans la nature des choses que des restrictions et des réserves frappantes dans le contexte d'une situation d'occupation parussent bien légères dans l'atmosphère manichéenne de l'immédiat après-guerre? A cet égard, il faut bien constater que, s'exprimant avec le recul du temps dans une interview publiée par la *Revue générale* de juin-juillet 1986, le grand résistant que fut William Ugeux, reconnut que Robert Poulet avait tenu des discours patriotiques dans un journal de la collaboration. «Je me souviens, ajouta-t-il, que plus d'une fois, à lire tel de ses articles, je me suis dit qu'il ne manquait pas de courage». En outre, s'il en est que les restrictions et les réserves du rédacteur en chef du *Nouveau Journal* impressionnèrent, c'est bien les Allemands eux-mêmes et l'on peut lire dans un rapport de février 1942, émanant du service de presse du chef de l'administration militaire, que l'action de Poulet, «de notre point de vue, est parfois à l'extrême limite du supportable» (*Die Arbeit Poulets, die gelegentlich von unserm Standpunkt ans hart an der Grenze des Zulässigen liegt*).

- Il est exact que l'attaque allemande contre l'Union soviétique suscita un changement d'attitude chez Poulet qui, dans le *Nouveau Journal* du 27 juin 1941, constata que ce «fait nouveau» appelait des «conclusions nouvelles». Jusque-là le journaliste avait considéré que, victimes d'un conflit international qui ne les concernait ni de près ni de loin, les Belges n'avaient plus la moindre raison d'y intervenir et que, la guerre étant, du point de vue militaire, finie pour eux, ils n'avaient plus à prendre fait et cause pour personne. Mais, depuis quelques jours, un fait nouveau s'était produit. Le conflit germano-russe modifiait considérablement le caractère de la guerre en transformant une lutte entre impérialismes, dont les Belges pouvaient et devaient se désintéresser, en une lutte pour le salut de l'Europe. Si les Bolcheviques franchissaient le seul obstacle qui se dressait sur leur route, vingt siècles de christianisme, toute la structure de l'ordre spirituel et matériel, s'écrouleraient misérablement. Dès lors, estimait Poulet, on ne pouvait plus rester neutre. Mais, cela ne signifiait pas que les Belges, pauvres, désunis, désarmés devaient songer à prendre les armes et à voler combattre aux côtés de la *Wehrmacht* sur le front de l'Est. Ils devaient seulement prendre conscience de ce qui les concernait dans ce combat. La première obligation qui s'imposait à eux, dans ce domaine, était d'ordre intellectuel et moral. En somme, chez Poulet, l'abandon de la neutralité morale ne débouchait toujours pas sur la collaboration concrète. Sous les phrases ronflantes et les figures de style, le changement d'attitude était plus apparent que réel et cela n'échappa pas aux tenants de l'ultracollaboration. Dès le lendemain, le 28 juin, dans *Volk en Staat*, sous le titre *Belgicistisch defaitisme*, Jan Brans incrimina un langage à double sens et une dialectique spécieuse qui, sous le couvert d'une vague exhortation à la prise de conscience, avaient exclu toute collaboration pratique avec l'Allemagne. De fait, Poulet était extrêmement réservé à l'encontre d'une éventuelle implication des Belges dans un conflit qui avait éclaté à l'autre bout de l'Europe et qui mettait aux prises «deux puissances pour nous également, ou inégalement, redoutables». Cette réserve devait se marquer d'une manière particulièrement nette au travers de la réaction du directeur politique du *Nouveau Journal*, le 9 juillet 1941, à l'annonce de l'organisation d'un corps de volontaires flamands et wallons pour le Front de l'Est. Tout en rendant hommage à sa «noble inspiration» et à son «caractère louable», Poulet déclarait ne pas avoir le droit de donner à ceux de ses lecteurs qui le consultaient le conseil formel de suivre ce mouvement:

«En cette matière, seule l'autorité supérieure, le Chef naturel de la nation, peut donner des consignes générales, parce qu'il est seul à même de reconnaître avec certitude les intérêts, nécessairement très importants et très élevés, qui peuvent nécessiter des efforts et des sacrifices aussi exceptionnels. En l'absence de pareil jugement, le problème se ramène donc,

pour chaque citoyen pris en particulier, à un débat de conscience, dans lequel nul n'est qualifié pour intervenir de l'extérieur. Au surplus, on admettra qu'un volontaire de 1914, qu'un ancien officier patrouilleur, pour qui les réalités de la guerre sont autre chose que des formules abstraites, répugne à pousser autrui vers ces réalités-là même transfigurées et justifiées par un grand idéal».

Pour ce qui le concernait, Poulet se contentait donc de souhaiter que de ce «geste -paradoxal à divers égards, puisqu'il fait de nous à la fois les vaincus et les alliés de l'Allemagne, puisqu'il y aura tout ensemble des Belges sur le front russe et des Belges prisonniers à l'arrière de ce front- sorte la libération physique et morale de notre malheureux peuple!».

Pour qui sait lire, il est difficile de découvrir en ces propos l'«apologie» (C'est-à-dire l'approbation sans réserve) des engagements au Front de l'Est qui constituerait l'essentiel de l'accusation par suite de laquelle Robert Poulet serait condamné à mort en 1945. Il est vrai que les réserves habilement émises à l'occasion de la constitution de la *Légion* s'estompèrent dans ses articles ultérieurs au profit de considérations beaucoup plus positives. En effet, après quelques mois, le journaliste en vint à considérer qu'il était placé devant deux faits: 1. Une «légion belge» était constituée; 2. Les membres et les chefs de cette légion déclaraient qu'ils allaient sur le front oriental «chercher des titres et des droits pour leur pays» et il était fort probable que l'attaque allemande, puissamment inaugurée, se terminât à bref délai par un triomphe sanctionnant l'omnipotence du *Reich* sur le continent. A son habitude, Poulet appliqua donc la méthode qui consistait à présenter les choses sous un aspect soigneusement choisi qui en amortît les inconvénients et les rendît aussi favorables que possible à ce qu'il considérait comme l'intérêt national. Il s'empara donc des devises arborées par les hommes de la Légion et auxquelles, d'ailleurs, les Allemands souscrivaient de plus ou moins bon gré pour proclamer que les risques et les responsabilités assumés par les légionnaires créaient pour la Belgique des droits dont celle-ci pourrait se réclamer si la *Wehrmacht* l'emportait. Abstraction faite de la légitimité de leur action, dont on pouvait discuter, les légionnaires étaient en outre, selon Poulet, des hommes hautement respectables en ce qu'ils offraient délibérément leur vie pour une grande cause. Seul un mobile patriotique, qu'il fut bien ou mal compris, pouvait induire ces jeunes gens à risquer leur vie et à endurer des fatigues, des privations, des souffrances extraordinaires. Aux yeux de l'ancien officier patrouilleur de la Grande Guerre, ils ne pouvaient être que «les meilleurs des Belges» (*Nouveau Journal*, 21 décembre 1942) tout comme, d'ailleurs, ceux qui s'étaient enrôlés dans l'aviation anglaise et qui, eux aussi, de bonne foi, versaient leur sang pour leur pays. Les meilleurs d'entre les citoyens n'étaient-ils pas ceux, à quelque camp idéologique qu'ils appartenissent, qui poussaient l'amour de la patrie jusqu'au sacrifice suprême? Après la guerre, réunis, réconciliés, ils referaient tous ensemble la Belgique (*Nouveau Journal*, 4 janvier 1943). Il n'est point nécessaire de souligner longuement le caractère irénique -pour ne pas dire plus- de ces propos dictés par un réflexe de vieux soldat. Par ailleurs, si Poulet rendit également hommage au courage des volontaires de l'Est et au courage de ceux qui s'étaient engagés dans l'aviation anglaise, il n'en préférait pas moins -et nous utilisons encore l'euphémisme- le choix des premiers. Jamais, ses lecteurs ne purent douter de «l'importance extraordinaire» qui revêtait, à ses yeux, la mise en échec de l'idéologie «intrinsèquement perverse».

LA RUPTURE. Cependant, aussi profond fût-il, l'anticommunisme du rédacteur en chef et directeur des services politiques du *Nouveau Journal* ne l'amena jamais à perdre de vue les limites qu'il avait fixées à son action en septembre 1940 et, lorsque la censure allemande refusa la publication de trois articles où il s'élevait contre le discours annexionniste de Degrelle du 17 janvier 1943, il ne put que constater que ces limites étaient atteintes.

Degrelle était rentré à Bruxelles avec cent soixante-dix permissionnaires du Front de l'Est vers la mi-décembre 1942. Le dimanche 17 janvier 1943, les rexistes organisèrent au Palais des Sports de Bruxelles une manifestation de grand style rappelant les démonstrations de masse du N.S.D.A.P. Degrelle y prononça un discours dans lequel il développait deux grandes notions: l'essence germanique de la Belgique, tant wallonne que flamande, et la reconstitution du Saint Empire, dont les Belges devraient faire partie intégrante. Le thème germanique n'était pas nouveau chez le chef de Rex. Il l'avait déjà développé dans un message du 8 août 1941 aux volontaires du Front de l'Est et dans une lettre à Otto Abetz du 22 septembre 1942. En outre, Victor Matthys, chef de Rex *ad interim*, avait, lui aussi, développé le thème germanique dans un discours du 25 octobre 1942. Mais, jusqu'alors, le thème de l'appartenance à une communauté germanique avait toujours été associé à celui de la fidélité à la patrie belge. L'abandon de cette référence constituait la nouveauté du discours de janvier 1943. Il indiquait l'adhésion à la politique de Himmler et de la SS qui, contrairement à la politique attentiste

menée jusque-là par l'administration militaire allemande de Bruxelles, poursuivait à l'encontre de la Belgique des visées clairement annexionnistes. Dans son discours, Degrelle n'avait pas expressément parlé d'annexion, mais le développement des deux notions évoquées ci-dessus révélait évidemment clairement ses arrière-pensées à cet égard. Or, des gens comme Poulet et, moins nettement peut-être, Streel et De Becker, avaient jusqu'alors défendu la thèse que la collaboration avec l'Allemagne ne se justifiait que pour autant que la Belgique sauvât «l'essentiel» de sa personnalité nationale. A partir du moment où Degrelle prônait l'annexion, il sacrifiait cet essentiel et, dans la mesure où il parlait avec l'évidente approbation des autorités allemandes, cela signifiait que celles-ci ne respecteraient pas non plus cet essentiel après la guerre.

Poulet rédigea trois articles où il réfutait l'argumentation historique avancée par Degrelle à l'appui de sa thèse sur la germanité des Wallons. En des termes mesurés, le rédacteur en chef du *Nouveau Journal* montrait qu'il y avait là une manipulation de l'histoire, dont l'étude impartiale révélait que la Belgique était un pays d'entre-deux, un pays de marche, composé de deux communautés ethno-linguistiques qui avaient toujours voulu et continuaient à vouloir vivre ensemble au sein d'un même Etat. Poulet reprochait également à Degrelle de ne pas avoir parlé du Roi dans un discours où, par ailleurs, il adressait une invocation fervente à l'autorité étrangère, Hitler en l'occurrence. Comme il était de règle, ces articles furent soumis à la censure allemande. Convoqué par Aschmann, chef du groupe presse au sein de l'administration militaire, Poulet se vit enjoindre de modifier son texte. Il refusa et résilia ses fonctions au *Nouveau Journal*.

Cet éclat eut un retentissement considérable dans les milieux de la collaboration. Il devait être à la base d'une véritable dislocation de la presse collaborationniste modérée. Dans les mois qui suivirent, les journaux bruxellois furent secoués par des crises qui les affaiblirent considérablement. Ainsi, Streel, chef du Service politique de Rex et rédacteur en chef du *Pays Réel* démissionna de ces deux fonctions et passa au journal *Le Soir* où il écrivait un article hebdomadaire depuis janvier 1941. Les mobiles de son départ étaient grosso modo les mêmes que ceux du départ de Poulet. Mais, en outre, Streel avait été particulièrement choqué de ce que Degrelle eût défini le combat de la *Légion* comme un combat au profit de l'Allemagne et du national-socialisme alors que, selon lui, si les légionnaires se battaient sur le front russe, ce n'était pas pour l'Allemagne, mais pour la Belgique et qu'à l'origine, la propagande rexiste en faveur de la *Légion* avait développé ce thème. Au *Soir*, Streel continua à prôner la politique de collaboration modérée et dans une optique belgiciste. Enfin, De Becker demeura rédacteur en chef du *Soir* après le discours de Degrelle. Mais, du 16 au 22 février 1943, il développa ses critiques à l'égard dudit discours dans six articles pour lesquels, contrairement à Poulet, il accepta les tempéraments de la censure allemande. Le plus significatif de ces articles est celui du 18 février, intitulé: «Pour une existence nationale propre», et dont la conclusion était que la géographie et l'histoire s'opposaient à une séparation de la Belgique et à son annexion à l'Allemagne. De Becker quitterait la presse en septembre 1943. Le 3, dans une conférence au personnel du *Soir* réunie à l'occasion du troisième anniversaire de la confiscation du *Soir* d'avant-guerre, il avait constaté la faillite de la collaboration. A la suite de cet exposé, les Allemands le placèrent en résidence surveillée à Plancenoit, près de Genappe et, ensuite, dans les Alpes bavaroises.

Quant au *Nouveau Journal*, après le départ de Poulet, il versa dans un collaborationnisme intégral. Paul Colin -comme Pierre Daye, il était devenu en octobre 1942, à l'insu de Poulet et de toute la rédaction, membre du Conseil politique de Rex- avait désormais les coudées franches. Tous ceux qui refusaient les thèses degrelliennes furent pourfendus, mais on ne reprit ces thèses qu'avec prudence, en adoptant progressivement le vocabulaire, pour commencer. Des mots comme national-socialisme, empire, germanisme sortirent peu à peu de l'ombre où Poulet les avait relégués jusque-là. La collaboration de principe fut transformée par Colin en collaboration tout court. Au sein de la rédaction, la retraite du directeur des services politiques suscita des remous. Toute une partie de l'équipe, celle qui était en totale communion d'idées avec Poulet, fut, dès cette époque, virtuellement démissionnaire. Pendant quelque temps, elle garda l'espoir d'un retour de son «chef». L'attitude de Colin, totalement acquis à la politique germaniste de Degrelle, et l'opposition de l'autorité occupante le rendirent impossible. Bientôt, perdant courage, les membres du clan Poulet s'en allèrent par petits groupes et les quatre ou cinq derniers allaient passer la porte lorsque le directeur du *Nouveau Journal* et de *Cassandre* fut assassiné le 7 avril 1943. A ce moment, une ultime tentative effectuée par le successeur de Colin, Paul Herten, en vue de ramener Poulet au bercail, échoua devant l'exigence posée par ce dernier d'un retour à la ligne politique suivie jusqu'au 16 janvier.

En octobre, se trouvant en France, à Evry-Petit-Bourg, pour achever son livre *Prélude à l'Apocalypse*, Poulet reçut la visite de Guillaume Schraenen, administrateur du *Soir* volé, qui vint le pressentir pour la direction du journal en vue de soustraire ce dernier aux visées de Degrelle qui cherchait à en prendre le contrôle. Schraenen déclara que sa démarche s'effectuait sur le conseil du chanoine Van der Elst, homme de confiance du cardinal Van Roey, et du comte Guillaume de Grunne, grand maître de la Maison de la reine Elisabeth. Poulet répondit au *Verwalter* du *Soir* à peu près ce qu'il avait répondu à Herten et les choses en restèrent là.

LE SON DU SILENCE. En juillet 1945, traduit devant le conseil de guerre de Bruxelles, Poulet fut, pour son activité journalistique d'octobre 1940 à décembre 1942, condamné à la détention perpétuelle. En rendant cette sentence qui, dans les circonstances de l'époque, équivalait presque à un acquittement, le conseil de guerre avait considéré que la «conduite particulièrement héroïque» de l'ancien officier patrouilleur de 1914-1918 était une circonstance atténuante. Mais, en appel, Poulet fut condamné à mort. La cour militaire, elle, estima que son passé rendait sa faute plus lourde, parce qu'il s'en était montré indigne et parce qu'il s'en était servi pour convaincre plus facilement ses lecteurs. Les juges ne tinrent pas davantage compte d'un autre élément qui figurait au dossier du journaliste: la caution royale qui lui avait été prodiguée par l'entremise du secrétaire du souverain. En effet, après leur première conversation du 30 septembre 1940, Capelle avait encore reçu régulièrement Poulet (au moins à onze reprises) pendant tout le temps qu'avait duré l'activité journalistique de ce dernier dans les limites de la collaboration de principe. Le rédacteur en chef du *Nouveau Journal* n'avait jamais été désapprouvé au cours de ces rencontres dont le secrétaire du Roi faisait régulièrement rapport à son maître. Bien plus, interrogé le 1er mars 1948 dans le cadre d'une instruction judiciaire ouverte à sa charge en raison de ses contacts avec les chefs de file de la collaboration intellectuelle sous l'occupation, Capelle avouerait que lorsque ses rapports au Roi s'étaient fait l'écho de la réprobation que ses relations avec Poulet suscitaient dans certains milieux, il s'était vu engagé à les maintenir, mais avec prudence.

Aux audiences publiques de ses deux procès de 1945, Robert Poulet ne fit pas état des assurances qu'il avait reçues d'en haut entre octobre 1940 et janvier 1943. En se privant ainsi d'un puissant moyen de défense, il voulait laisser au Roi, violemment attaqué à l'époque, le choix du moment où il révélerait la caution secrète donnée par l'entremise de son secrétaire.

Léopold III avait été libéré par les Américains au début de mai 1945. Pour des raisons qui sont encore très mal connues, il n'avait pu, contrairement à ses intentions, rentrer immédiatement en Belgique. Comme on sait, il ne devait le faire qu'en 1950, après cinq années de polémiques passionnées concernant son attitude sous l'occupation, entre ceux qui le traitaient de «premier des inciviques» et ceux qui en faisaient le «premier des résistants». Les deux formules étaient aussi absurdes l'une que l'autre. Si, entre 1940 et 1944, Léopold III n'eut en vue que le bien du pays dont, à son avènement, il avait juré d'assurer la sauvegarde et l'intégrité, il est tout aussi certain qu'il n'a jamais cru que la résistance armée en liaison avec le gouvernement en exil, était le meilleur moyen de sauver le pays. Était-il possible de le dire dans l'atmosphère nécessairement et légitimement très manichéenne de 1944-1945? Si cela avait été dit alors, le Roi aurait-il été immédiatement balayé ou le peuple belge qui avait quand même vécu les conditions concrètes de l'occupation aurait-il admis que l'on avait pu penser et agir différemment en 1940 et en 1944, surtout lorsque l'on n'était pas un simple citoyen, mais un chef d'Etat? Ce sont là des questions auxquelles on ne peut répondre. L'Histoire ne s'écrit pas avec des si et, en l'occurrence, elle ne peut que constater que cela ne fut pas dit, que Jacques Pirenne, le nouveau secrétaire du Roi (il avait été nommé à ce poste le 8 août 1945), organisa sa défense en la fondant sur un pieux mensonge (le Roi avait été le premier des résistants), que Léopold III perdit quand même son trône, et enfin, que ce système de défense faillit avoir pour Poulet les plus dramatiques conséquences.

C'est au courage et à l'énergie de sa femme qu'il dut d'éviter le poteau d'exécution. D'instinct, celle-ci sentit que l'exécution, le 21 février 1946, de José Streel, dont le cas était si semblable à celui de son mari, plaçait ce dernier dans le cas de péril de mort immédiat: «Si l'on tue l'un, on va tuer l'autre». Cette conviction détermina Germaine Poulet à communiquer à la presse le contenu d'un *Mémoire confidentiel* à S.A.R. le Régent, où l'ancien rédacteur en chef du *Nouveau Journal* relatait ses conversations avec Capelle et d'autres familiers du souverain sous l'occupation. Ces révélations, en faisant rebondir les discussions sur la question royale, lui sauvèrent la vie.

Dans ce *Mémoire confidentiel*, Poulet faisait notamment état de conversations avec l'abbé De Schuyteneer, ami personnel du Roi, et qui étaient de nature à recouper les assurances reçues de Capelle. Vocation tardive, l'abbé De Schuyteneer s'était d'abord orienté vers la carrière des armes et avait été, à l'Ecole militaire, le camarade de promotion du duc de Brabant, futur Léopold III. Sous l'occupation, il fut encore fréquemment reçu à Laeken par son ancien condisciple. De Schuyteneer devait d'ailleurs rencontrer plusieurs fois Poulet entre 1940 et 1943 et lui exprimer alors son approbation. Au cours de l'une de ces rencontres, malgré sa grande discrétion à propos du Roi, il avait répété au journaliste un propos du souverain à son sujet: «Poulet dit de bonnes choses».

L'abbé fut entendu et confronté avec Poulet le 7 février 1946, au cours de l'enquête ordonnée à la suite de la requête en grâce de ce dernier. Il nia d'abord le propos puis le reconnut sous une forme atténuée. Il n'avait pas dit à Poulet «le Roi m'a dit que vous dites de bonnes choses», ce qui eût été «sous cette forme absolue», une approbation royale des idées du journaliste, mais «il se pouvait» qu'interrogé par Poulet sur les pensées du Roi à son égard, il lui eût dit un jour quelque chose d'équivalent à ceci: «Le Roi m'a bien dit un jour: Poulet a émis aujourd'hui une bonne idée, mais cela n'est évidemment pas une approbation de votre action». De Schuyteneer insista sur le fait que l'appréciation du Roi dont il avait fait part à Poulet «ne visait que l'un ou l'autre article» sans qu'il ait jamais su «de quel article il s'agissait, ni quelles idées y étaient émises». Il ajouta encore «formellement» que la réflexion du Roi n'impliquait en rien une approbation de l'action journalistique de Poulet et qu'elle avait été faite incidemment au cours d'une conversation d'ordre général n'ayant aucun rapport avec la politique ou la presse.

Ces déclarations peu nettes s'éclaircissent singulièrement si on les rapporte à un passage d'une lettre que De Schuyteneer adressa au cardinal Van Roey le 26 mars 1950 pour demander au prélat d'user de son influence afin de convaincre le Roi de s'effacer:

«Il y a 4 ans environ, Monsieur Weemaes, secrétaire privé du Roi, me disait en substance: 'Si vous révélez ce que vous savez du Roi, nous dirons que vous attribuez au Roi les idées que vous avez eues vous-mêmes; nous ajouterons que le Roi ne vous contredisait pas parce qu'il n'en voyait pas la nécessité, d'où votre illusion'. Eminence, j'ignore si effectivement les conseillers actuels ont employé ce moyen perfide de m'enlever tout crédit. Si le Roi a été plus ouvert vis-à-vis de moi, c'est parce que j'ai longtemps partagé ses erreurs, et je puis citer plusieurs paroles du Roi qui ne permettent pas la moindre équivoque sur la vraie mentalité du Roi, mentalité qu'il cachait soigneusement, comme il m'a dit un jour lui-même, à ceux qui ne partageaient pas ses vues. Si je me crois obligé de dire cela, Eminence, alors que j'aurais préféré me taire, c'est à cause de la gravité de l'heure. A mon avis, à toutes les outrances se mêle chez nos adversaires plus de bonne foi qu'on ne pense dans les milieux catholiques qui ne lisent que la *Libre Belgique* ou le *Standaard*».

Ce texte montre indiscutablement que De Schuyteneer avait traduit les vrais sentiments du Roi lorsqu'il était venu trouver Poulet pour le féliciter; que l'entourage royal d'après-guerre a fait pression sur l'abbé pour qu'il s'abstienne de révéler ses vrais sentiments et l'a averti que toute révélation de ce genre serait désavouée et disqualifiée; que les réticences de l'abbé, dans des circonstances où la vie et l'honneur d'un homme étaient en cause, trouvent leur origine dans cette pression, qui était elle-même dans la logique des choses à partir du moment où le Roi avait laissé Jacques Pirenne organiser sa défense sur la base du pieux mensonge.

En 1945, durant le procès du *Nouveau Journal*, devant le conseil de guerre de Bruxelles, en audience publique, le président de la Vallée-Poussin allait d'ailleurs déclarer:

«S'il est prouvé qu'un accusé a pu se croire pendant toute la guerre en communion d'idées avec le Roi, il doit être acquitté ou du moins sa responsabilité pénale tombe à presque rien».

La lettre de De Schuyteneer ne prouve pas que Poulet pouvait se croire en communion de pensée avec le Roi pendant sa collaboration au *Nouveau Journal*. Elle prouve qu'il l'était.

Rex 40-41: l'engrenage de la trahison

Par Francis BALACE

La mémoire collective présente de l'histoire du rexisme et de son ralliement à la collaboration une version simple et caricaturale: agent de l'Allemagne, Léon Degrelle aurait simplement mis bas le masque en proférant en janvier 1941 son fameux *Heil Hitler!* et aurait été dans la logique de la collaboration et de la trahison en s'engageant en juin 1941 dans la «croisade antibolchevique» aux côtés de la *Wehrmacht*. Parallèlement, Léon Degrelle, avec faconde, avec un aplomb d'autant plus aisé qu'on s'éloigne chronologiquement de l'occupation, avec une imagination débordante qui quitte la mythomanie pour ce que Jean Stengers a appelé «un Himalaya de mensonge», produit des versions sans cesse renouvelées et contradictoires de «mémoires» qui donnent de son itinéraire une version qui n'est cohérente que pour lui et ses derniers disciples. Degrelle mémorialiste appartient plus au domaine du psychiatre qu'à celui de l'historien.

Reconstruisant le passé en fonction de son «hypertrophie du moi», il écrit comme s'il était le seul et unique témoin, comme si les archives ne regorgeaient pas de documents rédigés *in tempore non suspecto* et qui donnent du Rex de 1940-1941, des buts réels de son engagement dans la collaboration, des multiples facettes (parfois ridicules, souvent odieuses) de ses activités, une tapisserie qui ne correspond en rien aux cartons successifs qu'il prétend avoir ébauchés. Tout mémorialiste pêche souvent par omission, il peut se tromper de bonne foi, il peut mentir aussi dans un but de plaidoyer *pro domo*. Avec Degrelle, c'est le mensonge gratuit aux relents de basse vengeance. N'écrivait-il pas à Pierre Daye à propos de son livre *La Cohue de 1940*, interprétation ahurissante de son cheminement de 1940-1941: «je fous absolument tout le monde dedans», «en fait de casse-pipes, c'est sensationnel. Tout le monde y passe», «collection de bonshommes qui resteront caricaturés pour l'éternité». Comment croire enfin celui qui écrit: «Je puis le dire hautement, si cocasse que cela puisse paraître à cette heure, je fus en août 1940, un des seuls Belges qui renâcla en face du problème de la collaboration» (sic).

Il faut également tenir compte d'un aspect essentiel de la psychologie de Degrelle: le souci de ne pas rester en arrière, d'épouser sans cesse les «forces en mouvement», ce qui, aux yeux d'observateurs extérieurs allemands, passait pour un «manque de sérieux» total et de «l'inconsistance capricieuse». En rompant avec Rex en janvier 1939, le député Raphaël Sindic avait eu une phrase terrible: «Vous n'avez jamais su voir un cortège, une procession ou un mouvement d'opinion sans avoir le désir pressant de vous mettre à sa tête, et cela sans le moindre souci de votre programme, d'où la longue liste de vos contradictions successives». Un exemple suffira. En préparant les élections législatives de 1939, Degrelle avait décidé de badigeonner d'un tricolore éclatant un parti en perte de vitesse et qui, à la suite de l'affaire Martens, avait été contraint de décapiter *Rex-Vlaanderen* pour cause de flamingantisme trop prononcé. Des déclarations germanophobes abondaient à présent, car, comme l'expliquait à l'ambassadeur du *Reich* un député rexiste, le mouvement était devenu l'objet d'une trop grande suspicion dans le public. Le 23 mars 1939, Degrelle dénonçait la propagande pangermaniste:

«Nous avons encore un an ou deux 'de bon' comme on dit... Et puis *on* établira avec soin des antécédents historiques; *on* démontrera que Malines et Anvers portent le vieil aigle allemand dans leurs armes, qu'il y eut jadis une Flandre impériale, que nos provinces s'appelaient Germania Inferior et que les vieux atlas inscrivent notre mer du Nord sous le nom de Mare Germanicum. Les arguments ne manqueront pas...».

Pas à lui, en tout cas, qui deux ans plus tard exactement, dans un meeting à Liège fin avril 1941, s'exclamait avec ardeur: «Souvenons-nous d'Anvers et de la Hanse Teutonique; souvenons-nous de Liège et de ses Princes-Evêques allemands. Liège aussi a été pénétrée de vie germanique!». Par la suite, il ne pourra plus évoquer nos régions sans y ajouter les références à la *Germania Inferior* et au *Mare Germanicum!* Comment en était-on arrivé là?

UN PARTI MORIBOND ET ORPHELIN? Le 10 mai 1940, Rex était un parti bien malade et dont les observateurs politiques prédisaient la proche disparition. Les élections législatives du 2 avril 1939 ont été, comme l'écrivait l'ambassadeur du *Reich*, *eine katastrophale Niederlage*: 4,43% du corps électoral, représentation parlementaire réduite à quatre députés et quatre sénateurs. En pleine campagne, il y avait eu des démissions retentissantes et de très gênantes révélations. La mobilisation de septembre 1939 avait enlevé à Rex une bonne part de ses

militants jeunes -et donc actifs- et de ses cadres, tandis que tous les frustrés et déçus des élections attribuaient leur échec à Degrelle et reconnaissaient, en privé, que les accusations portées contre lui étaient vraies (Teughels, Daye, etc.). La conception très particulière que Degrelle et son *Pays Réel* avaient de la neutralité, à contre-courant des sympathies pro-alliées, accéléra la débandade, tandis que Degrelle allait mendier des subsides à l'ambassade d'Allemagne pour lancer un nouveau journal. L'abcès éclata après l'invasion des pays scandinaves, célébrée par Degrelle comme un juste châtiment des Alliés qui avaient provoqué Hitler. Deux sénateurs anciens combattants, Boon et Vigneron, démissionnent avec éclat. Partout dans le pays, d'avril au début mai, des conseillers communaux et provinciaux démissionnent dans d'énormes proportions. La cause, ce sont, comme le conseiller Derudder le déclare à Bruxelles, «les agissements du sieur Léon Degrelle, dont l'attitude est particulièrement préjudiciable aux sentiments patriotiques cependant si profondément nécessaires dans les circonstances pénibles que traverse notre chère Belgique». Des rexistes de longue date comme Jacques Crokaert et Georges Beatse claquent, eux aussi, la porte...

On doit à la vérité historique de souligner que si Degrelle est incontestablement, «par sa liaison avec l'ambassade», un agent d'influence du *Reich*, il serait faux de lui attribuer un rôle d'espion ou d'organisateur actif d'une 5e Colonne. Seuls des rexistes isolés, d'importance minime, se compromettent pendant la neutralité ou au moment de l'invasion.

Le gouvernement belge avait fait établir, par divers services de police et les Parquets, des listes de Belges présentant une *menace* pour la sûreté intérieure du pays en cas d'invasion. Ces listes et dossiers reposaient sur des renseignements invérifiables, sans «pièces à conviction» et dépendaient souvent de l'arbitraire d'un magistrat ou fonctionnaire local. A Liège par exemple, on n'arrêta aucun rexiste, ce qui peut s'expliquer par le fait que 17 conseillers provinciaux sur 19 et 5 communaux sur 6 avaient démissionné en avril. Dans d'autres ressorts, on s'en tint à des listes compilées début avril et l'on arrêta des personnes ayant rompu avec Rex. Dans les zones des armées française et britannique, les services de sécurité alliés coffrèrent, pour leur propre compte, les suspects signalés par leurs «honorables correspondants». Bien que député de Bruxelles et couvert par l'immunité parlementaire, Degrelle fut arrêté le 10 mai sur décision gouvernementale, que le ministre Antoine Delfosse justifia en juin 1940 par la formule que la guerre, elle aussi, était inconstitutionnelle. Degrelle n'opposa aucune résistance et déclara à l'inspecteur qui l'arrêtait à domicile: «Je m'y attendais». Mis au secret et transféré à Bruges, il fit partie du convoi de 78 suspects remis le 15 mai aux autorités françaises. A Dunkerque, Degrelle fut mis à part, soumis à des interrogatoires particulièrement brutaux et à un simulacre de fusillade. Ce traitement spécial s'expliquait par la conviction qu'il était le chef de la mystérieuse 5e Colonne, mais cela lui évitera de connaître un sort tragique à Abbeville le 20 mai... A Bruxelles, le dernier numéro du *Pays Réel*, le 11 mai, a annoncé son arrestation mais a dénoncé en termes extrêmement vigoureux l'invasion allemande, ce qui n'évita pas à ses deux principaux rédacteurs, Victor Matthys et Serge Doring, d'être arrêtés à leur tour le 12 mai et, comme tant d'autres suspects de toute opinion, évacués vers la France et incarcérés dans des conditions pénibles dans les camps du Midi.

Pour les Allemands, qui confondent le sort de Degrelle avec celui de Van Severen, le Chef de Rex a été fusillé à Abbeville. Le *Völkischer Beobachter* l'annoncera au début de juin. Le 31 mai, Hitler a déclaré à l'ambassadeur d'Italie que les renseignements reçus le confirment, et en a fait part personnellement à Mussolini. Un journaliste danois décrit l'exécution et, le 25 juin encore, *Le Soir*, reparaisant à Bruxelles, fait état d'une déclaration d'un officier du 2e Bureau français, selon laquelle Degrelle aurait été fusillé après un simulacre de jugement. Le même jour, à La Rochelle, un officier de la *Kommandantur* présente à Pierre Daye la mort de Degrelle comme étant officielle et confirmée. Ce n'est que le 2 juillet que sa survie probable est annoncée par *Le Soir* sur la base du témoignage de F. Linder, ancien attaché de presse allemand à Bruxelles, qui a rencontré le 21 juin Degrelle et l'ex-député Wyns à l'île de Ré, où il était lui-même détenu. Immédiatement, certaines sections rexistes pavoisent mais le «Chef» est introuvable. Le sénateur V.N.V. Van Dieren a tenté en vain de retrouver sa trace avec l'aide d'Otto Abetz et annonce au comte Capelle, le 5 juillet, que Degrelle est vivant et qu'on peut s'attendre à sa réapparition en Belgique.

La structure interne de Rex confiait l'exercice de sa direction à un *Conseil Général*. Par la force des démissions, de la mobilisation, de la captivité en Allemagne ou en France de la plupart des personnalités importantes du mouvement, il se composait en juin 1940 d'individualités assez effacées et d'opinions plus conservatrices que vraiment révolutionnaires: le notaire Léon Brunet, le député de Meester de Heyndonck, Maurice Vandeveld, Camille Damman,

propriétaire d'une importante chaîne de cinémas, les comtes Guy de Liedekerke et du Val de Beaulieu, ainsi que Charles Raty, beau-frère de Degrelle et dirigeant de la S.A. *Presse de Rex*. Malgré l'absence de certains membres, le C.G. décida, le 24 mai, de tenir une réunion le 29. Nul ne sait ce qui s'y passa, hormis les lamentations prévisibles sur les semaines éprouvantes que venait de connaître la Belgique et la confirmation des dirigeants locaux dans leurs fonctions, ce qui valut au C.G. le soutien de ceux-ci.

Sur le plan politique, les initiatives furent très modestes. Adresse de fidélité au Roi le 7 juin avec engagement de Rex dans «la défense de la royauté et de ses prérogatives, de la Patrie, de la famille et de la religion». Le lendemain, compte tenu de l'annonce officieuse de la mort de Degrelle, une circulaire aux militants confirmait l'attitude patriotique adoptée:

«Dans les circonstances tragiques que nous traversons, la seule attitude que nous puissions adopter est celle que Léon Degrelle lui-même nous dicterait si nous avions le bonheur de l'avoir au milieu de nous. *Soyons dignes...*

REX signifie ROI. REXISTES signifie ROYALISTES.

Si à Léon Degrelle, mort ou vivant, nous voulons faire un immense plaisir, restons plus que jamais fidèles à Sa Majesté le Roi Léopold III, digne continuateur de la Dynastie; que Léon Degrelle vénérât tellement, et qu'il nous a appris à vénérer avec lui...».

Il fallait aussi se prémunir contre ceux qui estimaient que le titre de rexiste leur vaudrait la faveur de l'occupant. Le 28 juin, une circulaire dut interdire «toute intervention auprès de qui que ce soit». Mais «l'air du temps» poussait à la radicalisation. Le 2 juillet, le C.G. vota une motion demandant le passage en justice pour haute trahison des membres du gouvernement Pierlot, des parlementaires de Limoges pour lèse-majesté, des mandataires publics en exode pour abandon de poste. Une épuration interne de Rex fut également décidée à l'encontre des «défaillants» de mai 1940 et toute réinscription interdite aux démissionnaires de la débâcle d'avril. On pouvait cependant faire des exceptions pour ceux dont le départ n'avait pas été trop éclatant ou dommageable, comme Teughels qui, à sa rentrée des camps français le 2 juillet, se déclarait prêt à «hâter la venue de l'ordre nouveau» pour lequel il avait tant souffert et perdu, précisait-il, 18 kilos. La rentrée, le 12 juillet, de Victor Matthys et de Serge Doring ramenait aussi à l'avant-plan deux rexistes radicaux qui avaient des comptes à régler avec l'ordre ancien.

Dans les options politiques de base des autorités militaires d'occupation, Rex ne joue qu'un rôle infime, celui d'un simple accessoire de réserve. Les instructions de Hitler du 14 juillet 1940 sur la préférence systématique aux Flamands, le refus de toute faveur aux Wallons et le maintien d'un flou total sur le sort futur de l'Etat belge ne laissent évidemment aucune place à un parti qui se proclamait unitariste mais dont les racines solides n'existaient qu'en Belgique francophone. Le choix de von Falkenhausen, conseillé par Petri et Reese, se portait, dans son fameux rapport du 31 juillet 1940, sur les groupes nationalistes flamands, une «minorité difficile à évaluer» comme contrepoids aux Secrétaires généraux et au personnel des anciens partis.

La seule ouverture laissée à Rex dans ce rapport était la constatation tautologique qu'il avait vu dans ses principes autoritaires et sociaux une certaine implantation en Wallonie: «ce fait est intéressant pour nous» (sic). Correctif cependant: une partie de Rex travaillerait avec la *Légion Nationale* et le *Verdinaso* à la constitution d'un «front national belge» d'esprit essentiellement royaliste. Cette fidélité inconditionnelle au Roi coupe évidemment «le chemin vers une collaboration à part entière avec l'Allemagne».

Le 9 juillet, le *Conseil Général* avait pris une initiative qui se révélerait lourde de conséquences pour l'image extérieure du rexisme: il mettait sur pied des *Formations de Combat / Strijdfomaties*, placées sous l'autorité des chefs de région. Les anciennes milices rexistes (S.O.P., Garde Rexiste) étaient tombées en léthargie et avaient pratiquement été dissoutes avant la guerre. Elles réapparaissaient en profitant du vide institutionnel belge qui ne ferait pas appliquer les lois sur les milices privées. Pour l'opinion, si ces dernières renaissaient, avec un nouvel uniforme et une chemise noire, ce ne pouvait être que sur ordre de l'occupant... Assez rapidement, les effectifs, avec beaucoup de nouveaux venus, se montèrent à 800 hommes pour l'agglomération bruxelloise.

LE GRAND RETOUR. De passage à Paris le 18 juillet, Pierre Daye apprenait d'Otto Abetz, qu'il connaissait depuis plusieurs années, la certitude de la survie de Degrelle. La nouvelle en avait déjà filtré dans *Le Soir* du 17 qui précisait que des «milieux rexistes», au grand étonnement du *Conseil Général*, avaient rétabli le contact avec lui. Daye, «malgré les querelles qui avaient pu nous séparer», accepta de partir à sa recherche avec Jacques Crokaert et Carl Doutreligne,

deux autres ex-rexistes, pendant que Abetz intervenait auprès d'Adrien Marquet, ministre de l'Intérieur de Vichy. Le trio passa par la nouvelle « capitale » de la France où séjournait alors le gouvernement Pierlot, dont certains membres -d'Aspremont-Lynden et P.E. Janson- émirent l'idée d'une réconciliation générale des Belges dans laquelle Degrelle, interlocuteur possible auprès des Allemands, serait inclus. Cette réconciliation était dans l'air, on affectait de traiter l'arrestation de tragique méprise, de souligner la bravoure des mobilisés rexistes des 18 Jours, le fameux article du *Pays Réel* du 11 mai... Le 22 juillet, à Carcassonne, Daye et ses acolytes retrouvaient Degrelle et Wyns, libérés la veille du camp du Vernet.

Les souffrances et sa longue détention avaient affaibli Degrelle physiquement mais avaient laissé intacte son imagination débordante. Tout en faisant partager ses puces à ses compagnons, il lui laissa libre cours :

« Degrelle ne s'arrêtait pas de nous conter ses aventures et je crois même qu'emporté par sa verve naturelle, il en exagérait un peu le nombre... Déjà il se voyait chef d'un prochain gouvernement belge et établissait la liste de ses futurs collaborateurs. Jacques Crokaert et moi nous avions peine à le calmer... ».

Après avoir tenu absolument à passer par Vichy pour y jouir du « dépit » du gouvernement Pierlot et rencontrer incidemment l'ambassadeur d'Espagne, Degrelle et ses compagnons gagnèrent Paris. Degrelle tenait à remercier Abetz. De l'ambassade du *Reich*, le 26 à midi, il put téléphoner à son beau-frère Raty, qui rédigea aussitôt une circulaire pour les dirigeants rexistes : le « Chef » n'avait pu se retenir de broder une nouvelle fois et lui avait narré comment « au Puy, près de Clermont-Ferrand, les Allemands voulant délivrer Léon, les Français le sortirent de la prison dans un corbillard » (sic). Il comptait se refaire une santé en restant une semaine à Paris. Le parti lui dépêcha immédiatement Doring et Matthys. Quant aux entretiens avec Abetz, dont l'épouse était une amie de pension de Mme Degrelle, ils eurent un caractère informel, en présence de Daye et des diplomates allemands Achenbach et Schleier. Dans des mémoires et interviews, Degrelle en fit un long tête à tête pendant qu'une musique de la *Wehrmacht* jouait « pour eux seuls » (sic). En fait, logé dans un hôtel du quartier de l'Etoile, Degrelle envisageait de se faire nommer à la tête d'un *Commissariat pour la Belgique* dont la première tâche serait l'annexion de plusieurs départements du nord de la France, et peut-être de la Bourgogne. De chic, il rédigea un mémoire historique pour étayer ces prétentions, mémoire que Daye alla remettre à Abetz (pendant que Degrelle regagnait Bruxelles) tout en faisant des réserves personnelles. « Je crois, raconte Daye, que l'Allemand comprit très bien celles-ci et que, dans son cœur, il partageait mon opinion sans oser le montrer ».

Le 30 juillet, Degrelle rentra à Bruxelles, trouvant sa villa de la Drève de Lorraine occupée par la *Luftwaffe* et un colonel allemand ronflant dans son lit. Grâce à l'intervention d'« un ami de Goering », il put récupérer très rapidement son bien, chance que peu de Belges « réquisitionnés » avaient alors. « J'étais formellement décidé, écrira-t-il, à ne rencontrer en Belgique un Allemand quel qu'il fût ». Or, avant le 3 août, il avait déjà rencontré Max Liebe et Brand, de l'ambassade, auxquels il confiait un plan de presse ambitieux, relançant *Le Pays Réel* et s'emparant du *Soir* et du *Het Laatste Nieuws*. Cette décision, en ce qui concerne ce dernier journal, est communiquée le même jour à un certain Rutger Simoens qui, tout comme Rouleau, apparaît en ce début d'août comme un astre montant du rexisme. Le *Conseil Général*, élargi en juin-juillet à un *Conseil Consultatif Provisoire*, perd ce caractère en septembre, ne tient plus aucune réunion dès le retour de Degrelle et tombe peu à peu en quenouille pour être privé de tout pouvoir début 1941.

Car, pendant les quelques jours passés à Bruxelles début août, Degrelle a eu soin de renforcer le *Führerprinzip*, d'augmenter l'autorité des chefs de région, remplaçant certains cadres locaux et accentuant la fascisation du mouvement. Rutger Simoens, ancien communiste anversois qui se vantait d'avoir suivi les cours de l'école du *Komintern* à Moscou, reçoit le commandement des *Formations de Combat* alors qu'il était auparavant à peu près inconnu à Rex. Ses méthodes sont violentes et expéditives, même envers des rexistes peu disposés à reconnaître son autorité nouvelle. Attirant aux *F.C.* des adeptes frénétiques ou des convertis très récents de l'Ordre Nouveau, de simples *nervi* attirés par l'uniforme et la bagarre, des recrues venant parfois de l'extrême gauche et du *lumpenproletariat*, il disposera fin 1940 d'une garde prétorienne de 4.000 hommes environ avec laquelle il se croira tout permis. Dans le cas d'une relance de la presse rexiste flamande, cet ancien objecteur de conscience qu'était Simoens en serait devenu rédacteur en chef.

Le *Pays Réel* n'avait pas attendu le retour de Degrelle pour envisager de reparaître. Certes, Charles Raty avait décliné une offre allemande de relance du journal en juin, mais, sous la pression de la base qui en réclamait la réparation et de certaines fédérations (comme celle de Liège qui voulait occuper le terrain sans plus attendre), Matthys prit langue avec la censure et obtint le 30 juillet une autorisation, qui serait sans doute la contrepartie de la liquidation de l'éphémère *Nation Belge* demandée par lui. Doring, de son côté, entreprit des démarches pour faire libérer José Streeel de son *Oflag*.

Degrelle lui est reparti pour Paris où il arrivera, le 7 août, bardé d'atlas anciens et de cartes destinés à convaincre Abetz du bien-fondé de ses rêves d'annexions territoriales. A l'ambassade, rue de Lille, une surprise l'attend: l'ami Otto a invité également une autre connaissance d'avant-guerre, Henri De Man, familier du Roi et ex-président du P.O.B. ayant dissous son parti dans les circonstances que l'on sait... Le dîner, auquel Daye assista, eut lieu le 11 août.

MINISTRABLE? OU MISERABLE? Abetz se défendit après guerre d'avoir eu un plan préconçu. Comme Napoléon III jadis, il invitait à sa table par «séries». Dans ses mémoires et ses papiers, De Man est plus net: Abetz fit appel à lui pour qu'il l'aide à dissuader Degrelle de ses projets de *Commissariat* et d'annexions, et à le convaincre de s'aligner sur une attitude «d'attente et d'abstention» conforme à celle du Roi en évitant, notamment, une alliance précipitée avec le V.N.V... ce qui n'empêchait d'ailleurs pas De Man de rencontrer à la même époque, à Paris, Elias et Romsée du V.N.V. et le journaliste De Becker.

Degrelle, qui ne retenait des conversations et des conseils que ce qui confortait ses propres rêves, s'enflamma comme de l'amadou. Puisque Abetz, l'homme de Hitler, le mettait en présence de «l'homme du Roi», et jouait les marieuses, c'était que tant à Berlin qu'à Laeken, «on» voulait un mariage, c'est-à-dire un gouvernement De Man-Degrelle en Belgique. Sans renoncer en rien à ses rêves d'expansion territoriale, il croyait d'autant plus à l'établissement d'un gouvernement *de facto* que Daye lui avait raconté son entrevue avec le comte Capelle le 1er août. Le Secrétaire du Roi l'avait interrogé sur le sort du gouvernement Pierlot à Vichy et avait laissé entrevoir la possibilité de constituer une nouvelle équipe à Bruxelles, avec toutefois un correctif important: «le Roi prisonnier ne veut pas intervenir avant la paix. Il n'approuvera, ni ne désapprouvera. Donc, en réalité, carte blanche, mais risque d'être désavoué si le résultat n'est pas éclatant». Le lendemain, 2 août, Capelle, qui estimait sans doute s'être trop aventuré, envoyait à Daye une mise au point écrite à propos de l'attitude de réserve du Roi: «ni directement, ni par personne interposée, il n'interviendra dans ce domaine. Il ignore tout. Pas plus qu'il ne veut intervenir maintenant, il ne peut maintenant prendre position pour l'avenir».

Après guerre, Degrelle racontera avec un aplomb invraisemblable que Otto Abetz, enchanté de l'accord des deux hommes politiques, en avait aussitôt téléphoné la bonne nouvelle à von Ribbengrop et même à Hitler, qui, ravis à leur tour, auraient demandé à Degrelle de rentrer à Bruxelles et d'y attendre une convocation pour une entrevue personnelle avec le *Führer*... Pure hâblerie. La vérité est plus modeste. Lors de son premier séjour à Paris, après sa libération, Degrelle avait rencontré Fernand de Brinon, alors même qu'il «planchait» sur son vaste plan de remembrement. Le 7 août, il l'avait rencontré à nouveau ainsi que Pierre Laval. Laissa-t-il échapper des paroles imprudentes qui auraient poussé Abetz à demander à De Man de le «modérer»? Du témoignage de Daye, les deux hommes politiques belges furent froids et réservés l'un envers l'autre pendant ce dîner du 11 août. Tout en freinant Degrelle, l'ex-leader du P.O.B. envisageait cependant un programme en trois points basés sur l'abolition du régime parlementaire, la libération du Roi et la reprise de ses fonctions, la création d'un «parti unique». Impressionné malgré lui par la présence du Chef de Rex chez Abetz, il confiera quelques jours plus tard à Bertrand de Jouvenel qu'il n'aimait pas Degrelle mais qu'il lui faudrait bien s'entendre avec lui «puisque'ILS le veulent ». Il n'était pas vraiment question de créer un gouvernement à deux, ou à trois -les solutions D.D.R. (De Man-Degrelle-Romsée) ou D.D.D. (De Man-Degrelle-De Clercq)- mais de faire de la «préparation idéologique» dans ce sens pour le futur.

Le soi-disant «accord de gouvernement» semble s'être limité à une note commune signée par les deux hommes et pressant le Roi de former un gouvernement, que De Man se chargea de remettre à Laeken. Par après, vers le 20 août, il y aurait eu un bout de papier confirmant éventuellement des lignes de propagande dans ce sens, remis à Degrelle par Max Liebe et paraphé par le dirigeant rexiste.

Entre-temps, vers le 15 août, Degrelle était revenu à Bruxelles en marchant sur des nuages, persuadé qu'il serait sous peu ministre du Roi, voire vice-premier ministre. Il s'empessa de demander à Capelle une audience du Souverain. Elle fut refusée mais Capelle, chargé de lui faire une communication au nom de Roi, demanda à Pierre Daye de lui ménager chez lui une entrevue, qui eut lieu le 21 août. Nous en avons deux versions entièrement différentes. Celle de Capelle, succincte relativement, fourmille de détails vrais qui ne peuvent avoir été inventés. Celle de Degrelle, prétendue transcrite fidèlement sous forme de questions-réponses, se révèle un document fleuve qui contient de telles inexactitudes chronologiques qu'on peut vraiment la tenir pour totalement apocryphe.

Selon Capelle, la communication du Roi avait pour but d'expliquer qu'il refusait de recevoir des hommes politiques et ne pouvait faire d'exception. On peut croire cependant que Capelle était chargé de bonnes paroles sans conséquence relatives à l'arrestation et à l'odyssée de Degrelle dans les prisons françaises. En effet, l'insistance mise par le chef rexiste à se faire recevoir par le Roi avait pour but de le blanchir officiellement du soupçon d'avoir appartenu à la 5e Colonne: «Je ne veux pas paraître un 'Boche' pour certains Belges: le Roi ne pourrait-il me recevoir et le laisser annoncer par la presse?». Il se déclarait tout prêt à aller porter à Hitler un dossier des revendications belges, mais «ceci ne veut pas dire que j'ai partie liée avec lui; je ne lui dois rien, et malgré tout ce qu'on a raconté, je n'ai jamais reçu un centime d'Allemagne» (sic). Les conseils modérateurs d'Abetz et De Man n'avaient pas eu d'effet sur son imagination: la Belgique remplacerait la France comme porteur du «flambeau de la civilisation chrétienne» et s'étendrait jusqu'à la Somme, moyennant la présence de garnisons allemandes à Ostende, Dunkerque, Calais, Boulogne. «Que de chômeurs employés, quelle extension de côte pour les vacances ouvrières!» (sic). Il affirmait aussi avoir partie liée avec De Man pour constituer un gouvernement avec Romsée et un bureau politique avec Daye. Il fallait d'abord la libération du Roi et sa bénédiction: «Je ne voudrais pas, en effet, être déjugé par Lui après avoir pris certaines initiatives». Le *Pays Réel* allait reparaître malgré l'interdiction de la censure d'évoquer le sort du Roi et le statut futur de la Belgique, mais on y arriverait par la bande grâce à des «rappels historiques».

Degrelle était donc fermement convaincu que l'appui qu'il s'imaginait avoir chez Abetz lui ouvrirait les avenues du pouvoir en association avec De Man et avec des nationalistes-flamands, modérés ou non, pour sauver l'unité belge et agrandir le territoire. Il se donnait aussi la tâche de sauver l'Eglise et le catholicisme, tout en obtenant d'elle le type de blanc-seing qu'il demandait au Roi. Comme l'historien Alain Dantoing l'a démontré, Degrelle utilisa les services d'un ecclésiastique de ses amis pour demander audience au Cardinal. La démarche se place vers le 15 août, date de son retour en Belgique, c'est-à-dire au moment où il sollicite par ailleurs une audience royale. Le Cardinal accepta de le recevoir le 17 août, estimant que «l'Eglise doit s'adapter» mais marqua les limites du rapprochement: «s'il s'agit de maintenir le trône, même d'un Etat autoritaire et de la sauvegarde de nos libertés religieuses». Degrelle fit faux-bond, de même qu'à un autre rendez-vous fixé au 3 septembre. L'entrevue a finalement lieu, un peu à l'improviste, le 6 septembre, Degrelle se présentant inopinément à Malines. Il s'agissait de demander au Cardinal de ne pas faire obstruction à la diffusion du *Pays Réel* au sein du clergé, la feuille étant sortie le 25 sans *approbatur* cardinalice. Van Roey expliqua qu'il ne pouvait cautionner un journal qu'il n'avait pas encore lu, même s'il était, aux dires de Degrelle, «belge et catholique». Quant aux projets de gouvernement, Degrelle s'y présentait comme le défenseur des intérêts catholiques face à l'agnostique De Man qui avait les oreilles de l'Allemagne et de la Cour. Sous le couvert de la défense de la «belle âme de l'enfant», le Chef de Rex lançait un autre ballon d'essai: en cas d'interdiction des organisations de jeunesse catholiques, il était tout prêt à les abriter au sein des jeunesses rexistes, qui venaient d'être réorganisées...

Ce type de propos, l'allusion constante à son accord avec De Man, sa présentation de défenseur du Trône, de l'Autel, de l'Unité Belge, on les retrouve dans les résumés de multiples conversations qu'il eut fin août-septembre 1940 avec diverses personnalités qu'il tentait de rallier à un «parti unique» dont il serait, bien entendu, le chef: amitié avec Abetz, von Ribbentrop, Ciano qui pourrait «sauver la Belgique du pire», collaboration et non servitude, agrandissement territorial, alliance avec De Man «qui est bien vu par le Roi et par l'occupant», etc. C'est d'ailleurs la croyance en son rôle de porte-parole de la *Grosse Politik* allemande qui explique les démarches accomplies auprès de Degrelle par diverses personnalités d'«Ancien Régime» -Albert Devèze, le comte Lippens, etc.- qui venaient s'informer des intentions allemandes bien plus que, comme le prétend Degrelle, lui proposer de l'inclure dans une

combinaison gouvernementale dans un rôle autre que celui d'appoint et de concession à «l'air du temps».

D'ailleurs, le 10 septembre, De Man confiait au comte Capelle qu'il observait une grande réserve à l'égard de Degrelle, «loin d'être assagi», «de plus en plus emballé» et qui «ne jouit pas d'un grand crédit auprès des Allemands». De Man était à présent adversaire de toute action politique du Roi et ne considérait plus que comme une péripétie la note qu'il avait signée avec Degrelle pour l'engager à reprendre ses prérogatives. D'autres familiers du Souverain faisaient savoir, qu'en dépit des pressions de Degrelle pour se faire recevoir, il n'y avait eu aucune audience royale comme Degrelle le prétendait partout. «Le Roi ne veut pas d'une désignation qui, du jour au lendemain, ferait tomber à zéro sa popularité actuelle».

Discrédité, Degrelle l'était aussi auprès des diverses instances allemandes. Au moment de son premier retour en Belgique, des instructions de Goebbels (des 29 juillet- 1er août) avaient ordonné à la presse allemande de ne pas piper mot de sa réapparition sur la scène politique belge. La *Militärverwaltung* le considérait comme un gêneur d'une importance politique négligeable. Un rapport de Reeder de janvier 1943 éclaire bien ces relations difficiles avec le chef d'un mouvement qui, dans la ligne de l'analyse de von Falkenhausen du 31 juillet 1940, ne présentait d'utilité éventuelle qu'en Wallonie:

«Lorsque Degrelle revint à Bruxelles en juillet 1940, l'Administration Militaire s'efforça d'obtenir sa collaboration dans la partie wallonne du pays et de favoriser son mouvement. Hélas des services allemands, en dehors du ressort du Commandant Militaire de Belgique, particulièrement l'ambassade allemande à Paris... avaient éveillé chez Degrelle des espoirs qui dépassaient de loin les possibilités réelles. L'Administration Militaire ne put satisfaire ses aspirations dictatoriales ni en vertu des instructions reçues ni en reconnaissance de la valeur réelle de son mouvement, tant pour ce qui concernait la quantité que la qualité de ses adhérents. *On lui avait recommandé d'édifier paisiblement et systématiquement son mouvement en Wallonie*, et de se livrer à un travail de recrutement intensif et adapté aux exigences de l'heure, mais pareille méthode ne correspondait pas à son tempérament inconstant et impulsif...».

Paisiblement? C'était là que le bât blessait et il n'y avait pas que Abetz à encourager des phantasmes, quitte à essayer ensuite de les dissiper. Degrelle, tenant à se venger des responsables de son arrestation, se laissa aller à des déclarations violentes qui pouvaient faire croire à ses interlocuteurs qu'il avait partie liée avec des services policiers allemands. Au comte Capelle, le 21 août, il déclarait à propos des «Limogeards»:

«... Si certains voulaient reprendre une activité quelconque, nous leur casserions la figure. Nos gardes rexistes sont reconstitués. Le colonel Vigneron, sur qui nous avons fondé grand espoir, nous a trahi. *Il va être arrêté...*».

Par qui? Degrelle déclarait en outre qu'il ferait arrêter «par la *Gestapo*» tous les responsables de son pénible périple en France. Par ailleurs, la radicalisation du mouvement se poursuivait d'arrache-pied, avec le rôle grandissant des *Formations de Combat*. Des rexistes prenaient çà et là des initiatives douteuses auprès des autorités allemandes locales. En septembre, elles furent interdites comme étant de nature «à compromettre la dignité patriotique de notre Mouvement et à confirmer les légendes répandues avant la guerre par nos adversaires politiques», de même que «toute imprudence de langage». Si quelques naïfs croyaient encore que les F.C. serviraient de soutien au Roi, si les vendeurs du *Pays Réel* reparu annonçaient «le journal royal», Degrelle avait perdu toute chance d'une caution. «Outre gonflée de vanité», notait dans ses carnets le général Van Overstraeten à propos du Chef de Rex. L'utilité de ce dernier aux yeux de certains services berlinois, qui travaillaient en coulisses à remplacer l'Administration militaire par une *Zivilverwaltung*, était de servir d'épouvantail pour convaincre le Roi de former sans plus attendre un gouvernement: «Si la Belgique ne propose personne, on désignera Borms et Degrelle», autrement dit la peste et le choléra.

PAROLES, PAROLES. Le 25 août 1940 sortait de presse *Le Pays Réel*. Le mois de retard par rapport à l'autorisation allemande s'expliquait sans doute par le désir de Degrelle d'obtenir d'une part des directives d'Abetz, de l'autre la caution du Roi et de l'Archevêque. Finalement, il sauta à l'eau sans bouée.

Certes, un éditorial grandiloquent protestait de la pureté de son passé et de la rectitude de ses intentions futures, mais Degrelle annonçait aussi la fin du régime démocratique, la nécessité de l'union avec la Flandre «dans la ligne de nos efforts de 1936» c'est-à-dire avec le V.N.V., l'intégration de la Belgique dans «la grande révolution idéologique» mettant fin à «l'économie libérale et ploutocratique».

Victor Matthys lui, en essayant d'expliquer le retard apporté à la relance du journal, avait le mérite de fixer, en termes non équivoques, les deux paramètres -antinomiques à bien des égards- de la future action de Rex:

«1. Nous n'avons jamais été dans le passé, nous ne sommes point à présent et nous ne serons jamais dans l'avenir des *agents de l'Allemagne en Belgique*. Nous croyons à notre peuple, notre devoir est de le servir et non point de servir d'autres peuples.

2. Dans le domaine révolutionnaire, dans le grand mouvement social qui change en ce moment la face du monde, nous avons toujours été, nous sommes et nous resterons *aux côtés du National-Socialisme allemand*, comme du fascisme italien et du National-Syndicalisme espagnol, pour la destruction des *ploutocraties judéo-maçonniques* et l'établissement d'un régime social nouveau basé sur la Justice et le Travail.

Et ceci n'a plus besoin de commentaires».

Le public n'entra pas dans ce distingo subtil. Les larges publicités pour des firmes allemandes démentaient les déclarations vertueuses. Le rendu de l'actualité -bombardement de Londres en 1re page, de Berlin en p. 8- faisait aussi pour lui du journal «la voix de son maître».

Dans son ardeur à gonfler ses voiles de «l'air du temps», le rexisme adopta, avec la repartition du *Pays Réel*, une ligne fluctuante et souvent incohérente à propos de l'avenir de la Belgique et du nationalisme flamand, avec lequel il comptait s'allier pour accéder au pouvoir. La lecture du quotidien rexiste avait de quoi faire vaciller les esprits les plus cartésiens. A longueur de colonne, Roi, Belgique, Patrie éclataient comme des appels de clairon. Des nécrologies émues et des larmes tricolores étaient déversées sur les tombes des rexistes morts pendant les Dix-Huit Jours «Pour le Roi et la Belgique». L'ancien combattant André Lhoist, qui quitta à temps, était chargé de rédiger de grands articles historiques sur les fastes passés de la Belgique et ses grandes figures. Pour l'anniversaire de la bataille de l'Yser, Lhoist accoucha d'un article que l'on s'étonne d'avoir vu franchir la censure. Ce patriotisme traditionnel servait de toile de fond à des revendications territoriales aux dépens de la France vaincue. On expliquait au lecteur «Comment la Belgique fut morcelée en un brelan de *Diktaten*», en oubliant qui tenait à présent les atouts du jeu. On saluait «le combat séculaire de la Flandre dite Française», on pleurait sur Lille, Arras, Douai.

Mais, parallèlement, il fallait convaincre le vainqueur que les Belges valaient mieux que les Français parce qu'ils avaient, eux, appartenu au Saint Empire. Il fallait chasser l'influence française dans la culture et «Refaire Belge et Pure l'Ame Wallonne». Pour le reste, le lecteur ahuri se demandait s'il ne s'était pas trompé et s'il ne lisait pas un journal flamingant rédigé en français. Il pouvait ainsi apprendre que la *Lingua Belgica*, c'était le néerlandais, qu'il fallait célébrer «les assauts du mouvement flamand contre la francisation» et «Cyriel Verschaeve, poète de la mer». Après un article à la gloire de Florimond Grammens, «l'inculpé devenu juge» et chargé de traquer le fransquillonisme, on attendra «avec confiance que son travail assainisse enfin l'atmosphère de la Flandre des derniers miasmes qui y subsistent encore» (sic). Pour certains rédacteurs du journal, c'était quand même une couleuvre par trop malaisée à ingurgiter et le 12 septembre 1940 un «Avertissement» aux lecteurs leur apprit que «les propositions qu'on trouvera au sujet du problème flamand ne correspondent pas exactement aux vues que nous professons sur la question» (sic).

Ce coup de barre était probablement dû à José Streel, le seul penseur politique de Rex, qui était rentré de captivité en Allemagne le 8 août grâce aux démarches de Doring. Pour ce maurrassien resté catholique, pour ce Liégeois, il fallait, en jouant le jeu collaborateur, «sauver l'essentiel», l'existence de l'Etat belge, la monarchie, la liberté du culte par d'inévitables concessions à ce qu'il appelait le «devoir de présence». Face au fait flamand, il fallait convaincre les Wallons, qui «seront dans trente ou quarante ans réduits au rôle de minorité», qu'ils ne devaient pas sacrifier à un unitarisme désuet mais opter pour le fédéralisme dans le domaine culturel, «seule façon pour eux d'échapper à la domination flamande dont ils ne veulent évidemment pas». Leur autonomie serait «la meilleure garantie contre la situation, toujours désagréable, de minorité sans défense». Quant aux catholiques, ils avaient eux aussi

un devoir de présence et devaient éviter un affrontement de type confessionnel, un *Kulturkampf* contre le vainqueur:

«Nous vivons une des époques les plus passionnantes de l'histoire, un monde nouveau s'édifie sous nos yeux et nous rêverions de martyre! Allons donc! Le martyre, oui, quand plus rien d'autre n'est possible. Mais d'abord tout le possible, tout le réalisable...».

Ces trois grands articles doctrinaux, publiés les 4 et 8 septembre, n'avaient évidemment que peu de poids pour rallier l'opinion à une collaboration conditionnelle, quand le lecteur du *Pays Réel* y trouvait aussi des appels à la haine, d'inouïes flagorneries à l'Allemagne, ou l'approbation de la violence physique, de la dénonciation, de l'antisémitisme débridé organisés au sein du mouvement par un Fernand Rouleau sur le rôle duquel nous reviendrons. Les circulaires internes destinées aux cadres locaux du parti avaient un ton et des buts proclamés qui divergeaient totalement des constructions intellectuelles de Streel.

Ce dernier avait lancé le 3 octobre un cri d'alarme: «Il ne suffit pas de courir, il faut savoir où l'on va», mais Degrelle n'en avait cure. Il ne courait pas, il galopait. On le trouvait faisant patiemment antichambre chez l'ambassadeur von Barga, dont il savait pourtant qu'il le détestait. Il profitait de la visite à Bruxelles, fin septembre, de Serrano Suner pour se faire inviter à une réception et entraîner le ministre espagnol et ses hôtes allemands à une visite à Waterloo suivie d'une leçon d'histoire improvisée mais «truffée d'allusions politiques». Il continuait à intriguer auprès d'Abetz pour avoir, sautant par-dessus la *Militärverwaltung*, un accès direct à von Ribbentrop et si possible à Hitler, et pour faire soutenir ses plans de «Grande Belgique» expansionniste. Reeder et von Falkenhausen appréciaient peu et priaient énergiquement Abetz de se mêler de ses affaires.

L'imagination de Degrelle continuait à phosphorer, la Belgique lui semblait devenue trop petite pour ses ambitions:

«La Belgique, c'est beau, mais il y a autre chose qu'elle. Il y a en dehors de sa zone d'action propre, d'immenses courants, des forces magnifiques auxquelles nous devons nous mêler au lieu de nous absorber dans une contemplation étroite et exclusive de nos 30.000 km² de territoire...»(27 octobre).

C'est au cours de ce même mois, qu'à l'imitation de ce que certains groupes parisiens de la collaboration *ultra* avaient proposé à Abetz, Degrelle fit ses premières offres de collaboration militaire avec le *Reich*.

Les inquiétudes de Streel semblent s'être alors, pour un court moment, transformées en fronde. Robert Poulet, qui s'efforçait pour faire face au V.N.V., de regrouper en un parti unique pratiquant «des méthodes fascistes adaptées au tempérament belge» des collaborateurs belgicistes venus d'horizons très divers, envisageait d'y inclure «des rexistes qui ne veulent plus de Degrelle» et citait nommément Streel dont le jugement aurait été «c'est un Goebbels qui a voulu jouer les Hitler et qui est tombé en bas de l'estrade». Ces velléités durèrent peu et Streel rentra, pour son malheur, dans le rang, écrivant le 2 novembre «ce n'est pas seulement malgré ses défauts, c'est à cause d'eux que nous avons confiance en Léon Degrelle» (sic) mais il obtint l'autorisation de lancer, le 24 novembre, un avertissement «A ceux qui en remettent», c'est-à-dire le clan sans cesse grandissant des admirateurs béats de l'Allemagne au sein du rexisme: «De toute façon, il nous paraît que la mesure et la pudeur de l'intelligence n'ont pas cessé d'être des qualités valables, même et surtout au sein d'un Ordre Nouveau». Quatre jours plus tard, il précisait sa pensée: «Plutôt que de manquer l'opération, il vaudrait mieux y renoncer. Nous n'avons pas le droit d'y renoncer. Il faut réussir, mais en étant soi-même, intégralement».

Tous ces débats d'idées, ces éditoriaux contradictoires ne pouvaient rien contre un fait patent, éclatant: Rex s'était mis à la remorque de l'Allemagne, comme un frêle esquif s'amarrant subrepticement à un puissant steamer. La violence organisée continuait, les milices paradaient avec l'autorisation des *Kommandanturen* locales et, pour le grand public, l'hypothèse d'un coup de force rexiste soutenu par l'occupant, affabulation degrellienne, prenait de plus en plus de consistance... Si le ton restait encore assez différent entre le rexisme public du *Pays Réel* et les faces cachées exposées aux vrais militants dans un style de plus en plus totalitaire, le quotidien rexiste se radicalisait cependant de plus en plus.

Cette radicalisation correspondait à la conviction qu'aucun gouvernement royal ne se créerait en Belgique occupée et qu'il était vain d'espérer y participer. L'idée en avait été rejetée par le Roi avant même son voyage à Berchtesgaden, où il n'avait évoqué que la création d'un «conseil économique», à désigner par les Secrétaires généraux. Dans les milieux rexistes, on affecta de croire qu'il avait été question du comte Lippens. Toute caution royale à Degrelle était définitivement exclue. S'y ajoutait la guerre ouverte avec Malines, causée par les efforts maladroits de Degrelle pour rallier le clergé à ses vues en se couvrant d'une prétendue approbation du Cardinal. C'est la fameuse circulaire du 23 novembre, «vrai abus et une duperie» comme l'écrit le Cardinal à Mgr Kherkhofs en l'autorisant à faire connaître ses propos en privé. La veille, le 22 novembre, Streel s'en était pris dans le *Pays Réel* à l'«agitation inopportune» et aux «enfantillages criminels» du clergé patriote, concluant sur une véritable menace: «ceux qui ne voudraient pas comprendre auraient à répondre des conséquences de leur conduite déraisonnable». Le 8 décembre, averti sans doute du désaveu «privé» du Cardinal, Degrelle publiait un éditorial furibond:

«Le Clergé aurait tout intérêt à faire oublier par une retenue exemplaire ses débordements politiques et financiers, les débordements de son chef et certains textes fort imprudents que ce dernier commit dans son zèle parlementaire et démocratique...».

Le Degrelle de novembre 1940 réglait les comptes de celui d'avril 1937. La rupture était consommée, même si l'on continuait à parler sans cesse de christianisme et si Streel estimait que ne pas collaborer «pour un catholique, c'est une double désertion à son Pays et à sa Foi» (sic).

HEIL HITLER! Ne pouvant couvrir son action de la couronne ni l'asperger d'eau bénite, Degrelle voyait en outre ses possibilités barrées par l'hostilité de la *Militärverwaltung*, qui privilégiait le maintien de l'ordre et la production économique d'une part, le V.N.V. de l'autre. Il faut donc affirmer hautement que l'on n'a rien à voir «avec l'armée allemande qui occupe notre pays et vis-à-vis de laquelle notre attitude est réservée» mais qu'en revanche la solidarité est totale «avec le Parti National-Socialiste». Il faut, comme il le déclarera après la guerre, «réveiller l'arbitre de Berchtesgaden». Sans vergogne, il déclarera à ses partisans dans son discours de Liège du 5 janvier: «Ce n'est pas le jour où Hitler entrera à Londres qu'il faudra prendre parti. C'est maintenant à l'heure où une adhésion est remarquée» (sic).

Le double *Heil Hitler!* de janvier 1941 est donc en gestation planifiée dès décembre. Ce n'est pas un coup de tête ou l'emportement d'un style oratoire. En date du 30 novembre, les rexistes sont invités à assister à une réunion le 22 décembre au Palais des Sports de Liège pour y entendre un discours du Chef d'une grande importance. A Bruxelles, on craint un projet de putsch. De façon inexplicable, le 20 décembre, «pour des raisons intérieures», le meeting annoncé est reporté au 5 janvier 1941. On note aussi, peu après, un départ précipité de Degrelle pour Paris...

Mais le Chef de Rex ne veut pas laisser refroidir la proclamation d'allégeance au Führer qu'il a concoctée. Le 1er janvier, sous le titre *Salut à 1941*, le *Pays Réel* publie un éditorial qui va désiller beaucoup d'yeux:

«... Ce n'est plus une guerre militaire qui étreint le monde mais une guerre de religion où des millions de jeunes hommes se sentent solidaires, quel que soit leur pays natal...
Ce sera l'oeuvre suprême d'Hitler... de ce conducteur de peuples, si extraordinairement complet: homme d'Etat, stratège, poète grandiose...
A lui, nos vœux, notre confiance, notre espérance: en sauvant l'Europe, il nous sauvera! *Heil Hitler!*».

Le meeting du 5 est lui soigneusement préparé, le rappel des F.C. et de tous les militants possibles battu, un décor du plus pur style Ordre Nouveau monté... avec, pour continuer à entretenir l'équivoque, une profusion de drapeaux tricolores et un buste de Léopold III. Le Palais des Sports de Coronmeuse était situé à proximité de quartiers ouvriers traditionnellement anti-rexistes et une foule de contre-manifestants s'étaient rassemblés à l'extérieur. Le meeting se passa sous la protection de la police et de la gendarmerie belges mais aussi de renforts de la *Feldgendarmerie*, ce qui augmenta encore l'ampleur des huées. Malgré un quadrillage par les F.C., cela chauffa aussi dans la salle où d'anciens militants rexistes indignés avaient pu se faufiler et n'étaient pas les moins acharnés à protester. Degrelle avait escompté 10.000 auditeurs, sa presse en affirmera la présence effective, mais les

rapports allemands réduisaient l'assistance à 5.000 personnes environ. Précédé de son fanion - comme Hitler à Nuremberg- Degrelle prononça un discours fleuve de deux heures, refaisant l'histoire des combats de Rex depuis 1936, réaffirmant sa solidarité idéologique avec les régimes fascistes, lançant comme une incantation des «périsse, périsse l'Angleterre». Le point fort, soigneusement préparé, était une confirmation:

«... L'avenir de la Belgique se trouve dans la collaboration avec l'Allemagne. La communauté idéologique du rexisme et du national-socialisme est un fait. Le rexisme a confiance en Hitler, l'homme le plus extraordinaire de notre époque, et en l'Europe qu'il construira. Adolphe Hitler, Führer des Nations Germaniques, a sauvé l'Europe, et, pour cette raison, les Rexistes ont le courage de dire *Heil Hitler!*».

Le discours était par ailleurs menaçant, on parlait d'«avoir la peau» des adversaires, de «grande curée» contre les anglophiles qui «y passeraient d'abord». La conclusion était une nouvelle pirouette:

«A notre Patrie nous rendrons sa force, sa grandeur, sa prospérité et son Roi! Vive la Belgique! Rex Vaincra!».

Le discours d'Odiel Daem, chef de *Rex-Vlaanderen*, avait, quant à lui, été plus loin encore dans la proclamation de la germanité et de l'hitlérisme. Tandis que les auditeurs filaient par petits groupes protégés reprendre leur train, une foule hostile grossie d'éléments de toute opinion improvisait une manifestation qui reflua vers le centre de la ville, créant de nouveaux incidents avec les *Feldgendarmes* qui protégeaient les *F.C.* regagnant leur local.

Au point de vue du résultat politique, les deux appels du pied furent un fiasco. Reeder était méprisant, la G.F.P. franchement critique. Le 7 janvier, le Dr Goebbels donna ordre à la presse allemande de garder ses distances par rapport à Degrelle et à son mouvement. Otto Abetz réintervint, deux mois plus tard, le 10 mars, pour que Degrelle fût reçu par von Ribbentrop et si possible par Hitler. Mais ce n'était pas pour lui confier le pouvoir mais tout simplement pour coordonner avec lui la contribution de Rex au développement du national-socialisme en Belgique. Préventivement, le chef du *R.S.H.A.*, Heydrich l'avait formellement déconseillé à von Ribbentrop fin janvier. Pour l'ambassadeur von Bargaen, même méfiance...

Au sein du parti rexiste, c'était la crise. Dans une lettre à Pierre Daye du 4 janvier, l'ex-sénateur et chef de *Rex-Vlaanderen* De Mont avait tenu à rappeler qu'«on ne négocie pas à genoux». Degrelle essaya de corriger le tir «pas des esclaves ni des valets, mais des collaborateurs dignes». Il était trop tard, le mot fatal avait été prononcé, le Chef de Rex s'était définitivement prostitué et ne fera ensuite que persévérer, sous l'influence directe et étrange de celui qui s'était institué son «manager», pour ne pas dire son souteneur.

ROULEAU-MYSTERE. A la surprise des militants rexistes d'avant-guerre, on vit apparaître dès août 1940 dans la compagnie constante de Degrelle le très mystérieux Fernand Rouleau que nul ne se souvenait d'avoir vu auparavant et que l'on considérait comme «tombé de la lune». Il s'installa un bureau dans la villa du «Chef», Drève de Lorraine. Le 20 septembre, *Puissance et Ordre*, le bulletin des cadres rexistes, leur annonçait que «l'ingénieur Fernand Rouleau a été nommé Lieutenant du Chef de Rex», un titre et une fonction inconnus auparavant et qui s'apparentaient au rôle que jouait alors Rudolf Hess auprès du *Führer*.

Dans la vie de Fernand Rouleau, l'historien n'a que deux points de repère incontestables: sa naissance à Forest le 9 février 1904, sa mort en exil à Madrid le 31 juillet 1984. En 1940, il vivait sur un grand pied dans une luxueuse villa d'Uccle, avec domestiques, chevaux de selle et une impressionnante *Bentley*. Bel homme au sourcil charbonneux et au cheveu calamistré, il affectait un «genre» où se mêlaient la prestance et les allures de bellâtre mondain. Le bruit courait qu'il était le frère du célèbre acteur Raymond Rouleau mais leurs dates de naissance respectives -février et juin 1904- le démentent. Inscrit comme ingénieur aux registres de population d'Uccle, ingénieur chimiste précisait-il, il ne figurait pourtant dans aucun répertoire des ingénieurs sortis des six grandes écoles belges. Personnage n° 2 de Rex en 1940-1941, véritable fondateur de la *Légion Wallonie*, il déploiera dans l'organisation du parti et de ses milices, dans l'élaboration d'«ordres de bataille», divers des talents incontestables qu'il devait, expliquait-il aux naïfs, à sa qualité d'officier de réserve. On le chercherait en vain dans les annuaires de notre armée, il n'y dépassa jamais le grade de milicien de la classe 24 aux carabiniers-cyclistes! L'ex-sénateur rexiste Xavier de Grunne, qui lui attribuait une influence

délétaire sur Degrelle, le traitait dans sa brochure clandestine *La Belgique Loyale* d'«aventurier au passé extrêmement lourd», mais force est de constater qu'à l'exception d'une longue série d'amendes pour faits de roulage, le casier judiciaire de Rouleau était vierge de toute condamnation infamante.

Comment rencontra-t-il Degrelle? Certains témoignages d'après-guerre plaçaient la rencontre à Paris chez Abetz lors de la libération de Degrelle, mais les compagnons de celui-ci -Daye, Matthys, Doring- n'en parlèrent jamais. Pour la justice belge, après enquête, Rouleau aurait été présenté et recommandé à Degrelle, lors de son retour à Bruxelles, par des membres de l'Ambassade d'Espagne (dont trois au moins étaient des informateurs réguliers du *R.S.H.A.* nazi). Nous touchons là le noeud du mystère Rouleau. Carl Peters, alias Carl Suzanne, dirigeant des anciens combattants rexistes et des *F.C.* de Bruxelles, spécialiste du fichage anticommuniste, était en étroites relations avec Luis de Mercader, délégué de la Phalange Espagnole. Mercader l'aurait mis en garde, dès septembre, contre Rouleau qui aurait fait «des saloperies» en Espagne pendant la guerre civile, et lui aurait demandé de prévenir Degrelle. Les rumeurs recueillies par Peters parlaient de trafic d'armes au profit de Franco mais aussi des Républicains espagnols et de recrutement de volontaires. Or Peters, ancien agent des services belges en Allemagne occupée, avait un très vulnérable passé de germanophobe agissant et il était fiché à la *Gestapo* comme *ein gehässiger Deutschfeind*. Il se retrouva immédiatement incarcéré à Saint-Gilles le 26 septembre, au secret, et ne fut libéré que le 14 novembre après une intervention en sa faveur des Espagnols et après avoir prouvé son orthodoxie de rexiste degrellien convaincu. Persuadé d'avoir été l'objet d'une vengeance de Rouleau, il ne cessa de l'accuser d'un passé communiste, ce qui aboutira à sa propre exclusion du parti, le 3 mai 1941, et à la création par Rouleau, le 16, d'un jury d'honneur devant le laver de toutes ces accusations que nombre de rexistes, jaloux de son influence sur Degrelle, accueillait avec complaisance. Il déposa également plainte en justice contre Peters. Le fait que les membres du jury d'honneur étaient des rexistes anversoises permet de formuler comme hypothèse, que Rouleau fut peut-être mêlé aux détournements de stocks d'armes et de fonds importants commis en 1936-1937 au détriment de l'Espagne franquiste et de l'organisation *La Cagoule* à Anvers. Mais, dans ce cas, aurait-il été recommandé à Degrelle par l'ambassade d'Espagne et aurait-il pu s'établir en 1945 dans ce pays en se prétendant ancien combattant franquiste, une qualité que les amendes pour roulage infligées de 1937 à 1939 réduiraient de toute façon à de courtes apparitions? De témoignages d'anciens rexistes devant la justice et de l'opinion de celle-ci, Rouleau était avant 1940 un agent des services d'espionnage de l'Italie fasciste et de l'Espagne franquiste et aurait servi d'intermédiaire entre des services allemands et cette dernière, probablement dans des affaires de trafic d'armes. Était-il encore agent allemand? Il ne figure sur aucune liste d'agents de l'*Abwehr* ou du *S.D.* en Belgique mais on trouve, accolée à son nom, la mention «couvert par *Gestapo* Paris» sur une liste de cadres rexistes du début de l'occupation. Dans ses nombreux mémoires et interviews d'après 1945, Degrelle sera toujours d'une discrétion rare à propos de son «Lieutenant», se bornant à le décrire comme un «traducteur» et intermédiaire, grâce à sa parfaite connaissance de l'allemand, auprès des autorités d'occupation, mais «ce type était trop attaché aux Allemands», «c'était celui qui allait porter les messages, c'est celui qui dans l'organisation a été chargé des premiers préparatifs techniques».

Quels étaient ces Allemands qui manipulaient Rouleau? Certainement pas la *Militärverwaltung* où Reeder lui manifestait un mépris égal à celui qu'il professait envers Degrelle. En avril 1941, il accusait ce dernier de s'être entouré «d'une série de nullités sous l'influence de son nouveau Lieutenant Rouleau», parmi lesquels les anciens marxistes abondaient. La carrière ultérieure de Rouleau dans les services de sécurité du *Reich* et au sein de la SS dès son éviction du rexisme pointe plutôt vers le *Sicherheitsdienst* ou une succursale du *Büro Ribbentrop*. Son rôle principal semble avoir été de pousser Degrelle dans la voie d'une collaboration de plus en plus affirmée et de nazifier le mouvement rexiste. Lui aussi semble avoir été chargé de la transmission de fonds, avec une discrétion telle que beaucoup de rexistes le croyaient grand argentier de Rex à partir de sa fortune personnelle.

Quelle fut au juste son influence sur Degrelle? L'historien doit se méfier quelque peu des *Pro Justitia* d'après 1945. Comme Rouleau était alors «fugitif et latitant» (sic), la tendance de beaucoup de cadres rexistes fut de lui attribuer la responsabilité de tout ce qu'il y avait eu d'odieux dans l'activité de Rex jusqu'en juillet 1941. C'est lui qui aurait lancé les *Formations de Combat* dans des représailles contre les adversaires politiques, aurait ordonné les déprédations antijuives synchronisées d'octobre 1940 à Bruxelles, Liège et Anvers, aurait préparé toute une série de projets de coup d'Etat, aurait poussé à l'intégration des *F.C.* dans le *N.S.K.K.* puis à la

collaboration militaire. La justice belge l'accusera aussi, on se demande sur la base de quels documents, d'avoir poussé Degrelle à conclure l'accord du 10 mai 1941 avec le V.N.V. et d'en avoir pris l'initiative en entamant des négociations avec les dirigeants flamands, ce qui est contredit par les faits. En revanche, pour Streel, c'était bien Rouleau qui avait poussé Degrelle à «franchir le Rubicon» en lançant ses deux *Heil Hitler!* de janvier 1941.

L'IRRESISTIBLE ASCENSION. «Homme de la *Kommandantur*» aux yeux de certains, Rouleau semble surtout avoir mené le jeu de l'ambition personnelle, en liaison avec certains services de la SS où l'on se méfiait fort de Degrelle. On notera à cet égard que le 4 décembre 1940, Van Overstraeten notait dans ses *Carnets* les propos d'un «lieutenant de Degrelle» relatifs à la reconnaissance de Rex comme parti unique «avec le concours bienveillant des SS de Lagrou». Cette déclaration peut sembler invraisemblable, mais reflète peut-être certaines manoeuvres en coulisses. Tenue sur les fonts baptismaux par Gottlob Berger qui en imposa l'existence à une MV très réticente, l'*Algemene SS-Vlaanderen*, résolument pangermaniste, se posait en concurrente des rêves pan-thiois du V.N.V. Craignant d'être dépassé, ce dernier dut entreprendre en novembre 1940 une accentuation de sa politique de collaboration, renonçant au développement flamand à l'intérieur du cadre belge pour la proclamation de l'idée germanique. Le mouvement de Lagrou avait servi de bâton pour pousser De Clercq à «brûler ses vaisseaux». Dans la pensée de certains services allemands, Rex devait-il jouer le même rôle en Wallonie et convaincre De Clercq d'abandonner toute référence à la Belgique? Fallait-il profiter des invectives rexistes à l'égard du Cardinal, parallèles d'ailleurs aux déclamations de De Clercq contre le catholicisme politique, pour «national-socialiser» Rex? Ou bien s'agissait-il tout simplement, le propos ayant été tenu à un ami intime de Van Overstraeten, de faire comprendre à l'entourage royal, de retour de Berchtesgaden, que le temps n'était plus de proposer des solutions comme celle de confier, comme le bruit en avait couru, le pouvoir au comte Lippens?

On doit aussi remarquer la mercuriale adressée par José Streel, le 20 décembre, aux cadres rexistes sous le titre «Gare aux déraillements»:

«... Notre programme, conçu librement en fonction de la situation belge, doit être maintenu contre les tentatives de déviations de certains convertis récents à l'Ordre Nouveau. Dans leur zèle, ces néophytes n'imaginent rien de mieux pour nous qu'une copie servile des expériences étrangères, dont ils sont prêts à reprendre tout, depuis les conceptions philosophiques jusqu'aux réalisations concrètes les plus modestes. [...] Il serait trop long de développer les points sur lesquels nous devons rester particulièrement fermes, mais il est indispensable pour éviter toute équivoque, d'affirmer que les principes philosophiques qui ont été dès l'origine et restent à la base même de notre mouvement sont les principes mêmes de la civilisation chrétienne...».

Il s'agissait tout autant chez Streel de freiner les conséquences des disputes avec la hiérarchie catholique que de barrer la route aux tentations néo-paganistes des admirateurs de l'Ordre Noir. Ce fut, comme souvent, une révolte vaine, aussi vaine d'ailleurs que les résultats des *Heil Hitler!* degrelliens et des rêves d'entente avec la SS. Dans une lettre de fin janvier 1941 à von Ribbentrop, Reinhard Heydrich se plaindra de ce que la nouvelle orientation de Degrelle -et de De Clercq- ait pu gagner la confiance «de plusieurs services» allemands. Sans doute ne visait-il pas que le seul Otto Abetz.

A partir de septembre 1940, profitant de ses fonctions imprécises de «Lieutenant du Chef», Rouleau va faire écran entre Degrelle et ses cadres. Le secrétaire personnel du Chef, Félix Francq, que Degrelle avait de très intimes raisons de ménager, et Maurice Vandevelde, le dirigeant des services financiers, se considéraient aussi comme jouissant d'une situation à part dans le mouvement. Officiellement, toutes les ramifications de ce dernier dépendaient du Secrétariat général, confié au journaliste d'origine russe Serge Doring. Théoriquement, il avait autorité sur les trois «Chefs de Région», Odiel Daem (Flandre), Antoine Leclercq (Wallonie) et Louis Vanderveken (Bruxelles), eux-mêmes au sommet d'une pyramide de chefs locaux. C'est encore plus théoriquement que les *Formations de Combat* et leur chef Rutger Simoens se rattachaient au Secrétariat de Doring. Jouant lui aussi écran entre Degrelle et la base, Simoens s'était fait reconnaître une autonomie quasi totale avec «activités, discipline et hiérarchie personnelles» par rapport à Doring et aux dirigeants locaux. Cela n'empêcha pas Rouleau d'utiliser directement les *F.C.* dans des actions violentes, de mettre le nez dans leur comptabilité en novembre. Vandevelde, Doring, le nouveau chef de la propagande Georges Francq, (remplaçant Camille Damman sommairement remercié fin septembre 1940), tous eurent à subir les interventions intempestives de Rouleau dans leurs services.

Avec le «passage du Rubicon», son influence grandit encore. Il fait instaurer par Degrelle un nouveau style qui remplace l'ancien esprit de parti politique par celui du totalitarisme: plus de Monsieur ou Madame, mais uniquement l'expression «Camarade», plus de «bonjour» mais «Rex vaincra!» toujours accompagné du salut «le bras tendu presque à la verticale» remplaçant «le salut timide de la main que certains pratiquent encore». De nouveaux rituels, des uniformes noirs avec des insignes compliqués et d'impressionnantes casquettes ornées du «phénix» ou de l'aigle à deux têtes apparaissent comme un signe tangible de la nazification croissante.

Ce ne sont là que broutilles, même si elles jouent un rôle non négligeable dans les démissions d'anciens membres et dans la haine croissante de la population. Au début de janvier, Rouleau «sauve» le délégué de Rex-Flandre, Paul Suys, dont Doring voulait se débarrasser, et se l'attache personnellement. Peut-être déjà à ce moment Suys était-il l'homme de Kamerhofer, organisateur allemand de l'*Algemene SS-Vlaanderen*, et en tout cas celui du «splittings» du mouvement rexiste, comme le souhaitaient certaines instances d'outre-Rhin, en branches nettement séparées. Le 19 février 1941, les décisions tombent: le Secrétariat général est supprimé et Doring est renvoyé à son métier de journaliste. Immédiatement sous Degrelle, il y aura le «Lieutenant du Chef» et son adjoint Suys avec pleine autorité sur un «Etat-Major du Chef» de nouvelle création. De cet état-major, donc de Rouleau, dépendront directement les «Chefs de Région» Daem et Joseph Pévenasse, remplaçant de Leclercq rétrogradé. Bruxelles n'est plus une région à part entière mais un «Grand-Bruxelles» dont les membres peuvent choisir entre l'affiliation à Rex-Flandre, Rex-Wallonie ou Bruxelles proprement dit. De Rouleau et son état-major dépendent maintenant les *F.C.* via un état-major particulier, mais, *diminutio capitis* très sensible pour Simoens, les unités locales sont désormais sous l'autorité des «Chefs de Région». Simoens ne pourra plus commander l'ensemble des *F.C.* que pour une action commune, décidée par Degrelle, lisez Rouleau, «pour une durée limitée». Comme lot de consolation, on lui abandonne le commandement direct des *S.F.* flamandes jadis exercé par Suys. Nouveau changement, Rouleau se voit attribuer les pouvoirs de Degrelle lors de ses absences à l'étranger -qui sont nombreuses- et le grade de «lieutenant-général» (sic) des *F.C.*

Tous les fils conducteurs sont désormais dans la main de Rouleau. Le 15 mars, plus un sou ne peut sortir des caisses sans sa signature ou celle de Suys. En avril, aucun rexiste ne pourra approcher le Secrétaire général Romsée sans une lettre d'introduction de sa part. Certains cadres se rebiffent et Reeder fait état le 9 mai de «forts désaccords» de nature personnelle entre Degrelle et son «Lieutenant» sans cependant que les pouvoirs de ce dernier en aient été diminués.

ALS EIN SCHARLATAN. L'éditorial du 1er janvier, le discours du 5 et l'accueil haineux de la population liégeoise et de l'opinion publique à la germanophilie officiellement proclamée, ne produisirent, du point de vue rexiste, qu'amères désillusions. Pour Reeder, le *Heil Hitler!* ne changeait rien à la politique pro-V.N.V. de la *MV*, ce n'était qu'«une manifestation de confiance spéculative dans le constructeur de la nouvelle Europe dont Degrelle attend le maintien de l'Etat belge». Au *Promi*, Goebbels ordonna de façon impérieuse à la presse allemande de garder de fortes distances par rapport à Degrelle dont on ne savait rien faire. Reinhard Heydrich, le puissant chef du R.S.H.A., tint à intervenir auprès de von Ribbentrop pour faire échec à de nouvelles démarches possibles d'Otto Abetz en faveur de Degrelle dont tout soutien lui semblait «extrêmement dangereux». En effet, pour Heydrich, la vanité et l'inconsistance de Degrelle le rendaient inutilisable dans le cadre wallon et, *a fortiori*, dans une réorganisation de la Belgique. Le *Reich* n'avait aucun intérêt à soutenir un mouvement qui prétendait regrouper Wallons et Flamands. Du côté de la *Geheime Feldpolizei*, le jugement était tout aussi sévère:

«Degrelle ne jouit que d'un crédit très limité dans les milieux belges de toutes opinions. Son influence est très discutable et il se heurte à forte opposition. On le considère généralement, dans les milieux qui ne sont pas pro-allemands, comme un opportuniste dépourvu de principes et un profiteur. On affirme qu'il jouerait le même jeu avec les Anglais si ceux-ci devaient occuper le pays...».

Au sein du rexisme, la nouvelle attitude de Degrelle avait provoqué une cascade de démissions, suivie de mouvements centrifuges de la part de ceux qui estimaient que Degrelle n'allait pas encore assez vite et assez fort. Isolé par Rouleau de tout contact avec ses conseillers d'avant-guerre, il n'en faisait qu'à sa tête. José Streel avait bien essayé de corriger dans un éditorial l'effet désastreux de celui du 1er janvier, mais Degrelle avait récidivé à Liège

le 5. Dans la foulée, Degrelle essayait aussi, comme nous le verrons, de se lancer dans la collaboration militaire en janvier, faisant faire des offres irréalistes par l'intermédiaire de Abetz. Outre son relais parisien habituel, Degrelle tenta, en février, de renouer avec ses anciens protecteurs fascistes italiens. Ayant obtenu un passeport de la MV avec difficulté, il se rendit à Rome mais comme la Belgique y était considérée comme une chasse gardée allemande, il fut éconduit avec de bonnes paroles.

Manifestement, le *Heil Hitler!* avait été, comme Streel le reconnut dans un éditorial de 1942, une faute psychologique grave que seule la marche des événements et la guerre contre l'U.R.S.S. avaient pu transformer en «intuition géniale». Pour le moment, c'était «un coup de sabre dans l'eau», comme le même Streel l'écrivit après-guerre, tout comme Degrelle qui se lamentera de n'avoir pu «dégeler l'iceberg» de la *Militärverwaltung*. Degrelle s'était rendu impossible, même dans le cadre d'une collaboration modérée. Le 12 février, Gérard Romsée ne se gêna pas pour déclarer à Van Overstraeten et au vicomte Davignon qu'il était impossible de trouver un «chef wallon acceptable» et qu'ayant commis trop de fautes, Degrelle perdait de plus en plus ses moyens. Un Secrétaire général déclara à Reeder, secrètement ravi, qu'en Allemagne on aurait «raccourci» depuis longtemps quelqu'un comme Degrelle. C'était pain bénit pour le chef de la MV qui, le 7 avril, décrivit à Berlin pourquoi il ne voulait pas soutenir Rex:

«Si, même dans les cercles belgicistes, on témoigne d'une certaine compréhension pour la justification populaire des Nationalistes flamands, Degrelle est considéré de plus en plus comme un propagandiste calculateur qui s'avilit par ambition politique. Son inconsistance capricieuse le fait paraître de plus en plus dans le jugement général comme un charlatan et son rapprochement spectaculaire avec le *Reich* comme une trahison pure et simple du pays...».

Reeder ne faisait que traduire en formules frappantes la longue irritation de la *Militärverwaltung* face à dix mois d'activités brouillonnes et désordonnées de Rex, au soutien donné à Degrelle par des services allemands venus braconner sur les terres de la MV et surtout au discrédit total devant l'opinion. Reeder et ses subordonnés s'étaient, comme on va le voir, ingénies à dégonfler la baudruche.

LA VIOLENCE ORGANISEE. Faute de pouvoir réaliser des rêves territoriaux utopiques ou de se glisser dans un gouvernement inspiré par «l'air du temps», Rex n'avait, au début de l'automne, d'autre solution que de faire parler de lui en utilisant les ardeurs inemployées de ses *Formations de Combat*. Fin septembre 1940, Rouleau mobilisa les F.C. pour une campagne systématique de brimades contre les «limogeards» dont on peut aisément suivre les étapes. Le 29 septembre, signalant la rentrée à Bruxelles de Fernand Brunfaut, le *Pays Réel* s'étonnait qu'il soit «encore sain et sauf». Le 3 octobre, Pierre Thélismar, ancien chef de cabinet de M.H. Jaspas à la Santé publique, était attaqué par des miliciens rexistes et déculotté en plein Boitsfort. Le même jour, «dans la ligne du plan de nettoyage», les domiciles des parlementaires F. Blum, Carton de Tournai, R. Motz et Fieullien étaient goudronnés. Le 4, sous la conduite personnelle de Rouleau, 400 F.C. assiégeaient l'hôtel de ville de Schaerbeek pour interdire aux conseillers «limogeards» et surtout au bourgmestre Blum de reprendre leurs fonctions et n'étaient repoussés qu'à grand-peine par la police et les pompiers communaux. Le même jour à Namur, un groupe de miliciens rexistes, conduits par deux transfuges du communisme, Georges Jamotton et Zénon Schaeafs, allaient briser les vitres chez François Bovesse et se vantaient d'avoir giflé l'ancien gouverneur. Le 10, à Pâturages, c'est au tour de la maison de l'ancien ministre socialiste Achille Delattre d'être attaquée. Loin de se distancier de cette violence «du plus pur style breughelien» (sic) mais qui s'apparente plutôt à celui des *Fasci* de 1919, Degrelle fait chœur dans le *Pays Réel* du 6 octobre:

«Ce ne sont que des cas. C'est un système qui a été mis en branle vendredi: le système de la force appliquée avec une inflexible rigueur aux dépens des créatures de l'ancien régime qui prétendraient recommencer à infester la nation».

Ces brimades à l'égard des «limogeards» et francs-maçons représentaient peu par rapport à la soudaine activité antisémite déployée par les F.C. Le 5 octobre 1940, c'était le Nouvel An juif «ou quelque chose de semblable»:

«Les formations rexistes devaient évidemment participer à ces festivités. Des boutiques juives furent prises d'assaut, saccagées et leur camelote éparpillée... Nous espérons que nos hébreux

auront compris à la chaleur de nos souhaits de nouvel-an, qui nous nous intéressons chaque jour davantage à leur sort» (*Pays Réel*).

A la suite des incidents de la place Bara, la police verbalisa à l'égard de huit miliciens rexistes qui se retrouvèrent devant la justice. D'autres incidents sont provoqués par des rexistes anversois, comme Reeder le signale à Berlin. Un peu calmée, l'agitation antijuive reprendra à la mi-mars 1941, quand Rex essayera à nouveau de s'imposer à la *Militärverwaltung* comme «interlocuteur valable». Des incidents semblables à ceux d'octobre se dérouleront au marché de la place Jamar, à Saint-Gilles, avec intervention musclée de la police locale. Quant au *Pays Réel*, il portera son attention «au ghetto bruxellois» publiant de longues listes de noms et magasins suivies d'une menace claire: «Quand les youtres se décideront-ils à porter ailleurs leurs pénates? Ou faudra-t-il d'abord leur infliger la leçon qu'appellent leur mauvaise volonté et leur insolence?» (9 avril).

Du côté de la *Militärverwaltung*, si l'on fermait sans trop de problème les yeux sur les exactions antisémites, il n'en était pas de même quand les campagnes contre les limogeards et les francs-maçons risquaient de troubler non seulement les sacro-saints *Ruhe und Ordnung*, mais de heurter les Secrétaires généraux et de gêner la collaboration «surtout économique». Les responsables des *F.C.* de Bruxelles furent mandés à la *Kommandantur* et l'un d'eux écrivit dans un rapport à Degrelle que l'occupant avait interdit toute perturbation de l'ordre public après les incidents du 5 octobre et que toute action ultérieure des *F.C.* serait considérée comme illégale. Pince sans rire, l'*OKVR* Thedieck signalait à Degrelle le 3 janvier 1941 que la législation belge sur les milices privées était toujours d'application...

La violence n'en cessa pas pour autant. En janvier, rendue furieuse par la conduite de Grenoble que la population liégeoise avait réservée aux rexistes venus écouter Degrelle, la «bande Wauthy» assomma à coups de marteau le bourgmestre de Herstal, Duchatto, qui mourra de ses blessures. À Charleroi, l'avocat Joseph Pévenasse, depuis peu promu Chef de Rex-Wallonie, se présentait le 26 février en uniforme rexiste au Palais de Justice et y cravachait deux confrères. Radié de l'Ordre pour six mois, il sera condamné à trois mois de prison.

Par ailleurs, les *F.C.* prétendent lutter, par la force, contre le marché noir. De nouveaux incidents éclatent à Berchem, Andenne, Montigny-sur-Sambre, Mellet, à la suite de saisies de stocks de pommes de terre et de viande. Les incidents naissent d'ailleurs spontanément à la seule vue de leurs uniformes, considérés comme une provocation. Un *V-Mann* (informateur) de la *G.F.P.* note dès janvier 1941 qu'«on peut craindre qu'il ne se forme différents partis opposés aux rexistes et décidés à lutter contre eux par tous les moyens». C'est aussi l'avis de Reeder après une nouvelle série de bagarres à Bruxelles en mars: c'est l'ensemble de la population, et non seulement les communistes comme le prétendait Degrelle, qui se dresse contre les milices rexistes.

Nous ignorons s'il y eut une nouvelle intervention des pouvoirs occupants, mais, le 20 mai 1941, le *Bulletin des Dirigeants* de Rex annonce une courbe rentrante:

«Les méthodes de violence doivent être *momentanément* écartées, les méthodes de persuasion par l'exemple seront infiniment plus fécondes que les menaces, les injures et les coups. Nos ennemis sont encore très nombreux... Réservez nos coups, mais que ceux-là soient terribles - pour ceux qui s'opposent par la provocation au régime que nous voulons instaurer. Les masses croient généralement que Rex veut s'implanter par la force... Evitons de leur donner des motifs de croire que Rex veut marcher à la matraque...».

Le 26 juin 1941, mais il était bien trop tard, une note laconique signalera: «la cravache ne fait plus partie de l'équipement *F.C.*». A la même date, la «lutte contre les mercantis» sera suspendue «pour des raisons d'ordre majeur».

PUTSCH? Disposant assez rapidement d'environ 4.000 *F.C.*, la tentation était grande pour certains dirigeants rexistes, en particulier Fernand Rouleau et le très violent Rutger Simoens, de tenir un langage empreint d'esprit totalitaire et de garder leurs troupes en haleine par l'annonce d'une prise du pouvoir imminente grâce à une «marche sur Bruxelles» et à l'occupation des maisons communales dans le reste du pays. *In aperto*, dans des circulaires tirées à des centaines d'exemplaires et qui faisaient forcément l'objet de fuites, l'état-major

rexiste rêvait tout haut et ne pouvait que cabrer l'opinion publique. Le 25 octobre 1940 notamment, on pouvait lire l'énormité suivante:

«... Il faut faire comprendre aux hommes, et surtout aux sous-officiers de carrière rentrés au pays, qu'il *n'y aura plus jamais d'Armée Belge*, mais uniquement les milices du parti unique qui gouvernera le pays. *Cette milice sera la nôtre*. Les gradés de carrière y retrouveront une situation avec d'ailleurs beaucoup plus de considération, de prestige, et des conditions matérielles nettement meilleures. Mais pour cela, il *est indispensable d'être avec nous dès maintenant* car si nous ne pouvions grouper assez d'hommes pour imposer notre révolution nous-même, à la fin de la guerre, les Allemands le feraient pour nous, mais alors... plus de Mouvement et probablement plus de Belgique...».

On peut évidemment se demander ce que serait cette Belgique à sauver contre la politique séparatiste du vainqueur mais qui ne disposerait «plus jamais» d'une armée. En pleine équivoque, Rex lançait, sous le couvert de cet étrange patriotisme, une série de ballons d'essai: les dirigeants de mouvements d'anciens combattants comme les *Croix de Feu*, l'*U.F.A.C.*, la *C.O.F.A.G.* furent mandés chez Degrelle et priés, sans succès, de fusionner avec le rexisme. Des propositions concrètes furent faites, fin septembre, par Degrelle à des dirigeants de la *Légion Nationale*, qui refusèrent avec indignation, de faire fusionner les milices des deux organisations...

Les rumeurs d'un coup d'Etat possible se précisèrent après un meeting tenu par Degrelle à Liège le 24 novembre. La date du «putsch» aurait été fixée au 22 décembre, en liaison avec le V.N.V.: le Roi, sous peine d'être expédié en Allemagne, devrait avoir, pour le 20 décembre, désigné Degrelle et De Clercq comme munis des pleins pouvoirs. A la prise des bâtiments publics en Wallonie devait correspondre une marche sur Bruxelles. Ces rumeurs furent prises au sérieux en haut lieu car le général Van Overstraeten, aide de camp du Roi, notait le 26 décembre 1940 dans ses carnets qu'on craignait un coup de force à Bruxelles et que la rue de la Loi était gardée par des gendarmes et policiers munis de fusils. La crainte reprit à propos du grand rassemblement rexiste du 5 janvier 1941 à Liège: le bourgmestre de Bruxelles Van de Meulebroeck obtint de l'*Oberfeldkommandantur* l'autorisation de faire garder pendant plusieurs jours les bâtiments publics par des policiers en armes.

Le résultat de toute cette agitation est de galvaniser les forces de résistance en train de s'organiser et qui, à ce moment de l'occupation, préparent bien plus la lutte contre «les mauvais Belges» et les mouvements subversifs que contre la *Wehrmacht*. Il s'agit de les empêcher de s'emparer du pouvoir «à la fin de la guerre» d'abord, mais immédiatement aussi. C'est un des buts essentiels de la *Légion Belge*, de la *Légion Nationale* d'Hoornaert, de la *Phalange* de Xavier de Grunne («balayer... ces troupes de carnaval»), de la *C.O.F.A.G.* («rempart contre... les attaques des trublions du dedans»), des *Croix du Feu* («allons-nous laisser se développer dans notre pays, des milices armées qui recourent à des méthodes de gardes-chiourme?»), du *M.N.R.*, etc., mais aussi des antifascistes de toujours.

Les événements du 16 mars et du 14 avril 1941 à Bruxelles sont la démonstration de l'union surprenante, contre les milices rexistes, de l'extrême droite patriote, des communistes et de la masse de la population. Assiégés sur les escaliers de la Bourse, les miliciens rexistes sont assommés et doivent être dégagés par la *Feldgendarmarie*. Les mêmes incidents se répéteront à Pâques, avec bagarres place de Brouckère, la concentration de *F.C.* dans un camp d'entraînement à Rhode-Saint-Genèse du 12 au 14 avril, faisant craindre une autre «marche sur Bruxelles».

Elle aurait été provoquée par la frustration des rexistes devant le peu de succès remporté par leur parti dans l'obtention des fonctions publiques après le décret de mise à la retraite des mandataires publics sexagénaires. Renseigné, l'état-major de la Gendarmerie prenait très au sérieux le danger. Le 19 mars, le colonel Dethise adressait une mise en garde au Secrétaire général à l'Intérieur, au Gouverneur du Brabant et au Procureur général de Bruxelles:

«J'ai jugé de mon devoir d'exposer la situation aux autorités intéressées à l'ordre public afin que celles-ci ne soient pas surprises par des événements qui me paraissent proches. On parle, sous le manteau, de la date du 14 avril pour le «putsch» rexiste. Ne serait-il pas indiqué de demander à l'autorité allemande de définir sa position en face de ce mouvement? La gendarmerie et la police ne rencontreraient-elles pas d'entrave dans l'exercice de leur action pour assurer le maintien de l'ordre et le respect des lois belges?».

La *Militärverwaltung* réagira avec une subtilité qui n'avait rien de germanique. Faute de local disponible, les rexistes ne pourront se concentrer à Bruxelles le 14 avril et Rex devait avouer: «l'autorité occupante avait objecté que la salle du Palais des Sports serait certainement trop grande et que nous n'arriverions pas à la remplir» (sic).

Degrelle avait trouvé plus roublard que lui! Mais il comprit d'où était venu le coup. A peine Gérard Romsée était-il imposé comme Secrétaire général à l'Intérieur (4 avril 1941) que Degrelle avait avec lui un long entretien (le 8 ou le 9). Il formulait de longues listes de propositions de nominations de rexistes dans l'appareil administratif mais exigeait aussi d'«épurer la police et la gendarmerie» dont, à propos des officiers, «il y aurait lieu d'éliminer ou tout au moins de neutraliser quelques éléments particulièrement nocifs». Le propre beau-frère de Degrelle, le commandant Dury, ne pourrait-il être promu major et maintenu à Bruxelles où il serait «intéressant de conserver cet élément sûr»? Romsée fut également muni d'«une liste complète des officiers et sous-officiers avec notre appréciation vérifiée par plusieurs recouplements». A Rex, on avait le goût du fichage...

LE PETIT RAPPORTEUR. Faute de pouvoir éliminer à coups de matraques le personnel politique d'«Ancien Régime» ou de lancer ses *F.C.* dans une marche sur Bruxelles, Degrelle n'hésita pas, pour déblayer le terrain, à laisser le rexisme se muer, comme le notait Paul Hoornaert, qui était une des cibles visées, «en agence de dénonciation» dès l'automne 1940. Au début, il s'agit de démarches personnelles d'éléments isolés auprès des autorités d'occupation pour leur signaler les éléments «dangereux» ou régler de vieux comptes. Avec le retour des camps français des «suspects» de mai 1940, on se tourne contre tous ceux jugés responsables de ces arrestations: magistrats, fonctionnaires de la Sûreté traités d'agents maçonniques à longueur de colonne. Les attaques contre les politiciens réfugiés en France provoquent le départ de Jacques Crokaert, indigné des accusations formulées contre son père Paul Crokaert. Le 9 octobre, *Le Pays Réel* s'en prend en termes violents à Anatole Gobeaux, agent bénévole des services anglais pendant la «drôle de guerre». Heureusement, l'intéressé a quitté la Belgique en mal. Dans l'affaire François Bovesse, Léon Degrelle n'hésite pas à se mouiller personnellement. Le gouverneur avait porté plainte en justice contre son agresseur le rexiste Jamotton. Or, le chef de Rex-Namur avant la guerre, A.D., appartenait aux services de renseignements français, en 1914-1918 et en 1939-1940. A son retour à Namur, il a été brièvement incarcéré par la *G.F.P.* Jamotton le traîne chez Degrelle et, en le terrorisant, obtient de lui qu'il incrimine Bovesse et des magistrats namurois dans l'organisation d'un réseau de guides pour l'armée française. Le 20 novembre, Degrelle remet à Jamotton une attestation dans ce sens et se déclare prêt à témoigner en justice. Le 23 novembre, devant le tribunal, Jamotton exhibe la lettre de Degrelle et essaye d'obtenir sa comparution. Le coup médiatique échoue, la justice n'en tient aucun compte et condamne sévèrement Jamotton en décembre. Bovesse envisage un moment de poursuivre Degrelle en justice mais il est désormais l'objet, comme agent supposé du 2e Bureau, de la surveillance de la *G.F.P.*

L'affaire Bovesse n'était pas un cas isolé mais s'insérait dans une campagne d'accusations générales contre les anciens responsables politiques. On doit cependant noter qu'au fil des semaines, cette campagne s'en prenait moins à des adversaires idéologiques de toujours qu'aux hommes politiques sensibles à «l'air du temps», comme le comte Lippens et Albert Devèze, dont Degrelle redoutait la constitution d'un gouvernement en Belgique occupée qui lui couperait l'herbe sous le pied. Le 25 octobre 1940, sans vergogne, le bulletin interne du mouvement rexiste donnait des consignes de mouchardage auprès de l'occupant:

«... Nous n'avons plus le choix des moyens. Puisque ces Messieurs, pour se maintenir, n'hésitent pas à intriguer auprès des autorités allemandes, lesquelles sont d'ailleurs excédées et à bout de patience, il n'y a pas d'autre solution que de fournir à ces mêmes autorités les arguments nécessaires pour éclairer leur jugement... Le devoir patriotique de chaque dirigeant de Rex et de chaque rexiste est de collaborer immédiatement au relevé général...

1°) les forces respectives des partis politiques au 10.5.40 2°) leurs Chefs 3°) leurs organisations annexes et les dirigeants de celles-ci 4°) l'attitude de ces chefs et de ces dirigeants avant les hostilités, pendant celles-ci et depuis... On formera de véritables dossiers de mise en accusation avec documents à l'appui...».

Ce n'était qu'un début. Le 25 janvier 1941, on annonçait la naissance du *Service de Documentation*, dont le sigle était comme par hasard *SD*. Il est chargé de centraliser les renseignements sur les personnes, «sur la puissance acquise par des forces politiques ou

occultes dans tel rouage administratif», «sur les tentatives de subversion qui se préparent dans l'ombre», «sur les complots que perpètrent les éléments réactionnaires décidés à combattre l'ordre nouveau». Le 5 mars, Pévenasse invitait le chef de la province de Namur à mettre sur pied un service de renseignements par arrondissement, en précisant aimablement qu'il «s'agit en l'espèce d'un véritable foyer d'espionnage qui exploitera tous les secteurs de la vie publique».

A Bruxelles, depuis l'été 1940, Carl Peters dit Suzanne, vétéran de la Sûreté militaire et des polices parallèles anticommunistes, avait mis sur pied un service de renseignements au sein des *F.C.* Il était depuis quelques années en relations suivies avec Luis de Mercader, délégué de la Phalange Espagnole à Bruxelles, auquel il remettait des rapports sur la franc-maçonnerie et les partis marxistes. Il continua au début de l'occupation, alors que Mercader, à son insu peut-être, était agent de l'*Abteilung VI* du *R.H.S.A.* (services Baus et Zschunke). Après guerre, la Sûreté retrouvera chez de Mercader, décédé, d'énormes dossiers de dénonciations, certaines provenant aussi de la ligue antimaçonnique *L'Épuration* que dirigent en 1940 deux rexistes, Léopold Flament et le Dr Ouwerx. Pendant l'incarcération de Peters par la police allemande pour ses activités d'avant-guerre, des rapports du S.R. des *F.C.* seront transmis directement à la *G.F.P.* et continueront à l'être par la suite, comme des membres du service le reconnaîtront devant la justice en 1945-1946.

Louis Richard, successeur de Peters, affirmera même à cette époque que Degrelle en personne lui aurait demandé vers mars-avril 1941 d'enlever et de faire disparaître physiquement certaines personnalités: les ex-parlementaires rexistes Boon, Motteux et Derudder (qui avaient rompu avec lui en avril 1940 et qu'il appelait «les Narvikois»), Georges Beatse du *Soir*, l'ex-sénateur rexiste Xavier de Grunne dont le mouvement *La Phalange* gênait fortement les *F.C.*, le général Six et l'auditeur-général Ganshof van der Meersch. Ayant refusé, Richard perdit le commandement de la *F.C.* bruxelloise. Il payait peut-être aussi, lors de l'accord Rex-V.N.V. de mai 1941, l'infiltration d'agents du S.R./*F.C.* au sein du V.N.V. et de l'*Algemene SS-Vlaanderen*.

C'est peut-être aussi ce qui motiva, comme dans l'affaire des milices, un *Verbot* de la *Militärverwaltung* inquiète de la prolifération de ces officines policières parallèles sur lesquelles elle n'avait aucun contrôle. Les ordres créant des services de renseignements seront annulés les 30 mars et 26 juin 1941 ...

Certains dirigeants au passé mystérieux, comme Fernand Rouleau et Rutger Simoens, avaient peu apprécié d'être, tout comme les «limogeards», l'objet d'investigations gênantes par des détectives-amateurs trop zélés. On ne connaît pas vraiment le motif pour lequel le premier titulaire du SD rexiste, un certain Facon, fut relevé de ses fonctions et exclu de Rex le 3 mars 1941. Fernand Rouleau réussira à en prendre la direction personnelle en mai, transformant le SD en police interne destinée à assurer son pouvoir.

PAQUES DE GRISAILLE. L'activité désordonnée et brouillonne de Rex irritait au plus haut point la *Militärverwaltung*. Les craintes d'un putsch rexiste en janvier 1941 avaient conduit les autorités belges à *eine grosse Nervosität* qui avait poussé la *MV* à convoquer Degrelle, à lui faire avouer qu'il ne s'agissait que de pure propagande et surtout à lui faire comprendre que les autorités d'occupation s'y opposeraient. A Bruxelles, interrogé par le bourgmestre, le *KVR* Hahn déclarait que les Allemands n'étaient d'accord avec Degrelle que sur trois points: opposition à l'Angleterre, hostilité aux Juifs et campagne antimaçonnique. Loin de s'amender, Degrelle continua à faire miroiter à ses *F.C.* cette prise du pouvoir par la force ou par la grâce de l'occupant, ce qui, aux yeux de Reeder, avait gravement nui à la réputation du chef rexiste. Cela est confirmé par un rapport d'un dirigeant bruxellois qui avouait à Degrelle qu'«on a fatigué les hommes dans des réunions idiotes, démoralisantes, où on leur annonçait la prise du pouvoir pour dans huit jours à chaque séance. Je me demande ce qu'on en aurait fait. Le temps passait et on pataugeait». Pour Reeder, Degrelle avait été encouragé par des instances allemandes «irresponsables».

De fait, Degrelle commençait à ressecouer avec ardeur le cocotier et à tenter d'en faire dégringoler les Secrétaires généraux. A la mi-février, dans un meeting à Châtelaineau, il n'hésitait pas à proclamer: «Nous n'avons rien de commun avec le régime actuel, avec la caricature d'Ordre Nouveau qu'on nous offre aujourd'hui. Nous voulons une révolution totale et non une révolution à la manière bourgeoise. Nous restons les mêmes et nous nous refusons à devenir raisonnables». Des espoirs fous et vains s'ouvriront à ses yeux éblouis quand le décret allemand du 7 mars 1941 imposa la mise à la retraite d'office des fonctionnaires et mandataires

publics âgés de 60 ans. Il pouvait y avoir des «exceptions», selon le bon plaisir de l'occupant, mais dans ce pays de gérontocratie, la mesure touchait 980 bourgmestres, 1.883 échevins, 402 secrétaires communaux, etc. Elle avait pour but essentiel de balayer le terrain au profit du V.N.V., enfant chéri de la MV. Peu après, celle-ci remaniera le Comité des Secrétaires généraux en imposant le 4 avril Schuind à la Justice et Romsée à l'Intérieur. Deux semaines plus tard, l'activité des conseils communaux élus sera suspendue...

A Rex, dès l'annonce de l'ordonnance du 7 mars, ce fut la jubilation: «un fameux nettoyage. Les poids morts et les vieux saboteurs vont être balayés... Coup de bêche formidable dans les taupinières du régime» (*Pays Réel*, 9 mars). Or rien, ou presque rien, ne vint. Seuls deux rexistes, Petit à Liège et Leroy au Hainaut, furent hissés au fauteuil de gouverneur de province et il n'y eut que quelques écharpes mayorales, celle de Jean Teughels à Charleroi étant la seule notable. Dans un rapport à Berlin, Reeder expliquait benoîtement qu'il avait évité de nommer des rexistes «pour ne pas énerver inutilement les forces de résistance déjà latentes dans ce pays». Les quelques nominations effectuées, déclarait-il dans un rapport ultérieur, voulaient faire pression sur les Secrétaires généraux en leur faisant croire qu'une prise de pouvoir par les rexistes était éminente... Furieux, Degrelle n'hésita pas à cracher dans la soupe dans un éditorial furibond publié le 30 mars 1941:

«- LA GESTION ACTUELLE DU PAYS NE NOUS REGARDE PAS.
- LE RAVITAILLEMENT NE NOUS REGARDE PAS.
- LES NOMINATIONS NOUVELLES NE NOUS REGARDENT PAS.

Quand nous aurons à prendre des responsabilités, nous les prendrons avec force et netteté. Pour le moment, les militaires font la guerre et le vieux régime continue à faire sa vieille popote...».

L'article, selon Matthys, n'avait pas été soumis à la censure. Degrelle fut convoqué par Reeder et contraint de présenter des excuses, selon le rapport envoyé à Berlin. Dans ses «mémoires», le Chef de Rex affirmera avoir crié aussi fort que son interlocuteur... Le *Pays Réel* fut menacé d'interdiction et, selon Matthys, frappé d'une amende.

Degrelle pouvait sentir qu'il avait été trop loin. Rouleau avait beau faire visiter par des officiers allemands le camp des F.C., le grand rassemblement du 14 avril à Bruxelles n'aura pas lieu faute de local, la MV ayant attribué le Palais des Sports à.. Staf De Clercq. Il fallait donc concurrencer le V.N.V. dans toutes ses activités, montrer que Degrelle ne le cédait en rien au chef flamand dans l'admiration et la dévotion pour le *Reich*. Puisque le 16 mars De Clercq a engagé le V.N.V. dans la collaboration militaire, lui Degrelle fera «don de sa personne» au *Führer*. Le 10 avril, il lui adressait une ahurissante missive d'une écoeurante platitude:

«... Pendant la durée de la guerre, je ne puis, politiquement, être d'aucune utilité. Laissez-moi donc, Führer, mettre à votre disposition, sur les champs de bataille, ma force et ma jeunesse! Je sais que les étrangers ne peuvent lutter dans vos armées. Mais n'ai-je pas assez souffert, à cause du Ille Reich, au cours de ma lutte et au fond de dix-neuf cachots successifs pour que vous ordonniez une exception en ma faveur? Appelez-moi où vous voulez, à l'aviation, aux Panzerdivisionen, au poste le plus modeste ou le plus ingrat des SS, n'importe où, je serai heureux et fier de mettre ma vie à la disposition de votre idéal. Führer, je suis certain que vous ne me refuserez pas cette joie. Vous vous souviendrez du jeune homme qui, dès 1936, venait à Berlin vous apporter le salut de REX [...]. Vous me permettrez, j'en suis convaincu, de mêler mon effort à l'effort de la jeunesse du Ille Reich et de m'engager volontairement parmi vos troupes. Je serai infiniment heureux, malgré mon attachement à mon foyer et à mes quatre petits enfants, de connaître le destin militaire de votre jeunesse héroï que. Que Dieu, Führer, conduise vos drapeaux à la victoire et à la paix...»

La lettre sera remise au cours d'un entretien, le même jour, avec le KVR Reusch, devant lequel Degrelle admit que son apport comme simple soldat ne signifierait rien, que toute activité politique lui était difficile en Belgique et qu'il voulait sortir d'une inactivité insupportable. Reeder transmettra la lettre au Maréchal Keitel le 20 avril. Dans un rapport du 9 mai, il se demandait si c'était sérieux ou, dans le style degrellien, à considérer *als gross angelegte Reklame*. Compte tenu des crises internes du rexisme, il conseillait de ne pas donner suite à la demande, le départ de Degrelle ne pouvant qu'entraîner la chute totale du parti. On sait que ce n'est qu'au début de juillet, alors que l'idée de la *Légion Wallonie* était lancée, que Rouleau sera prié de

remettre à Degrelle une lettre expliquant qu'on n'avait pas donné droit à sa requête «pour des raisons de principe».

La lettre du 10 avril était une manifestation de désespoir pour passer outre à la mauvaise volonté de Reeder, à sa politique pro-V.N.V. et prendre langue avec les instances berlinoises, et, surtout, pour «rattraper» la gaffe du 30 mars. On peut aussi se demander si ce n'était pas une manoeuvre de Rouleau qui s'était fait attribuer officiellement, le 1er mars, «l'autorité personnelle» du Chef en cas d'absence de ce dernier «à l'étranger» et qui se hisserait au contrôle total du parti si Degrelle partait.

Dans un des rares élans de sincérité qu'il eut, Degrelle rédigea le 13 avril un éditorial «Pâques de Grisaille» qui témoigne du désarroi qui était alors le sien et celui du rexisme dont les évolutions successives n'avaient servi à rien:

«... On dirait que les âmes ont cessé de vibrer, dans des corps aux réflexes d'automates. On regarde le présent avec des yeux éteints, car, en face, pour le moment, il n'y a que le vide. *On ne peut s'accrocher à rien*: ni à un Etat dont on ne sait sous quelle forme et dans quelles limites il existera demain; ni à des partis, incertains de tout: ni à des hommes qui se demandent eux-mêmes quelle mission sera offerte un jour à leur idéal et à leur besoin de créer. Chacun avance dans des ombres... Mais au delà des brouillards, nos regards cherchent déjà les lumières qui rendront l'ardeur des victoires à nos yeux aujourd'hui fatigués de fouiller la monotonie des brumes...».

Hélas, comme la colère de mars, la morne désespérance d'avril allait être mauvaise conseillère...

LES SOLDATS DE PLOMB. On peut certes considérer l'offre d'enrôlement de Degrelle comme une mesure désespérée, après une longue série d'échecs, pour attirer sur lui l'attention bienveillante des autorités du *Reich*. Mais elle n'était aussi que le point d'orgue d'une longue série de démarches pour engager Rex, en dehors de tout contexte antibolchevique, il faut le souligner, dans la collaboration militaire.

Dans un discours de juillet 1941, Degrelle affirma que c'est en octobre 1940 déjà qu'il proposa aux Allemands la levée de deux corps de volontaires: «un corps d'aviateurs rexistes et des régiments coloniaux destinés à reprendre notre colonie, le Congo, au moment opportun. Cela a traîné deux mois». C'est en octobre aussi, rappelons-le, qu'il voyait dans les *F.C.* les substituts d'une armée belge à jamais abolie. Il revint à la charge après son *Heil Hitler!* de janvier 1941. Par l'intermédiaire d'Otto Abetz, il fit proposer à Berlin les services d'un millier d'anciens combattants rexistes de 14-18 (sic) pour la lutte contre l'Angleterre. Peu après, au cours d'un voyage en Italie, il donna au *Popolo d'Italia* une interview dans laquelle son incroyable imagination volait décidément très haut. Cette fois-ci, avec Dieu sait quels avions et quels pilotes, il allait lever trois unités aériennes: l'une pour défendre la «liberté» du Congo Belge, l'une pour attaquer aux côtés des Allemands les Iles Britanniques, la troisième pour être basée en Italie. La censure allemande intervint le 29 janvier pour empêcher la diffusion de ces élucubrations dans la presse, mais ne put interdire l'accès du territoire belge à quelques exemplaires du *Popolo d'Italia* qui réjouirent fort l'opinion. Le 30 janvier, Degrelle renouvelait ses propositions, ajoutant dans un meeting à La Louvière que «tous ceux qui mourront en Angleterre sous l'uniforme *feldgrau* mourront non seulement pour l'Allemagne mais pour toute l'Europe».

C'est au début de février 1941 qu'une nouvelle étape dans l'escalade est franchie. Degrelle offre à la *Militärverwaltung* dans la lutte «contre l'ennemi commun, la ploutocratie britannique» la création de «deux formations *symboliques* de volontaires, l'une destinée à opérer en Belgique et dans les territoires occupés, l'autre à participer, lorsque l'heure sera venue, à la libération de notre Colonie». On ignore ce qu'aurait dû, au juste, être la première formation, un premier essai de ce qui deviendra la *Garde Wallonne*, police supplétive aux ordres de l'occupant? Le général Van Overstraeten, informé par un certain Van Nuffel de ce qui se tramait dans les rangs nationalistes-flamands, avait reçu, le 10 février, copie d'un memorandum V.N.V. destiné à Berlin et prévoyant l'organisation d'une «*Wehrmacht* pour le service intérieur» dont les hommes seraient fournis par la *Zwarte Brigade* et les *Formations de Combat* rexistes. Le 16 mars d'ailleurs, Staf De Clercq évoquera la possibilité de créer des unités occupant un secteur de la côte ou fournissant le personnel d'une batterie de *Flak* contre l'aviation britannique.

La *Militärverwaltung* n'entrera pas dans les vues de Degrelle mais saisira la balle au bond, lui proposant de fournir un millier de volontaires comme chauffeurs au sein des formations auxiliaires du N.S.K.K. à partir du 15 mars. Le 1er mars, Degrelle lançait à ses F.C. un appel dans ce sens, ajoutant que le salaire serait très élevé. Certains membres de la *Brigade Motorisée de Rex* n'avaient pas attendu cet appel. Dans son rapport pour le mois de février 1941, daté du 2 mars, Reeder notait avec satisfaction que 328 rexistes servaient déjà comme chauffeurs de la *Wehrmacht*, ce qu'il concédait être la manifestation d'une «germanophilie honorable». Si Rex comptait utiliser ce recrutement pour prouver son importance à la M.V., il lui faudra déchanter. L'état-major rexiste notera «les 1.000 hommes sont rentrés -beaucoup de jeunes 17/18 ans- peu de rexistes» le 30 mai 1941. Un mois plus tard, l'entrée de la *Wehrmacht* en U.R.S.S. allait permettre d'autres projets de levée de contingents «symboliques» mais qui seront, pris dans le tourbillon des ambitions de Degrelle, on ne peut plus réels.

LE PANIER DE CRABES. Le premier semestre de 1941 allait voir Rex secoué par une série de crises internes. Le *Heil Hitler!* de janvier avait provoqué une série de démissions en cascade de vieux militants chez lesquels le réflexe patriotique élémentaire avait supplanté les tentations fascistes ou qui s'inquiétaient de la haine populaire dont les rexistes étaient désormais l'objet. Partirent aussi ceux qui avaient naïvement vu dans Rex le levier d'une «révolution nationale» style Vichy et dans les F.C. une milice patriotique qui soutiendrait toute initiative royale et barrerait la route au séparatisme flamingant. Ces derniers départs étaient d'autant plus sensibles qu'il s'agissait de notables qui avaient maintenu un vernis de respectabilité et qui, surtout, avaient contribué très généreusement au «Fonds de Combat» (commerçants, industriels, militaires retraités). En janvier, il avait fallu «épurer» certaines unités des F.C. bruxelloises agitées par un complot «anglophile». Degrelle affecta un front serein, Rex éliminant sa «mauvaise graisse»; un dirigeant bruxellois notait que «leur départ n'est pas une perte mais un gain en puissance puisque la conception révolutionnaire se clarifie progressivement».

Pour des raisons différentes, la crise interne était particulièrement grave au sein de *Rex-Vlaanderen*. La politique de l'occupant visait ouvertement à favoriser le V.N.V. par tous les moyens et à éliminer de Flandre toute influence rexiste, considérée comme «unitariste»: interdiction de la presse rexiste flamande, les réunions publiques impossibles faute d'autorisations. Trois tendances centrifuges se dessinèrent. La première se basait sur les bases patriotiques et anti V.N.V. de l'ancien rexisme flamand. A Aarschot, les frères Meyer, dirigeants de la jeunesse rexiste et des *Strijdformaties*, avaient donné à leurs hommes des consignes *voor het Heil van Koning, Volk en Land*. Aidés du conseiller communal rexiste Carlens et du Professeur Eugène Mertens de l'U.C.L., ancien membre du Conseil Politique de Rex, ils jetteront les bases en décembre-janvier d'un nouveau parti belgiciste dirigé contre le V.N.V. et qui deviendra l'organisation de résistance *Mouvement National Royaliste*. *Rex-Vlaanderen* les expulsera pour «sabotage». Le deuxième groupe gravitait autour d'Odiel Daem, dont l'ambition personnelle s'accommodait fort bien d'une collaboration accélérée. Au meeting de Liège, il avait proclamé «nous sommes devenus des Hitlériens».

Il avait diffusé peu après une circulaire non équivoque dans laquelle il faisait de Rex *na de spijtige likwidatie van Dinaso* la seule force capable de diriger une Belgique qui *zal germaansch georiënteerd zijn... een vrij nationaal-socialistisch België in een Europa onder de leiding van Adolf Hitler*. Peu à peu, il travaillera à couper les ponts entre son fief de Rex-Flandre et le reste du mouvement, mais avec prudence. Le 24 mars 1941, pour «conserver toute son indépendance» vis-à-vis de ses subordonnés, il conclura un accord avec Rouleau: il garderait son traitement, continuant ainsi à être un rexiste «officiel», mais le rétrocéderait immédiatement «à l'Etat-Major du Chef». Sentant son mouvement asphyxié par le V.N.V., c'est lui qui poussera de toutes ses forces à l'accord du 10 mai 1941 versant *Rex-Vlaanderen* dans un parti unique flamand dirigé par De Clercq. La troisième force centrifuge avait pour moteur Rutger Simoens, chef des F.C., fasciné quant à lui par le style SS, homme violent prônant l'action révolutionnaire, mais aussi ulcéré par la réorganisation transformant son indépendance absolue à la tête des F.C. en une subordination depuis février 1941 au «Lieutenant du Chef». Dans un discours, il encouragea les membres des S.F. flamandes à passer à l'*Algemene SS-Vlaanderen* de René Lagrou et leur adressa une lettre dans ce sens. Après avoir temporisé pour éviter la rupture ouverte et le scandale, Degrelle dut prononcer le 16 avril l'exclusion de Simoens pour infidélité et abus de confiance. Comme on ne voulait pas se brouiller avec l'astre montant de la SS, Simoens fut accusé par Degrelle de complot pour supplanter «le camarade

Lagrou». Il est intéressant de noter à ce sujet qu'on reprochait à Simoens d'avoir déclaré aux *F.C.* de Flandre qu'elles étaient dissoutes, ce qu'il faut rapprocher d'un memorandum SS venant de Berlin, transmis en avril au général Van Overstraeten par un informateur flamand: la dissolution des *F.C.* y était prévue, au profit de la SS flamande. Dans le fond, Degrelle et surtout Rouleau étaient ravis de se débarrasser du compromettant Simoens qui, en mars 1941, avait été dénoncé à la *P.A.*, à la *Sipo* et à Rex par Léopold Flament, un obsédé paranoïaque de la chasse aux francs-maçons, comme ancien communiste et membre de la Loge. Le document fourni -et exhibé en bonne place à l'exposition antimaçonnique-, n'était guère probant, mais Flament fut l'objet le 10 mars d'une agression... qui conduisit en janvier 1942 Simoens, alors agent de la *Dienststelle Rundfunk*, devant la justice belge.

Bruxelles et la Wallonie connaissaient d'autres soubresauts. Aux départs provoqués par le *Heil Hitler!* s'ajoutaient des mécontentements provoqués par l'autoritarisme croissant de Rouleau et la réorganisation de février 1941, et surtout par les ambitions déçues de tous ceux qui auraient voulu profiter des défections en masse pour se propulser dans l'appareil du parti. On connaît assez mal l'ampleur du phénomène, mais très bien la réaction de Degrelle en date du 1er mars 1941 :

«Une certaine crise de croissance semble s'être produite dans le Mouvement au cours de ces dernières semaines. Simultanément au Centre et en divers points du Pays, des différends se sont élevés entre quelques dirigeants et groupes de membres du Mouvement. Certaines cabales ont été montées et il en est résulté un certain malaise dont il convient d'ailleurs de ne point exagérer l'importance... La main du Chef s'est abattue, rude et impitoyable, sur tous les coupables. Tous ceux qui ont fomenté ces dissensions ou qui se sont laissés aller à y participer ont été déchargés de leurs fonctions ou rétrogradés...».

Degrelle avait vu la crise à travers les jeux de Rouleau et avait épousé sa cause, mais il ne connaissait sans doute qu'une partie de la vérité. Backx, le chef de Bruxelles-Ouest, s'en ouvrira quelques mois plus tard dans une lettre à Degrelle:

«J'ai vécu dans le sérail et j'en connais les détours. Les romans feuilletons et de gangsters se colportent de bouche à oreille et désarmaient les hommes. Des clans existaient et la méfiance régnait... Il est heureux pour vous, Chef, que vous n'ayez pas vécu cette situation intimement. Elle vous aurait coupé bras et jambes...».

Le principal objet des «rétrogradations» était le Chef de Rex-Wallonie, le Liégeois Antoine Leclercq qui aurait voulu, comme Daem, faire de son fief une principauté quasi indépendante mais sans avoir comme son homologue flamand la possibilité du chantage constant à la germanité et au flamingantisme. Après-guerre, il expliquera que sa fronde avait été provoquée par son amertume envers Rouleau et Simoens qui lui contestaient son emprise sur les rexistes liégeois et sur les *F.C.* locales. Mais Leclercq était aussi un partisan de l'alignement sur l'Allemagne et de la surenchère dans la collaboration. Rétrogradé le 19 février au rang de Chef de Rex-Liège, il se mutina. Dans un premier temps, Degrelle, qui craignait de le voir entraîner trop de monde dans une dissidence, temporisa, puis estima que Leclercq tentait de le supplanter, avec l'appui de certains Allemands, et sans essayer de sauver quelque chose de belge. N'ayant pu convaincre Degrelle de lui rendre son titre de Chef de Rex-Wallonie, il quittera le Parti le 4 avril, démissionnera «spontanément» le 26 pour s'aboucher le 1er mai avec la *Propaganda-Staffel* de Liège et créer le *Mouvement National-Populaire Wallon*. Il entraînera avec lui Auguste Defraigne, le chef des *F.C.* de Liège, ce qui montre bien que la mutinerie de Leclercq est bien plus un «combat des chefs» contre Rouleau et Simoens qu'une lutte idéologique. Celle-ci motivait davantage les *Amis du Grand Reich Allemand*, mouvement créé le 13 mars à Liège avec l'appui des SS, à partir d'autres ex-rexistes adeptes du racisme et du néo-paganisme.

Dépassé par ces extrémistes, le mouvement rexiste pouvait aussi subir la concurrence des «modérés» inquiets des références constantes au national-socialisme. Pierre Daye, qui avait quitté Rex en mars 1940 et qui en dépit de son amitié personnelle pour Degrelle n'y était pas encore rentré, s'était entendu avec Jacques Crokaert et l'ex-député Gustave Wyns pour créer un «Bureau Politique» qui oeuvrait dans le sens d'une collaboration très limitée et résolument belgiciste, envisageant une Belgique fédéralisée, autoritaire, corporatiste et chrétienne. Dans la ligne des regroupements antidegrelleens que Robert Poulet avait voulu encourager à l'automne 1940, le «bureau Daye» semble vouloir évoluer en mai 1941, alors que Rex était discrédité, vers la création d'un *Parti Unique des Provinces Romanes*, primitivement baptisé *Mouvement Socialiste et Royaliste de la Belgique Romane*. Les promoteurs du projet avaient recruté dans

la collaboration belgiciste modérée (De Becker du *Soir*, Poulet), chez les socialistes demaniens et UTMIstes, Figeys alias Zankin et Marceau alias Carette de *Radio-Bruxelles*, l'ex-dinaso wallon Jacques Boseret, etc. Ce parti en gestation avortera spontanément le 5 août 1941 suite à une interdiction allemande. On voyait désormais en Rex le seul parti vraiment utile en Wallonie... Entre deux articles, Daye s'était discrètement rapproché de lui et on le retrouvera en septembre 1942 membre du *Bureau Politique de Rex*, comme son compère De Becker.

Au sein même de l'état-major du parti, José Streel, dont Degrelle dira plus tard qu'il n'avait «apporté à la collaboration que ses scrupules», s'agitait pour essayer de sauver quelque chose de l'esprit du rexisme de 1936. Dépourvu de moyens d'action et de partisans personnels, les remous de sa révolte ne dépassaient pas les bords de son encier. Une note de la Sûreté belge reconnaissait que «Streel, qui n'était qu'un piètre sympathisant de l'Allemagne, bien qu'admirant les principes nationaux-socialistes, pratiquait une politique toute de prudence et d'attente». John Hagemans quant à lui, poursuivant ses rêves d'unifier sous son égide l'ensemble de la jeunesse belge, défendait fort jalousement l'autonomie de ses *Serments de la Jeunesse* par rapport au parti rexiste.

Il y avait enfin tous ceux qui, à l'un ou l'autre moment, étaient entrés en conflit avec Rouleau et le grand argentier Vandevelde pour des questions de gros sous, comme Edmond Nasy, responsable du Secrétariat administratif de Rex. Déchargé de ses fonctions en mars 1941 et privé de son traitement, il intentera à Rex un procès qui se prolongera jusqu'en juillet. Pour un parti autoritaire, uni derrière le Chef, devant régénérer la Belgique, c'était mal parti...

UN MARCHÉ DE DUPES. Le 10 mai 1941, alors que partout dans le pays des citoyens arboraient des brassards de deuil et des insignes tricolores pour commémorer le premier anniversaire de l'invasion, près de cent dirigeants rexistes se réunissaient Drève de Lorraine, dans la villa du «Chef», pour y enterrer l'existence de *Rex-Vlaanderen*. Ce dernier fusionnait avec le *Verdinaso* et le V.N.V. pour former un *Eenheidsbeweging*, parti unique en Flandre.

Ce n'était pas une surprise. Emiel Thiers, le falot successeur de Van Severen, après avoir tenté d'exclure l'aile collaborationniste dirigée par Pol Le Roy et Jef François, est contraint à la démission le 29 janvier 1941. Résolument nationaux-socialistes et germains, les nouveaux dirigeants excluent en cascade les membres des factions belgiciste et neutraliste. Devenu Chef, Jef François entame immédiatement des pourparlers avec Staf De Clercq, dans la ligne de ceux que Pol Le Roy avait entrepris dès l'automne 1940. Mais les discussions, les «chefs» voulant être assurés de rester des cadres du *Nationaal-Socialistische Beweging* en gestation, traînent et s'enlisent. La *Militärverwaltung* s'impatiente car elle veut faire du V.N.V. la base de son pouvoir et écarter la SS concurrente du ressort de son autorité. En mars 1941, le V.N.V. obtient de Reeder une «répartition des tâches», confinant l'*Algemene SS-Vlaanderen* dans des missions accessoires, et reçoit un monopole de fait sur la collaboration flamande. Le 8 mars, de son côté, le *Verdinaso* nouvelle tendance absorbe deux minuscules groupuscules nationaux-socialistes de Flandre. Le 26 avril, Reeder se fâche et fait savoir par l'*OKVR* Thedieck à Le Roy et François qu'il est temps de signer l'accord de fusion avec le V.N.V., ce qui sera fait -très rapidement- le 5 mai, moyennant l'entrée de Le Roy et François au Conseil directeur du V.N.V. et la nomination de François à la tête de la *Dietsche Militie/Zwarte Brigade*.

Odiel Daem, qui avait conclu en octobre 1940 son propre accord avec le *Verdinaso*, savait évidemment que *Rex-Vlaanderen* n'avait le choix qu'entre la disparition et l'entrée dans l'*Eenheidsbeweging* dirigé par De Clercq. Il prit l'initiative de l'ouverture de pourparlers avec François d'une part, avec Edgard Delvo du V.N.V. de l'autre, pour participer au nouveau mouvement et, surtout, figurer parmi ses dirigeants. *Rex-Vlaanderen*, secoué par de multiples crises internes, ne représentait en lui-même que peu de chose, mais pour Degrelle et le rexisme, c'était une perte de prestige certaine. Ses rêves de diriger la Belgique en insistant sur le fait que son parti existait aussi dans le nord du pays s'effrondraient.

Avec ses dons de jongleur politique, il s'efforça de transformer en partenariat volontariste et constructif ce qui n'était qu'amputation pratiquée sous la pression de l'occupant. Il présente, ce 10 mai, la fusion *en Flandre* comme un accord Rex-V.N.V. valant pour l'ensemble du pays et transformant Rex, par un tour de passe-passe, en parti unique pour la Wallonie. Le sort de Bruxelles «à fédérer» (sic) restait dans le flou.

Or, le choix de la date du 10 mai était psychologiquement désastreux. Rex passait pour exploiter sans vergogne une date et une invasion que toute la propagande de Staf De Clercq

représentait comme ayant brisé les chaînes de la Flandre. Evoquer un «accord» Rex-V.N.V. était une autre faute, dont Degrelle devait savoir qu'elle avait, en octobre 1936 et surtout en avril 1937, entraîné la décadence du rexisme. Conclu le 6 octobre 1936, présenté comme ayant rallié le V.N.V. à l'idée de l'unité belge, les termes en furent tenus secrets jusqu'à ce que la pression de l'opinion publique contraigne Degrelle à en publier le texte le 10 avril 1937, veille de l'élection partielle Van Zeeland-Degrelle: structure fédérale de l'Etat, liquidation de *Rex-Vlaanderen* en vue de son absorption par le V.N.V. (déjà), abandon de la minorité francophone en Flandre, Grand-Bruxelles «à préciser» où l'on arrêterait la «dénationalisation» des Flamands et leur garantirait un «plein déploiement». Les réactions de l'opinion en 1937 furent très nettes, celles de 1941 le furent plus encore. Pour se faire bien voir, Degrelle bradait la Belgique et Bruxelles...

Il est sans doute exagéré de croire que Degrelle et ses principaux acolytes ignoraient tout des tractations menées par Daem et ne furent mis devant le fait accompli qu'à la fin. Une lecture attentive du *Pays Réel* et d'une série de documents montre bien que le repli de Rex sur la seule Wallonie était dans l'air depuis longtemps et que l'on s'efforça d'y préparer peu à peu la masse des militants rexistes restés unitaristes. Le 4 janvier 1941 déjà José Streel avait plaidé pour un «compromis des Belges» où les Wallons cesseraient «une fois pour toutes de s'occuper des affaires proprement flamandes», et affirmé que «toute tentative de ressusciter une Belgique unitaire ne pourrait qu'être défavorable aux Wallons» car les Flamands, conscients de leur force, «prendraient goût à l'impérialisme». «A présent, concluait-il, les Flamands, encore sous l'impression du passé, ne songent qu'à réclamer l'autonomie. Que les Wallons s'empressent de profiter de ces bonnes dispositions».

Bonnes? Un memorandum V.N.V. du début février optait résolument pour le *Germanendom* mais reconnaissait qu'il fallait encore tenir compte du complexe «Belge» puisque le *Verdinaso* et Rex y tenaient. On envisageait, dans ce cadre, la fusion de tous les groupements «autoritaires», surtout V.N.V. et *Verdinaso*, sous un nouveau sigle N.S.B. (*Nationaal-Socialistische Beweging*). «En Wallonie, on offrirait à Rex de se ranger sous la direction de ce N.S.B.» mais l'on prévoyait la «renaturalisation» des Wallons de souche flamande et le transfert des deux millions restants dans un espace «latin».

C'était une évolution par rapport aux déclarations de Staf De Clercq le 10 novembre 1940, répudiant l'idée belge et tout lien avec les Wallons. Maintenant, la Wallonie était considérée comme une sorte de protectorat en faveur d'une «minorité» flamande à y protéger, et, dans une deuxième phase, comme une terre d'expansion et de colonisation pour la démographie flamande, puisque les Wallons n'étaient qu'«un complexe ethnographique qui s'éteint rapidement».

Dans sa recherche d'un pouvoir, fût-il restreint, Degrelle semble avoir caressé avec faveur, sans en saisir toutes les implications, cette possibilité d'être l'aile wallonne de ce «N.S.B.». Comme par hasard, ce sigle apparaît fin février-début mars sur les circulaires internes du Rex-Wallonie de Pévenasse, mais on le traduit par «Mouvement National-Socialiste *Belge*». Quelques jours plus tard, l'illusion se dissipera et Degrelle enterrera le 23 mars tout espoir d'un mouvement unique:

«Comment imaginer dans ces conditions que le V.N.V. prenne une position définitive à l'égard d'un avenir problématique? Demander au V.N.V. de participer à la création d'un parti unique ailleurs qu'en Flandre, c'est l'engager à l'avance dans un sens déterminé... Si le V.N.V. entretient les meilleures relations avec d'autres mouvements et a la même conception qu'eux de l'Europe future, il n'empêche qu'il ne se décidera à participer à un parti unique avec d'autres mouvements flamands et *romans* que lorsqu'il aura acquis la certitude qu'il devra exercer son activité dans le cadre d'un Etat fédéral ou non, englobant toutes les provinces flamandes et *romanes*. *Voici* donc déjà établie l'impossibilité d'amener *actuellement* à un parti unique le groupement révolutionnaire le plus important de nos provinces septentrionales...».

Reste, mais ce n'est qu'une chimère, l'espoir de constituer *de facto* ce parti unique par l'établissement de deux partis séparés, l'un en Flandre, l'autre en Wallonie, qui pourraient collaborer étroitement et sauver, par leur existence parallèle, une Belgique, de fait elle aussi. Pour ne pas effaroucher la belgophobie du partenaire flamand, Degrelle va même inventer un nouveau vocable imprécis «l'Occident», qui a l'avantage d'éviter de prononcer Belgique et de laisser le champ libre aux spéculations pan-thioises. Début mai, à Charleroi, il évoquait

l'incertitude totale sur le sort du Roi, de l'Etat belge, de la Flandre, de la Wallonie pour formuler, le 7 mai, le nouveau concept du «nationalisme de l'Occident» dans le *Pays Réel*.

Nouvelle innovation dans le vocabulaire, le terme *roman* qui avait l'avantage de couper l'herbe sous le pied des De Becker, Daye et Poulet. L'annonce de l'accord du 10 mai se fera sous l'invocation du *Parti Unique Roman* ayant Degrelle comme chef. Dans son discours du 10 mai, Degrelle évitera soigneusement de prononcer le mot Belgique, remplacé par Etat Occidental (sic) et il ne se faisait aucune illusion véritable. Il sentait qu'il avait vendu l'ancien nationalisme belge pour un plat de lentilles et qu'ayant choisi d'être le premier en Wallonie, il perdait toute chance de l'être dans le pays:

«Nous tenons, nous Rexistes, à sauver ce patrimoine commun. Nous croyons à l'utilité, à tous les points de vue, d'un Etat où Flamands et Wallons travailleront en paix. Et nous sommes convaincus qu'un Roi aimé de tous serait le trait d'union par excellence des Flamands et Wallons au sein d'un Etat fédéral.

Cela, c'est le point de vue de Rex. Rex le défendra de toutes ses forces auprès des populations romanes. *Mais Rex ne cherchera pas à l'imposer aux Flamands. Ce sera à eux de se souvenir du passé glorieux des XVII Provinces, à étudier les données du présent et à faire, éventuellement, un choix parallèle au nôtre.*

De toute manière, la tâche essentielle sera, pendant les mois qui viennent, pour le parti unique flamand comme pour le parti unique roman, de préparer, chacun dans sa sphère d'influence, la transformation des esprits, dans un sens national et socialiste...».

L'accord ou «traité d'assistance», comme l'écrivait le *Pays Réel*, avait trois points essentiels: l'intégration de *Rex-Vlaanderen* dans le nouvel *Eenheidsbeweging* de Staf De Clercq, la reconnaissance de Rex comme «parti unique pour le peuple wallon» et une promesse d'assistance et de collaboration dans «toutes les questions d'intérêt commun».

De Clercq, qui ne s'était pas rendu Drève de Lorraine, organisa sa propre cérémonie et prononça un discours fleuve, où il s'étendit en termes fleuris sur le *Verdinaso* mais ne paya que *lip service* à *Rex-Vlaanderen*. Il salua en Hitler le «Führer de tous les Germains», exalta la conscience «néerlandothioise». Quant à l'accord, il fut minimisé. Il était prêt à coopérer avec Rex *pour autant que l'intérêt des deux communautés populaires rende cette coopération souhaitable*». Il annonça aussi la nomination d'un *gouwleider* pour les Flamands de Wallonie, alors que Rex était barré de toute activité en Flandre. Drève de Lorraine, Delvo avait signalé à Degrelle qu'il perdait sans rien gagner, et n'avait recueilli qu'une boutade caractéristique: «Je m'en fous. Les Wallons n'ont qu'à faire plus d'enfants!». Vraiment, comme Daem le soulignait dans son discours d'adieu à Rex, Degrelle avait «bien mérité de la Flandre»!

La réorganisation du mouvement suivant la disparition de *Rex-Vlaanderen* ne mit pas sérieusement en péril la position privilégiée de Rouleau. Il resta «Lieutenant du Chef» mais était désormais intégré au sein de l'état-major personnel de Degrelle, entre Félix Francq et Joseph Pévenasse. Pour compenser la disparition de *Rex-Wallonie*, ce dernier devenait Inspecteur fédéral avec autorité sur l'organisation territoriale et en partie sur les *F.C.*, en partage avec Rouleau qui en restait le «lieutenant-général». L'état-major du mouvement, avec ses branches diverses, dont les finances et la propagande, la direction des *Jeunesses* étaient également sous l'autorité personnelle du «Lieutenant du Chef». Paul Suys ayant dû quitter Rex pour la *Zwarte Brigade*, Rouleau était sans lieutenant personnel, ce dont il se consola en se faisant attribuer par Degrelle l'ancien traitement de Suys, et en se faisant nommer officiellement, après éviction du titulaire, chef du service de renseignements.

Devant le tollé ou l'ironie que l'accord provoquait dans la presse censurée «belgiciste», la propagande rexiste utilisait la méthode Coué pour convaincre ses militants qu'il ne s'agissait pas d'un revers et affirmait, ce qui était alors faux, que Rex avait obtenu mandat des autorités d'occupation:

«Nous avons reçu des autorités des consignes formelles de ne pas tolérer de concurrence politique. Contrairement à ce que laissent entendre des journaux, NOUS SOMMES LE SEUL GROUPEMENT AUTORISÉ. Toute action politique en dehors de nous est interdite et punissable (sic). A nous de montrer les dents et d'être dignes de la confiance qui nous est faite».

Hélas, le partenaire flamand montrait lui aussi les dents. En juin, Tollenaere exigera la Wallonie «comme espace d'expansion», «nous exigeons pour notre peuple le droit de vivre là où un autre peuple meurt». *Volk en Staat* fera chorus le 23 juillet et la censure allemande devra y mettre le holà Faible compensation, elle en profitera pour tordre le cou au *Parti des Provinces Romanes* en plusieurs étapes, de la mi-juin au 5 août 1941. Mais c'était là pour Reeder, un simple *instrumentum regni* et il écrivit fin juillet à Berlin que le parti unique en Wallonie n'était qu'«une prétention rexiste qui ne repose en rien sur une réalité».

A HUE ET A DIA. S'apercevant un peu tard du marché de dupes qu'avait été son accord avec le V.N.V., Degrelle s'efforça maladroitement en mai-juin 1941 de faire marche arrière et de redéfinir son action. A peine l'accord est-il signé que les escarmouches «communautaires» commencent. José Streeel attache le grelot dès le 13 mai: «ce n'est pas bien entendu que tout soit fini parce qu'un texte a été revêtu de signatures... Des embrassades Lamourette n'ont jamais résolu un problème politique... Nous aurons certainement à défendre nos positions contre les empiètements flamands». Le lendemain, sous sa plume, Rex promet d'être «coriace» face au V.N.V. Puisque De Clercq s'est laissé aller à nommer un *gouwleider* pour les Flamands de Wallonie, le Chef de Rex pourrait riposter par une mesure semblable! Au nom du V.N.V., Delvo renvoie la balle: «si on décidait à un certain moment de créer un Chef des Wallons pour la Flandre, nous nous opposerions de toutes nos forces à de telles prétentions. S'il pourra y avoir une collaboration entre Rex et V.N.V., cela ne veut pas dire que cette collaboration sera».

Manifestement, les jeunes époux tenaient à faire chambre à part! Comme dans tout divorce, l'enjeu était «l'enfant» du couple wallo-flamand: Bruxelles. Les *F.C.* se verront attribuer le 15 mai 1941 un nouveau rôle, celui de défenseurs musclés des francophones bruxellois:

«Il vous appartient de réunir les moyens matériels pour que tous vos effectifs soient présents. Il s'agit de démontrer notre force qui est trop peu connue et ce à Bruxelles, capitale que nous voulons fédérer et où nous devons défendre énergiquement notre position. Le même jour, 25 mai, le nouveau parti flamand tient à Gand sa première réunion. Il s'agit pour nous de faire preuve de notre vitalité».

Le 18 mai, Degrelle écrivait qu'il n'était pas question de Bruxelles dans l'accord et que Rex y continuerait son action. Quant à la Wallonie, «les Rexistes d'autre part sont bien décidés à ne pas laisser un mouvement étranger aux Wallons empiéter sur les prérogatives de la communauté wallonne. Aux Wallons au surplus de décider de leur propre sort: en soutenant à fond Rex pour défendre leur autonomie. Ou en s'abandonnant à une apathie qui ouvrirait toutes grandes les voies à un impérialisme flamand». Que se passa-t-il du côté de la *Militärverwaltung* et de la *Propaganda-Abteilung*? Qu'y pensa-t-on de cette déclaration de guerre au V.N.V.? Reeder fit-il comprendre à Degrelle, comme il l'écrivit fin juillet, que sa prétention à être chef d'un mouvement unique en Wallonie ne reposait sur rien de sérieux? Y eut-il un marchandage et une promesse de ne pas le concurrencer en soutenant des mouvements de rexistes dissidents plus germanophiles comme le *Mouvement National Populaire Wallon* ou l'*A.G.R.A.*, créations récentes respectives de la *P.A.* et du *Sicherheitsdienst* de Liège? On peut croire à cette dernière hypothèse en lisant dans le *Pays Réel* du 21 mai un éditorial de José Streeel sur «La défense des Populations Wallonnes. L'aventure est écartée»:

«... Ces gens de sac et de corde et leurs acolytes étaient prêts à entrer en scène... Aidés par des primaires déchaînés ou des illuminés... Cet intérêt (des Wallons) est compris au moins *in spe* (sic) dans le récent accord. On ne voit pas comment il aurait pu être défendu d'une autre façon...».

On en revenait donc, par cette courbe rentrante prononcée, à l'accord du 10 mai. Le lecteur de l'interminable prose degrellienne dans ses éditoriaux ou la transcription de ses meetings était par ailleurs soumis à un régime de douche écossaise d'une totale incohérence. Début mai, dans un discours prononcé à Charleroi, Degrelle affirmait qu'«un Rexiste qui deviendrait nazi serait un abominable nazi et un abominable Rexiste. Si nous étions demain une vague décoction du nazisme, nous ne serions que des imitateurs». Le 7 mai, il précisait sa pensée dans un éditorial du *Pays Réel*:

«Qu'un Allemand soit un nazi, parfait! Mais qu'un Occidental soit un nazi, c'est une contradiction éclatante. Pour être national-socialiste, un homme de nos provinces doit être un

socialiste et un nationaliste de l'Occident puisqu'il n'appartient ni au peuple allemand ni à l'Etat allemand!»

Moins de deux semaines plus tard, le 20 mai, une circulaire avec estampille *confidentiel* était envoyée à tous les cadres rexistes pour leur expliquer quelques modalités pratiques découlant de l'accord du 10 mai.

«Si les deux mouvements uniques ont dû conserver *provisoirement* les noms de V.N.V. et de Rex, c'est uniquement parce que l'autorité militaire a estimé qu'elle ne pouvait pas autoriser l'adoption des dénominations nationales-socialistes souhaitées par nous sans en référer aux autorités supérieures du NSDAP. Nos demandes respectives ont été transmises à celles-ci avec -nous avons tout lieu de le croire- avis favorable et nous espérons donc pouvoir bientôt annoncer l'établissement définitif du NATIONAL-SOCIALISME parti unique dans sa politique générale bien que dédoublé sur le terrain national».

Les vellétés *nicht nazi* et anti-V.N.V. n'avaient pas fait très long feu! Le 20 mai également, toute l'organisation du parti était revue «par une première adaptation à l'organisation du N.S.D.A.P. en vue de préparer la correspondance souhaitable entre cette organisation et la nôtre». Le même jour encore, dans un discours aux F.C. de Namur, Degrelle expliquait «que les élites militaires bien préparées avaient raison du nombre», concluant: «Nous serons, parmi les masses désorganisées, les Panzerdivisionen de la révolution nationale et socialiste en Belgique».

On est désormais en pleine confusion. Si Rouleau continuait à imposer l'expression «nationaux-socialistes wallons» et un style extérieur de plus en plus imité des habitudes hitlériennes, si Matthys, devenu chef de la propagande continuait à proclamer «Le National-Socialisme, seule solution», Degrelle et les plus lucides de ses partisans pouvaient, le 28 mai 1941, tirer un bilan pour une fois clair de douze mois de sincérités successives:

«Bilan de ce qui s'est passé depuis un an. Mais il ne s'est rien passé. Nous avons piétiné sur place, c'est-à-dire reculé... On a beaucoup parlé, beaucoup écrit, beaucoup comploté. On tue le temps en attendant que vienne enfin l'heure de l'action».

Cette heure viendrait, comme on le sait, avec la «croisade antibolcheviste». Mais il semble bien que les premières semaines de juin aient été marquées par une nouvelle évolution. Au lieu de se replier sur la Wallonie, on recommence à parler de Belgique. Tout ce qui était odieux dans les activités rexistes, de la cravache des F.C. aux services de mouchardage, de la politique de la matraque à la traque des «mercantis», est prié de disparaître, par opportunisme et opportunité autant que sous la pression de la *Militärverwaltung*. On recommence à parler de rexisme et non plus de national-socialisme parce que le mot fait peur. Dans un discours à Bruxelles, publié par le *Pays Réel* du 10 juin, Degrelle en revient au rexisme patriotard de 1936:

«Nous nous sentons les fils de notre Roi. Nous sommes liés indissolublement à la Belgique. Nous sommes liés à nos Rois. Positions rexistes, positions inébranlables. Jamais nous ne permettrons que quelqu'un touche à notre Patrie millénaire, à la monarchie qui l'incarne».

Six mois après le *Heil Hitler!* de janvier, le Chef de Rex donnait une nouvelle preuve de son «inconsistance capricieuse»... liée à une nouvelle crise de découragement devant le peu de succès de ses palinodies et la haine sans cesse grandissante de l'opinion à son égard. La *Militärverwaltung* continuant à lui mettre des bâtons dans les roues freinait son activité politique. Degrelle évoquera, complaisamment, après guerre l'annonce de l'envahissement de l'U.R.S.S., le 22 juin, qu'il comparait à la vision de saint Paul sur le chemin de Damas. L'exploitation qu'il en fit, pour le malheur de ses partisans et le sien, aurait plutôt dû le pousser à évoquer saint Pierre dont le chant du coq ponctuera chaque nouvelle étape dans la trahison, et le reniement.

La difficile naissance d'une légion perdue

Par Eddy DE BRUYNE

En parcourant, le 1er juillet 1941, la première page du *Pays Réel*, les lecteurs et abonnés, de plus en plus rares, de l'organe rexiste pouvaient lire une information qui serait, pour beaucoup d'entre eux, lourde de conséquences:

«... Nous n'ignorons certes point que l'armée du Reich n'a nul besoin d'apports étrangers pour conduire victorieusement l'action qu'elle vient d'engager. Mais à ce rendez-vous de tous les peuples conscients de notre continent, nous ne voulons pas, nous ne voulons à aucun prix, être absents. C'est pourquoi, en l'absence du Chef de Rex, son Lieutenant, agissant au nom de tout l'Etat-Major du Mouvement, a adressé à Son Excellence le Gouverneur Militaire pour la Belgique et le Nord de la France une lettre lui demandant d'une manière pressante, de bien vouloir faire connaître au Führer et Commandant en Chef de l'Armée, le désir ardent des nationaux-socialistes wallons de s'associer à la Croisade du vingtième siècle...».

C'est donc en l'absence de Léon Degrelle, parti le 26 juin 1941 pour Paris afin d'y conférer avec son ami l'ambassadeur Otto Abetz de la situation nouvelle résultant de l'entrée de la *Wehrmacht* en U.R.S.S. le 22 juin, que son encombrant «lieutenant» Fernand Rouleau avait pris l'initiative de proposer la levée d'une unité rexiste pour la «croisade contre le bolchevisme». Cette initiative avait été précédée d'un article ambigu de la *Brüsseler Zeitung* se demandant si, une fois de plus, les Wallons resteraient à l'écart et d'un appel du pied du *Pays Réel*, le 30 juin, qui après avoir évoqué les Gardes Wallonnes du XVIIIe siècle, les Belges à Waterloo et Queretaro (sic), concluait «les Wallons sont assurément dignes d'avoir leur part à la grande croisade».

Comme on l'a vu, l'idée de lever des volontaires pour combattre aux côtés du *Reich* ne répugnait nullement à Degrelle et il n'avait pas attendu le thème de la croisade antibolchevique pour faire des offres de service: propositions de levée de volontaires pour opérer contre l'Angleterre, pour «reprendre» le Congo Belge, pour maintenir l'ordre en Belgique occupée, transfert de la *Brigade Motorisée de Rex* au N.S.K.K. et enfin offre personnelle d'enrôlement, comme simple soldat au besoin, dans la *Wehrmacht*, la *Luftwaffe* ou les *Waffen-SS* (le 10 avril 1941). Avant de partir pour Paris, il avait tenu à proclamer dans deux articles du *Pays Réel* -24 et 25 juin- sa solidarité totale dans la lutte contre Staline.

CHI VA PIANO, VA SANO. L'initiative prise par Rouleau ne pouvait cependant qu'indisposer Degrelle: quoi qu'il fasse, il apparaîtrait comme ayant épousé les forces en mouvement au lieu de leur donner l'impulsion. Sans aucun doute, l'idée avait été soufflée au «Lieutenant du Chef» par un des services parallèles allemands avec lesquels il était en contact constant. C'est le 27 juin que le Führer avait approuvé la formation de légions nationales participant à la lutte antibolchevique et qui devaient être mises sur pied dans chaque pays d'Europe occidentale occupé par l'Allemagne ainsi que dans les pays idéologiquement amis comme la Croatie, l'Italie et l'Espagne. Dans l'idée de Hitler, la SS serait responsable de leur organisation dont le modèle devait être la Légion norvégienne.

Le 3 juillet 1941, Degrelle étant toujours à Paris, Rouleau eut un long entretien avec l'*Oberkriegsverwaltungsrat* Thedieck, bras droit de Reeder. On lui annonça l'accord de principe, venu d'en haut, à la formation d'une unité wallonne dont l'organisation serait confiée à la *Waffen-SS*. Rex pouvait commencer ses préparatifs en attendant communication d'un accord officiel, les modalités pratiques dépendant surtout du nombre de volontaires.

Mais la *Militärverwaltung*, où l'on n'aimait guère Degrelle et les rexistes, posait quelques conditions préalables. Ce qui intéressait le commandement militaire en Belgique occupée, c'était beaucoup moins la participation de Wallons à une entreprise guerrière lointaine que le réservoir de main-d'oeuvre militaire auxiliaire pouvant suppléer à la diminution des unités de la *Wehrmacht* et de la *Feldgendarmarie* déplacées de Belgique sur le front russe. Au sein de l'état-major de von Falkenhausen existait le *Kommandostab Z*, dirigé par le major Baumann et responsable de la levée des formations auxiliaires locales. C'est ce service qui avait organisé au début de mai 1941 la *Vlaamsche Fabriekswacht* (avec du personnel provenant de la *Zwarte Brigade* du V.N.V.) et dans le courant de juin la *Vlaamsche Wacht* chargée de tâches de maintien de l'ordre, dont les membres devaient être recrutés par l'entremise des V.O.S., l'organisation d'anciens combattants nationalistes-flamands. Début juillet, la *Vlaamsche Wacht*

comptait déjà 800 hommes, dans lesquels Staf De Clercq voyait l'embryon d'une future armée flamande.

C'est dans le courant de juin 1941 également que le *Kommandostab Z* avait pris contact avec Rex, vraisemblablement avec Rouleau, pour la levée parallèle d'une *Wallonische Wachabteilung I*. Le projet était encore peu développé, on n'avait pu pressentir que quatre officiers. Aussi Thedieck était-il fort net: la formation de cette unité de garde devait servir de test préalable à celle d'un corps pour la Russie et Rex était prié d'y consacrer en premier lieu toutes ses possibilités de recrutement. La possibilité d'envoyer un homme de confiance recruter dans les *Oflags* ou celle de commissionner des cadres des milices rexistes ne dépendait pas de la *Militärverwaltung* qui continuait à insister avant tout sur la mise sur pied de la *Wachabteilung*. A la fin de l'entretien, on communiqua à Rouleau que Degrelle recevrait, à son retour de Paris, la réponse du maréchal Keitel à son offre d'enrôlement du mois d'avril: elle était repoussée pour des «considérations de principe», c'est-à-dire sa non-appartenance à la nationalité allemande.

Rentré de France, Degrelle fut donc mis devant le fait accompli. Sous peine de se déconsidérer et de passer pour un germanophile très tiède, il lui fallait couvrir l'initiative de son Lieutenant et accepter les préalables posés par Thedieck et le *Kommandostab Z*. L'entrevue Degrelle-Rouleau aurait été orageuse selon certains témoignages. Il fallait aussi compter sur l'opposition farouche à Degrelle de certains responsables de la MV, en particulier le *KVR* Heym, s'il faut en croire le journal de Victor Matthys.

VOUS QUI PARTEZ... On a une assez bonne idée de ce que voulait réellement le chef de Rex au début de juillet 1941 en lisant le long discours qu'il tint le 6 juillet aux *Formations de Combat* de Bruxelles, texte qui fit ensuite l'objet d'une circulaire diffusée à des centaines d'exemplaires au sein du mouvement pour favoriser la campagne de recrutement.

Création de la *Garde Wallonne* d'abord, «armée à l'intérieur, armée disposant de toutes les armes modernes», «soldats de la révolution» mais «infiniment mieux payés que les gendarmes, la police», dont les hommes et les officiers seront nommés par Rex pour que «la révolution passe au stade légal». «Il nous faut tout de suite 800 *F.C.* qui formeront le premier régiment de Gardes Wallonnes».

Quant à la question du front russe, Degrelle rappelait complaisamment ses offres antérieures de collaboration militaire, sa propre offre d'enrôlement dans la *Wehrmacht*, affirmant que la réponse de Keitel -qu'il venait de recevoir- lui enjoignait de rester en Belgique là où était son véritable devoir. Il n'avait manifestement aucune envie d'y déroger:

«... Pensez à cette jeunesse de chez nous, étriquée, n'ayant jamais voyagé et qui va pouvoir connaître l'épopée la plus grandiose... partir à travers la Russie, la Crimée, les Indes, on les verra rejoindre les Indes et les Anglais, approcher des terres de Chine (sic). C'est une conception fabuleuse du monde qui va naître.

JE VOUDRAIS ETRE LIBRE ET AVOIR 20-25 ANS COMME VOUS AUTRES. Jamais un tel avenir n'a été donné à la jeunesse... Je n'ai qu'une peur, c'est que vous arriviez quand il sera trop tard... Il semble que SI J'ETAIS DANS VOTRE CAS ce serait dans mon âme un déchirement terrible d'y manquer...».

Si Degrelle n'avait aucune intention de partir, il avait eu soin de préciser qu'il en donnait l'autorisation à Rouleau et à Louis Richard, chef de la *F.C.* bruxelloise. Le 8 juillet, dans un éditorial ronflant du *Pays Réel*, le chef de Rex embouchait la trompette guerrière:

«Soyez des soldats, soyez des hommes! La révolution se fait dans le sang. Voici le temps des fusils et des épées!».

C'était surtout le temps des coups de Jarnac de toute sorte. Alors que *Le Pays Réel* de ce 8 juillet publiait le premier avis de recrutement officiel du *Corps Franc Wallonie* qui permettrait aux volontaires de combattre «pour leur chère Patrie, pour leur Roi-Soldat» (sic), le *Volk en Staat* du même jour publiait un appel de Staf De Clercq à la formation d'une *Legioen Vlaanderen*. Certes, le chef du V.N.V. n'avait pas attendu, lui non plus, la «croisade à l'Est» pour recruter en faveur de l'Allemagne: le 20 avril 1941, il avait donné l'ordre à ses militants de recruter pour le régiment *SS Nordwest*. Il s'agissait surtout pour le V.N.V. de contrer la concurrence politique de *l'Algemene SS-Vlaanderen* de Lagrou. En juillet 1941, il s'agissait cette fois de faire pièce à l'initiative Rouleau couverte par Degrelle. Les trois compagnies de la *Nord-west* devaient en être retirées pour former, avec les nouveaux volontaires, une unité

authentiquement flamande. De Clercq n'en signera que le 2 août l'acte constitutif, mais il est évident que, dans le cadre de la politique ethnique menée par la *Militärverwaltung* de Bruxelles, il s'agissait, comme Reeder le déclarera à De Clercq, d'une «nécessité politique», d'un contrepoids à l'existence du *Corps Franc Wallonie*.

Ce titre avait sans doute été adopté en imitation du *Freikorps Dänemark* qui avait été constitué le 28 juin. Il semblait aussi indiquer qu'il ne s'agirait que d'une unité assez réduite, inférieure à une «légion». Cela correspondait aux vues du *Kommandostab* qui donnait priorité au bataillon de *Gardes Wallonnes*. L'appellation *Wallonie* enfin heurtait Degrelle qui, en dépit de l'accord du 10 mai avec le V.N.V., restait alors attaché à l'idée de l'unité belge et surtout à celle d'utiliser la collaboration militaire pour se propulser à un poste au gouvernement d'une Belgique d'Ordre Nouveau. Dans son discours du 6, dans la proclamation du 8, il n'était question que de Belges et de Belgique alors que l'offre de Rouleau parlait de nationaux-socialistes wallons. Il allait s'employer à redresser la situation.

Les affrontements en coulisses entre Rouleau et Degrelle battaient leur plein sans que les militants rexistes et le grand public n'en perçussent les échos et les effets. Rouleau était partisan de l'intégration inconditionnelle de l'unité wallonne dans l'armée allemande et si possible dans la *Waffen-SS*. Degrelle, au contraire, pour des raisons personnelles d'ordre politique et de promotion du parti rexiste entendait lui conserver un cachet *belgiciste*. Par le canal de l'Ambassade du *Reich* à Bruxelles, divers efforts, qui ne dépassèrent cependant pas le stade de quelques télégrammes échangés fébrilement fin juillet 1941 entre Bruxelles et Berlin, furent déployés afin d'imposer l'appellation de *Légion Belge Wallonie*.

A cette occasion, Degrelle et ses relais faisaient valoir la crainte que, devant la formation de deux légions, l'une flamande et l'autre wallonne, le grand public n'y verrait que le résultat d'un *diktat* imposé aux promoteurs et laissant libre cours à des spéculations quant à une structure politique future de la Belgique calquée sur le même modèle. Afin de préserver «le caractère national» de l'entreprise et par la même occasion faire échec aux démarches intégrationnistes de Rouleau, Degrelle, relayé par les services diplomatiques, suggérait la nomination d'un général belge à la tête des deux légions qui, regroupées sous son commandement, garderaient un caractère belge *de facto*. Cela échappait à la compétence de la *Militärverwaltung* de Bruxelles et les Affaires étrangères de Berlin en réfèrent au tout-puissant *SS-Hauptamt*. En effet, le recrutement de volontaires pour la *Légion Wallonie* provisoirement confié à l'*Ergänzungsstelle der Waffen-SS* à La Haye. En date du 24 juillet 1941, les instances berlinoises tranchèrent: pas de commandement unique des deux légions. Deux jours plus tard, la nomination d'un général belge sera définitivement écartée elle aussi. Restait le regroupement éventuel au front des deux légions sous un commandement tactique unique, mais jamais il n'en sera question.

DA MIHI BELGAS. Soucieux de faire bonne figure auprès des divers services allemands avec lesquels il traitait, Rouleau n'avait pas hésité à faire étalage de moyens utopiques dépassant largement les réalités. Il avait été question de libérer immédiatement des *Oflags* de 30 à 50 officiers de carrière sympathisants rexistes. Les Allemands restèrent dubitatifs, rappelant qu'il n'y avait eu que quatre anciens officiers seulement à s'enrôler dans les *Gardes Wallonnes*. De fait, l'encadrement du premier contingent de la *L.W.* se limitera à une quinzaine d'officiers (11 de réserve, 4 d'active). Près de deux mois plus tard, l'état-major rexiste compilera péniblement une liste de 19 officiers prisonniers de guerre, pour la plupart réservistes et de rang très subalterne, passant pour rexistes... mais dont aucun ne demandait à s'enrôler!

Pour gonfler les rangs, Rouleau s'était aussi targué de mettre sur pied «une assez grosse unité» de Russes blancs vivant en Belgique et francophones, mis à sa disposition par Georges Woyciekowski que ses opinions fascistes avouées venaient de propulser à la tête de la communauté russe de Bruxelles. Le général Dénikine, leader écouté de l'émigration blanche, ayant discrètement fait connaître son opposition, la mirifique unité russe fondit comme neige au soleil: la *Légion Wallonie* ne comptera dans ses rangs qu'une quinzaine de volontaires blancs (surtout des immigrés de la deuxième génération, et quelques anciens officiers du tsar).

Tout cela ne faisait pas les affaires de Rouleau. Outre le bureau de recrutement d'Anvers, on en avait ouvert le 9 juillet à Bruxelles, Liège, Namur, Charleroi, Mons, Tournai et Arlon. Au bout de deux jours d'activité, ce n'était pas la grande foule: 50 volontaires à Bruxelles et 100 à Liège. Aussi, le 11 juillet, c'est un Rouleau fort inquiet qui fait diffuser à tous les cadres des *Formations de Combat* rexistes une circulaire affolée: «il est absolument indispensable pour le

prestige et l'avenir même du *Mouvement* que le nombre des Volontaires dans le Corps Franc atteigne *un minimum décent*. En effet, si tel n'était pas le cas, nos adversaires ne manqueraient pas d'exploiter un insuccès éventuel contre nous».

Il admettait les excuses possibles (non-retour des prisonniers de guerre wallons, absence de rexistes travailleurs volontaires en Allemagne) mais incriminait surtout «l'action néfaste que l'on tolère encore aux Associations d'Anciens Combattants, à la *Légion Nationale*». Sur ce point, les autorités allemandes n'allaient pas tarder à éliminer la contre-propagande efficace des nationalistes d'extrême droite restés patriotes et des anciens combattants: le 19 août 1941, la *Militärverwaltung* ordonnera la dissolution de la *Légion Nationale*, puis un mois plus tard en fera arrêter 200 militants. Quant aux anciens combattants, l'interdiction de toute activité allait leur être signifiée en juin 1942.

Rouleau allait plus loin encore: «les bureaux de recrutement ont reçu la consigne confidentielle (sic) de se montrer très larges dans l'application des conditions d'âge et autres imposées au recrutement». Ni la taille (1,68 m), ni l'âge (19 à 36 ans), ni l'accomplissement préalable du service militaire -conditions initiales fixées par les Allemands- ne devaient désormais constituer un obstacle majeur à l'enrôlement dans la *Légion Wallonie*. La taille fut abaissée à 1,65 m, l'âge descendu à 17 pour la troupe et porté à 40 pour les officiers, des «exceptions» envisagées quant à l'expérience militaire, l'autorisation des parents de volontaires mineurs d'âge considérée comme inutile... C'est ainsi que lors du départ du premier contingent, on verra figurer dans les rangs des adolescents âgés d'à peine 16 ans à côté de vétérans de la Grande Guerre constellés de décorations. Resterait bien sûr à franchir l'épreuve des conseils de révision allemands, mais Rouleau estimait qu'il fallait tenter «l'expérience». Pour imposer ses vues, il s'arrangera pour présider les commissions de recrutement à Liège, Charleroi et Bruxelles.

Restait une dernière arme, celle de l'intimidation et du chantage: «chaque homme inscrit au Mouvement ainsi que chaque relation en dehors du Mouvement et répondant plus ou moins aux conditions requises, devra être interrogé individuellement et, si possible, en présence de témoins, de manière à être obligé de justifier publiquement une décision négative éventuelle». On exercera des pressions sur des journalistes comme Streel et Jean Denis et, par la suite, nombre de cadres rexistes seront exclus, rétrogradés ou «bloqués à l'avancement» pour avoir refusé la grande aventure.

Comme cela ne suffisait pas et qu'au lieu des 5.000 volontaires escomptés, on estimait pouvoir en rassembler péniblement 500, Degrelle, relayé par Rouleau, dépêcha le 15 juillet le rexiste «présentable» Pierre Daye sonder le comte Capelle, secrétaire du Roi. Ce dernier ne pourrait-il pas encourager le recrutement par un appel royal dans la presse, un télégramme ou un subside aux organisateurs, le don d'un drapeau? Daye reçut une fin de non-recevoir, à laquelle il s'attendait d'ailleurs.

Les cadres de la F.C. faisaient chorus aux inquiétudes de Rouleau. Le 17 juillet, le commandement F.C. de Charleroi se lamentait: «Nos cadres, dans leur ensemble, n'ont pas compris la portée historique du geste demandé». Aussi les récalcitrants étaient-ils priés de bien vouloir exposer par écrit leurs motifs à l'état-major du Chef de Rex. Foin des scrupules: «Votre place est dans les rangs de la Légion Wallonie, anciens soldats du canal Albert et de la Lys» (sic).

QUI M'AIME ME SUIVE. On semblait donc se diriger vers un fiasco. L'autorité militaire allemande arrondit les angles: d'abord considérée comme un test, la formation du premier bataillon de *Gardes Wallonnes*, fixée au 4 août, fut retardée de trois mois. Désormais, l'entrée aux *G.W.* serait la récompense des «légionnaires» de retour de leur séjour aussi court que symbolique à l'Est. Pour éviter la concurrence, le recrutement de chauffeurs N.S.K.K. devait être suspendu...

Ce qui, incontestablement, leva les réticences psychologiques de nombreux rexistes, fut l'annonce inattendue faite par Degrelle de son engagement personnel dans la *Légion Wallonie*. Il l'annonça le soir du 19 juillet lors d'un meeting tenu dans les locaux de la loge maçonnique rue de Laeken à Bruxelles, le répéta le 20 lors d'une réunion au cinéma *Forum* à Liège et se présenta au bureau d'enrôlement Grand-Place à Bruxelles le 22 juillet, pendant que le *Pays Réel* annonçait partout la grande nouvelle. Bien qu'un certain nombre de rexistes aient vu avec consternation ce départ du «Chef», l'effet sur le recrutement fut bénéfique. Dès le 23 juillet, le

nombre des volontaires recensés monta à 911. Cet afflux soudain eut pour effet de décapiter littéralement le mouvement rexiste, la plupart des cadres locaux s'étant sentis «obligés» de partir à la suite de Degrelle. Le bulletin d'enrôlement de ce dernier portait le n° 237 et il ne passera le conseil de révision que le 31 juillet.

Après guerre, le journaliste Robert Poulet racontera avoir été la cause fortuite de l'enrôlement de Degrelle. Aux reproches de ce dernier à propos de sa tiédeur quant à la campagne de recrutement, l'éditorialiste du *Nouveau Journal* avait répondu qu'il n'était pas de ceux qui envoyaient les autres au casse-pipe sans y aller eux-mêmes. «C'est pour moi que vous dites cela? Eh bien, j'y vais!» aurait rétorqué le Chef de Rex. L'anecdote, sans doute véridique, recouvre en réalité une décision désespérée. Il fallait un coup médiatique pour encourager les recrutements. Il fallait prouver aux Allemands une germanophilie plus effective que celle du V.N.V. dont les principaux leaders, à l'exception de Relmond Tollenaere, restaient chez eux. Il ne fallait pas laisser Rouleau -qui s'était engagé le 12 juillet- tirer seul les profits de l'opération en se servant de la *Légion* comme tremplin et éclipser Degrelle.

Enfin, pour un joueur de poker politique, cet engagement offrait deux avantages: soit court-circuiter la mauvaise volonté de la *Militärverwaltung* à l'égard de Rex en entrant, via la *Légion*, en contact avec les sphères dirigeantes politiques et militaires du *Reich*, soit, au contraire, obtenir l'ordre de rester en Belgique pour pouvoir y jouer un rôle politique plus important qu'auparavant et pour ne pas désorganiser davantage son parti. Las, personne ne devait le retenir... «Cet engagement, notait toutefois Matthys, se fait contre l'Administration Militaire».

MENSONGES ET FAUSSES PROMESSES. L'engagement personnel de Degrelle avait servi de choc et d'aimant, mais il restait encore beaucoup de ce que les membres du *Kommandostab Z* appelaient pudiquement *psychologische Schwierigkeiten*. La première était l'absence de caution royale, ce qui arrêtaient les cadres d'active et de réserve s'estimant liés par leur serment de fidélité au Roi. Les services allemands avaient relevé que le *Nouveau Journal*, par exemple, considérait la question comme purement privée. Robert Poulet n'avait-il pas écrit: «En cette matière, seule l'autorité supérieure, le Chef naturel de la Nation, peut donner des consignes générales».

Rouleau bien sûr s'employa à troubler les consciences en brouillant les cartes, mais Degrelle ne fit rien pour l'en empêcher. La première mesure fut de transformer en serment compatible avec celui prêté au Roi celui qui serait ultérieurement prêté par les légionnaires. En fait, il s'agissait d'une audacieuse transposition par Rouleau d'une communication du *Kommandostab Z*, reçue le 30 juin, qui déclarait le service dans les *Gardes Wallonnes* parfaitement compatible avec l'état d'officier (les *G.W.* ne durent en effet prêter serment au *Führer* qu'en juin 1944). Allant plus loin, Rouleau n'hésita pas à écrire le 1er août à un officier de réserve: «S.M. a confirmé à plusieurs reprises et notamment par l'entremise du baron Capelle qu'elle approuve chaleureusement la formation de la Légion Wallonie». Sommé de fournir au Palais explications et démenti, Rouleau se tint coi. Après guerre, dans les passions de l'«Affaire Royale», on fera grand cas des déclarations d'Alfred Lisein, avocat hutois et officier de réserve, qui prétendait s'être engagé sur foi d'un document à en-tête du ministère de l'Intérieur (où fonctionnaient à côté de Romsée les rexistes Delvaux et Boulanger). Ce document reproduisait une communication téléphonique de Daye disant que le Roi approuvait l'engagement de réservistes mais ne pouvait le faire ouvertement.

Après le départ de la *Légion Wallonie* pour le camp d'instruction, Rouleau, confronté à la grogne grandissante des légionnaires à propos de promesses non tenues, fit courir le bruit qu'il venait de recevoir un télégramme de félicitations du Souverain. Il en aurait même donné lecture à quelques-uns mais, acculé, ne put le fournir, ce qui sera une des causes de sa chute. Inquiet des bruits courants à ce sujet, le comte Capelle exigea, début janvier 1942, des explications. Victor Matthys répondit le 21 janvier que «la Légion avait été dans l'obligation de se séparer de M. Rouleau», que la lettre à un réserviste était une initiative de ce dernier, qu'aucun télégramme n'avait été lu sur le front des troupes en Russie. Le Roi avait aussi laissé sans réponse un télégramme de fidélité expédié par Degrelle en novembre 1941.

Or, Degrelle, avec la psychologie caractéristique qui le poussait à croire fermement à ce qu'il savait être un mensonge, n'hésitera pas, lors d'une campagne de recrutement lancée dans les *Oflags* et les *Stalags* en juin 1942, à diffuser une circulaire:

«... C'est pour notre pays que nous luttons en Russie. L'autorité allemande a demandé en haut lieu à Bruxelles si le serment de fidélité au Roi était compatible avec le service à la Légion et le serment prêté à Hitler, chef des armées allemandes (ce serment lie *militairement seulement*, et pour la *seule* campagne de *Russie*). La réponse a été affirmative. Donc, pas de soucis, ni de scrupules à avoir à ce sujet...»

En avril 1945 cependant, Degrelle, dans un moment de sincérité, confiera au lieutenant Roger Wastiau que jamais le Roi n'avait donné son accord à la constitution de la *Légion*. Le mot de la fin doit revenir à Pierre Daye. Degrelle l'avait sollicité, alors qu'il était en exil en Argentine, de témoigner en faveur de la fable d'une caution royale transmise par Capelle. La réponse, en date du 16 juillet 1947, fut fort nette: «Vraiment, je n'ai aucun souvenir que Capelle ait, en 1941, émis un avis formel sur la *Légion*. Il s'y intéressait, mais était toujours réticent lorsque je lui en parlais».

Les tensions avec son Lieutenant, les assurances fallacieuses données par celui-ci, n'empêchèrent pas Degrelle de participer activement à la campagne de recrutement. Ses apparitions publiques et discours en tous lieux lui permirent de se mettre en vedette, à tel point qu'aux yeux du grand public il passait pour le seul et véritable promoteur de la *Légion*. Fut-il également à l'origine de la promesse faite aux volontaires potentiels qu'ils revêtiraient l'uniforme de l'armée belge, ce qui provoqua une crise lorsqu'ils durent, au camp de Regenwurlager, endosser le *feldgrau*? La question est plus malaisée à résoudre que celle de l'approbation royale. Dans son discours aux F.C. du 6 juillet et dans le tract qui en fut tiré, Degrelle promettait effectivement «le glorieux uniforme de l'armée belge» (en lettres capitales), mais aux seules *Gardes Wallonnes*. Il y avait une telle confusion entre ces dernières et le *Corps Franc* qu'il fallut, le 9 juillet, préciser qu'il ne s'agissait pas de la même unité. La circulaire relative aux conditions d'engagement à la *Légion* se bornait à préciser que «bien entendu, l'uniforme complet, y compris le linge» serait fourni. On n'a que des témoignages oraux d'une promesse d'uniforme belge, mais on peut se demander comment les naïfs volontaires auraient pu s'imaginer que les services logistiques de la *Wehrmacht* se livreraient pour eux à une collecte compliquée d'uniformes et d'équipements de la défunte armée belge. Il est certain en revanche que Degrelle avait tenu bon et arraché le droit pour la *Légion Wallonie* de porter comme insigne le tricolore belge plutôt que l'emblème au coq wallon qui lui avait été suggéré par certains services allemands. Les insignes de manche avaient été confectionnés et étaient prêts à la distribution dès l'arrivée au *Regenwurlager*, ce qui semble indiquer que le port du *feldgrau* avait lui aussi été décidé depuis longtemps. Du reste, chaque volontaire reçut avant le départ une circulaire datée du 2 août et signée Rouleau les avertissant que la *Légion Wallonie* était rattachée à la *Waffen-SS*. Croire au port d'un uniforme belge était donc vain.

Mais, en faisant miroiter ce rattachement à la *Waffen-SS*, Rouleau était une fois de plus à côté des faits. Le 8 juillet, à la suite d'un accord conclu avec von Falkenhausen, la levée du corps fut attribuée à la *Waffen-SS*. Le même jour toutefois, Elsenlohr, le représentant de l'*Auswärtiges Amt* à la commission de levée de légions étrangères, faisait savoir que l'affectation des Wallons à la *Wehrmacht* ou à la *Waffen-SS* restait en suspens. Le 26 juillet, il annonça que les Flamands iraient à la SS mais, comme celle-ci prétendait manquer de personnel d'instruction, les Wallons seraient confiés à la *Wehrmacht*, leur recrutement restant toutefois attribué à la *Waffen-SS*. C'était la conséquence du refus de Himmler de prendre en charge les contingents non «germaniques» -croates, espagnols, français et wallons- refilés à la *Wehrmacht*. On peut se demander si Rouleau fut au courant de cette évolution ou s'il ne tenta pas, menant sa propre politique, de faire modifier la décision prise.

Ce qui par contre est certain et apparaissait noir sur blanc dans les conditions d'engagement remises aux volontaires, c'était une effarante promesse de limiter la «croisade» à une promenade de santé:

«... Après une courte période de réentraînement (deux semaines), la Légion volontaire partira pour le front et sera mise immédiatement en service. Il ne s'agira pas, bien entendu, d'actions offensives. Les formations d'assaut modernes nécessitent un entraînement spécial et de longue durée. Il y a donc lieu de prévoir que la Légion volontaire sera placée en seconde ligne...».

En revanche ce qui fut promis et tenu, on se demande au prix de quelles négociations serrées, c'est que la Légion serait commandée en français et aurait un cadre exclusivement composé de gradés belges d'active ou de réserve que les Allemands promettaient de commissionner à

grade égal. Ce sort était fort différent de la «dénationalisation» qui, à la grande indignation du V.N.V., sera pratiquée envers les volontaires flamands.

DEPART... ET DESILLUSION. En sortant le 31 août du Conseil de Révision de Bruxelles, Léon Degrelle tint aux journalistes un discours assez désabusé :

«Alors que le sort de l'Europe se joue à l'Est, il est de mon devoir de partir avec mes hommes. Je n'oserais pas du reste faire autrement et me présenter devant eux. Mon action politique en Belgique est forcément en veilleuse, pour le moment. Aussi pourrai-je être plus utile là-bas...».

L'enrôlement pour l'Est était une carte pour forcer le destin politique, non seulement le sien, mais celui de la Belgique. N'avait-il pas écrit le 8 juillet : «on ne traitera pas un vaincu devenu un camarade de sang comme on l'eût traité s'il eût tristement ruminé sa défaite dans l'isolement et la stérilité». Chez ceux qui l'accompagnaient, les motivations étaient souvent identiques : l'espoir d'assurer à la Belgique une position de «vainqueur» dans la nouvelle Europe, un patriotisme mal compris tentant de laver les armes à la main la honte de la défaite en méritant l'estime du peuple guerrier par excellence, la fidélité personnelle au «Chef de Rex» dont ils ne mesuraient pas la vanité et les défauts, et, enfin, par-dessus tout, la motivation antibolchevique souvent d'origine religieuse. Beaucoup croyaient sincèrement partir pour Dieu, la Patrie, l'Europe, le Roi... et Degrelle. Paul Struye, que l'on ne peut taxer de sympathies rexistes, notait dans ses carnets le 1er décembre 1942 : «Il n'est pas douteux que le plus grand nombre des légionnaires wallons qui combattent sur le front de l'Est ont la conviction profonde de faire le sacrifice de leur vie pour une noble cause, qui, à leurs yeux, est à la fois celle de la Patrie et celle de la civilisation chrétienne».

Le présent restait pourtant sombre, l'avenir était inconnu. Il avait fallu recommander aux volontaires de tenir leur engagement secret pour éviter des brimades. Rouleau et Degrelle continuaient à faire des promesses, mais il semblait qu'auprès de la *Militärverwaltung* la levée de la Légion n'avait rien changé à la défiance manifestée envers Rex. On s'y arrangerait pour faire partir de Bruxelles à grands renforts de publicité les volontaires de la *Legioen Vlaanderen* le 6 août, avant les «Wallons». Le parti rexiste essayait de tirer au maximum la couverture à lui, arguant du fait que la presque totalité des volontaires, près de 90%, avaient été recrutés dans ses rangs. Le jour du départ, les volontaires étaient instamment priés de revêtir l'uniforme des formations rexistes.

Degrelle avait une autre raison d'inquiétude. Son ignorance totale de la langue de Goethe l'avait forcé à abandonner à Rouleau toutes les négociations avec le *Kommandostab Z* et le Bureau Central d'Anvers. Il n'en savait que ce que son «Lieutenant» voulait bien lui dire. Rouleau en profitait. Ne s'avisait-il pas, début août, de signer ses circulaires du titre de «Commandant ff la *Légion Wallonie*»? Dans l'optique de Degrelle, dans laquelle la *Légion* devait éclipser le parti rexiste comme levier vers le pouvoir, il n'était pas question de laisser le «traducteur» Rouleau tirer les marrons du feu et l'évincer de tout rôle à la *Légion* d'abord, à Rex ensuite. Aussi, le 7 août, Degrelle prit ses précautions : la fonction de Chef de Rex a.i. sera confiée jusqu'à son retour à Victor Matthys, qualifié de «plus vieux et plus fidèle collaborateur», qui, assisté de Pévenasse, Vandeveld et Streel, devait assumer «l'entièreté du pouvoir». Le parti était ainsi prémuni contre tout retour inattendu de l'encombrant «Lieutenant du Chef».

Finalement, le 8 août 1941, sous la protection de la *Feldgendarmarie*, les quelque 860 volontaires à avoir surmonté l'épreuve des conseils de révision sont rassemblés au Palais des Beaux-Arts à Bruxelles pour la cérémonie de départ et y écouter, bien sûr, un discours de Degrelle. Ce dernier évoque bien entendu les poncifs habituels de la croisade antibolchevique mais laisse aussi entrevoir le but politique de l'opération : «Un jour, nous reviendrons. Ayant tout donné, nous pourrons alors tout prendre».

Mais le chef de Rex, qui n'a pas digéré la préférence accordée par la MV et la SS aux volontaires flamands, va lancer un premier ballon d'essai pour une intégration future de son unité à la *Waffen-SS* dans une rhétorique qui mêle de façon surprenante le tricolore belge aux couleurs du pangermanisme :

«Pour nous, Wallons, *Germaines de langue française*, jaillis de la même race que nos frères du Nord et de l'Est, ce grand rassemblement a des résonances toutes spéciales. C'est le passé de notre peuple qui inconsciemment nous appelle... Nous rejoignons spécialement la grande communauté germanique, celle qui nous donne le sang originel... C'est vingt siècles de vie

commune, à chaque jour interrompue, ressuscitée aujourd'hui dans l'honneur des armes... Patrie! Patrie! C'est pour toi, pour que ton nom soit respecté, pour que tu ailles le regard fier que nous délaissions aujourd'hui tes longs cieux gris et roses... Nos coeurs seront forts, si dur que soit le chemin, si loin de toi qu'il nous conduise! Ton amour nous guidera. Et les voix de ton passé. Et la vision de ta jeunesse. Et le souvenir de ton Roi...».

Après remise d'un drapeau, non belge, mais noir aux bâtons de Bourgogne simplement cravaté aux couleurs nationales, Degrelle rentra dans le rang comme simple volontaire d'une des cinq compagnies, une par province wallonne, rassemblées rue Horta. Il occupait le premier rang de la première compagnie, entre son secrétaire Félix Franck et le cadre F.C. Georges Villers. Bien peu remarquèrent alors le regard chargé d'inquiétude et de sourde colère qu'il décochait à Fernand Rouleau, qui, en tête du cortège, prenait déjà des allures de commandant en chef.

Sous une pluie fine, le cortège s'ébranla vers la gare du Nord, passant devant le Palais Royal vide. Une clique militaire allemande jouait des marches belges et, au moment du départ, la *Brabançonne* et *Vers l'Avenir*. Les trottoirs étaient vides mais il y avait à la gare d'assez nombreux sympathisants, tandis que gendarmes et policiers belges requis pour le service d'ordre tournaient ostensiblement le dos. A peine parti, le train stoppa à Schaerbeek, officiellement pour charger les bagages, mais on prétendait que cet arrêt avait eu pour but de permettre à certains dignitaires de se défilier en douce.

Parvenus au *Regenwurm*lager à Meseritz le 12 août, Degrelle et ses hommes se trouvèrent au milieu d'un océan de difficultés. Le 4 août, l'O.K.H. avait décidé de baptiser l'unité *Wallonische Infanterie-Bataillon 373*, à trois compagnies de fusiliers, une d'armes lourdes et un train hippomobile et motorisé. Les instructeurs allemands, dont la plupart ignoraient le français, découvrirent avec effarement qu'il ne s'agissait nullement d'anciens soldats belges auxquels un cours de rafraîchissement de deux semaines serait suffisant, mais d'une masse de militants politiques, dont l'âge allait de 15 à 55 ans, et dont beaucoup n'avaient jamais tenu un fusil. Du côté des volontaires, c'était aussi la désillusion par rapport aux promesses imprudentes de Rouleau et Degrelle. Ce dernier avait dû improviser un discours, le premier d'une longue série, pour convaincre ses hommes d'endosser l'uniforme *feldgrau*, leur expliquant que l'uniforme belge ressemblait trop à celui de... l'Armée Rouge. Comme les Allemands ne prétendaient reconnaître que les grades de l'armée belge, nombre d'officiers des *Formations de Combat*, porteurs de titres ronflants, étaient déçus et s'estimaient trompés.

Il fallait pourtant constituer d'urgence un ordre de bataille. Une nouvelle fois Rouleau émergea, nommé d'emblée lieutenant et officier d'ordonnance de la *Légion*. Utilisant sa parfaite connaissance de l'allemand, il tranchait à tout propos, pendant que le *Schütze* Degrelle ne pouvait qu'acquiescer de plus ou moins bon coeur. Mais la roche Tarpéienne était près du Capitole. La désinvolture, les manières ostentatoires et les allures de casseur d'assiettes de Rouleau indisposèrent au plus haut point le très sec et très ascète *Hauptmann* Hauser qui rédigea un rapport virulent qui prit le chemin de Berlin. Quant à l'officier de liaison allemand, le *Leutnant* Leppin, il considérait alors avec beaucoup de mépris, en bon protestant pangermaniste, la troupe bigarrée que les impératifs de la politique avaient offerte à la *Wehrmacht*.

Fernand Rouleau commit l'erreur d'abattre trop tôt ses cartes. Il commença à intriguer contre Degrelle, proposant à certains officiers de le renvoyer en Belgique et d'accentuer l'intégration de la *Légion* dans l'armée allemande. A d'autres, il faisait miroiter la possibilité de créer une unité SS en Alsace, dans laquelle il aurait incorporé la *Légion* et grâce à laquelle il aurait supplanté Degrelle sur les plans politique et militaire. On connaît encore assez mal les circonstances exactes de la chute de l'encombrant «Lieutenant du Chef».

Devant les remous provoqués par le port de l'uniforme allemand et le serment prêté «dans la lutte contre le bolchevisme... au haut commandement allemand et à son chef suprême Adolf Hitler», fut-il sommé de produire le fameux télégramme royal dont il ne cessait d'affirmer l'existence? Une enquête menée en Belgique à la demande de Degrelle lui apprit-elle, mais il était bien tard, que son «Lieutenant» avait appartenu aux services d'espionnage allemands? Le rapport Hauser fut-il déterminant? Ou bien avait-on enfin appris que Rouleau, qui s'abritait derrière son titre d'officier de réserve pour tout régenter et distribuer grades et fonctions, ne figurait pas dans les cadres de l'armée belge? Aurait-il, comme certains le prétendirent après guerre, essayé d'éliminer physiquement Degrelle par une blessure opportune à l'entraînement?

On ne sait. Mais le couperet tomba vers la mi-septembre: Rouleau disparut comme dans une trappe. Sur ordre de Degrelle, les cadres rexistes restés en Belgique recevront le 10 octobre un avis formel:

«Conformément aux directives de l'Etat-Major du Chef, il est strictement défendu aux officiers et gradés F.C. d'être en relation ou d'établir un contact avec Monsieur Fernand Rouleau, ex-lieutenant du Chef de Rex. Cet ordre est formel et la non-observance sera considérée comme trahison envers le Chef de Rex, entraînant les sanctions qu'elle appelle».

L'éviction de Rouleau ne mit pas fin aux problèmes de Degrelle. Tentant toujours de «rexiser» de son mieux la *Légion Wallonie* dans un but de promotion politique, il devait aussi compter sur les intrigues du *Leutnant* Leppin et sur la présence dans les cadres légionnaires d'un groupe «militaire» soucieux avant tout d'efficacité et peu sensible aux visées politiques. Ce clan se divisait d'ailleurs en belgicistes et en partisans de l'intégration à la *Wehrmacht* et d'un commandement allemand. Il y avait aussi l'agitation menée par des volontaires provenant des mouvements concurrents des *Amis du Grand Reich Allemand* et de la *Ligue anti-juive*, animés par le Dr Miesse qui ne ratait aucune occasion de proclamer ses conceptions «européennes» à base raciale.

Si, pour l'ensemble des volontaires, Degrelle restait «le Chef», s'il pouvait compter sur l'appui de son fidèle Jules Mathieu, il manquait de moyens pour imposer ses vues. Sa nomination à un grade d'officier honoraire avait été écartée comme présentant trop de difficultés techniques et administratives. Il comprit bientôt que le seul moyen de réaliser ses objectifs politiques était de faire participer la *Légion* à des opérations en première ligne, animant une coterie résolument «belliciste». Il se heurtait au clan des cadres politiques de Rex, conduits notamment par Jean Georges, qui pensaient qu'il fallait s'en tenir à la politique de présence purement symbolique annoncée lors de la campagne de recrutement. Ce clan reçut paradoxalement l'appui des «militaires» qui estimaient que la préparation et l'instruction militaires avaient été insuffisantes. Il semble en outre que Degrelle n'ait pas renoncé, en septembre 1941, à obtenir l'intégration de ses hommes à la *Waffen-SS*. Gottlob Berger signalait à Himmler, le 22 septembre, que Degrelle s'était adressé à la *Volkstieutsche Mittelstelle* pour obtenir les mêmes conditions pour ses hommes que pour les volontaires SS et se dépensait pour se faire bien voir de la SS, qui boudait cet adepte de «la Grande Belgique».

Finalement, les 16 et 17 octobre, le sort en fut jeté: la *Légion Wallonie* quitta le *Regenwurlager* pour le front russe, avec un effectif de 19 officiers et 850 hommes. Le commandement avait été confié à Georges Jacobs, un commandant pensionné de l'armée belge, né en 1893, et n'ayant rien d'un foudre de guerre. Il avait rejoint l'effectif avec une trentaine de retardataires qui avaient quitté Bruxelles le 18 août. Lui aussi croyait à une présence symbolique et dut écrire à sa femme pour qu'elle lui fasse parvenir d'urgence ses manuels de tactique. Degrelle n'avait pas tardé à s'imposer à lui, intervenant dans l'élaboration des listes de gradés.

Il ne nous appartient pas de suivre ici les premières opérations de la *Légion*, déployée dans des missions de garde et de sûreté dans la région du Donetz. Fin décembre, elle devra renvoyer en Belgique six officiers -dont le *Kommandeur* Jacobs- et 50 hommes inaptes.

Après son éviction, Rouleau était rentré en Belgique où il fut employé dans les services de sécurité. On le retrouva ensuite, vêtu d'un rutilant uniforme, plastronnant à Paris à l'*Ersatzkommando der Waffen-SS Frankreich*. Il aurait accompli une mission secrète en Tunisie pour en rapatrier des stocks d'or. En juin 1944, il fut promu *Obersturmführer-SS* et affecté à la division de cavalerie *Florian Geyer* commandée par Fegelein, le «beau-frère» de Hitler. La débâcle allemande le trouva rôdant près de la frontière suisse. Il réussira à la franchir et prendra tranquillement le vol régulier pour l'Espagne. Il jouira d'une excellente situation à Madrid où il mourra, octogénaire, le 31 juillet 1984. Léon Degrelle, on le sait, coulera lui aussi des jours heureux en Espagne. Les 1.337 légionnaires qui dorment à jamais dans la steppe russe ou sur les bords de l'Oder pour avoir cru à leurs promesses n'eurent pas cette chance...

Les Wallons dirigeables

Par Alain COLIGNON

Le mouvement wallon que l'avant-guerre avait connu était loin de présenter la consistance de son vis-à-vis flamand, porté par une vague de ressentiment dirigé contre l'Etat belge. Au fil des années vingt et trente, au fil des déceptions successives -flamandisation de l'Université de Gand (1923-1930), affaire Borms (1928), amnistie (1937), affaire Martens (1939)-, beaucoup de francophones avaient perdu leurs illusions unionistes et avaient évolué, faute de mieux, vers un fédéralisme de raison. Mais le mouvement wallon, divisé en moultes chapelles, plongeait encore ses racines dans une opinion habituée à raisonner en fonction d'une Belgique qui, si elle n'était plus celle de 1830, demeurait celle de la victoire de 1918 et du roi Albert. Peuplé de notables et de petits-bourgeois appartenant en général à la gauche (libéraux radicaux, socialistes et quelques très rares démocrates-chrétiens), il s'était montré incapable de structurer l'obscur sentiment de malaise qui étreignait nombre des citoyens face à l'émergence de la Flandre, face à l'usure du tissu industriel wallon, face aux périls extérieurs.

Quelques-uns, minorité de la minorité, allaient aux ultimes conséquences d'une évolution qu'ils estimaient inéluctable et avaient fait leur deuil de la nation belge. Ils s'étaient ralliés, de façon parfois brouillonne, à la nation française. Ce faisant, ils exprimaient de manière outrancière, à la limite du folklore, un sentiment très répandu dans le mouvement wallon: les souvenirs des combats communs de la Grande Guerre, l'identité de langue, l'admiration pour «les immortels principes de 89» incarnés dans la IIIe République les faisaient baigner dans une francophilie confinante souvent à la francolâtrie débridée. A côté de la douce France démocratique et parlementaire, l'Allemagne nazifiée faisait très mauvaise figure; porteuse de lourds orages, on la soupçonnait de connivence avec le flamingantisme, on la tenait pour l'épée et la torche du germanisme, cet ennemi mortel de la culture romane.

OÙ WALLONS-NOUS? Comme toutes les autres associations politiques de Belgique, les cercles wallonisants, wallingants ou irrédentistes s'émiettèrent et s'égaillèrent dans la nature en mai 1940. La plupart des militants s'enfermèrent dans un silence volontaire, quelques-uns s'engagèrent plus ou moins rapidement, et selon leurs moyens, dans la voie de la résistance. Grand fut leur étonnement lorsque, dans les premiers mois de 1941, ils apprirent que des hommes se revendiquant de l'action wallonne avaient reçu de l'occupant l'autorisation ou la tolérance de se manifester. Mieux, certains services de la *Militärverwaltung*, ou des services parallèles et concurrents, semblaient leur témoigner un certain intérêt.

Ils avaient de bonnes raisons pour cela. La guerre, et l'occupation, se prolongeant avec l'abandon d'un débarquement en Grande-Bretagne, ils souhaitaient s'assurer d'une certaine base politique collaborationniste dans une Wallonie jusqu'alors passablement défavorisée par rapport à la partie flamande du pays. Certes, il y avait Rex. Mais Rex, au printemps 1941, semblait avoir déjà atteint les limites de ses possibilités de recrutement en Belgique francophone.

L'administration de Reeder n'accordait pas grand crédit au «Chef». Elle s'en méfiait même. Degrelle ambitionnait de devenir le premier, le seul responsable politique dans l'espace belge, ce qui contrariait fort la *Militärverwaltung* bien décidée à jouer la vieille carte d'une *Flamenpolitik* limitée, dans laquelle le V.N.V. était le favori.

Certes, Degrelle avait poussé de vibrants *Heil Hitler!* dans sa presse et au meeting de Liège de janvier 1941. Certes, il avait signé le 10 mai 1941 un accord léonin avec Staf De Clercq. Mais l'occupant resterait froid longtemps encore devant ces manoeuvres et avances répétées, le soupçonnant de n'attendre que l'instant favorable pour croquer tout le lapin Belgique, rebaptisé en carpe Bourgogne pour la circonstance, lapin braconné de surcroît sur les giboyeux tirés du courant flamingant.

Face à ce rexisme peu fiable, handicapé par son passé «belgiciste» et dont le ralliement à la collaboration semble une manoeuvre spéculative, il peut être opportun de constituer des mouvements à base ethnique. Pures créations de l'un ou l'autre des services allemands concurrents, ces mouvements ne vaudront jamais que ce que voudront leurs protecteurs et créateurs occultes. Dépourvus de toute marge de manoeuvre, moulés d'emblée dans les canons d'un national-socialisme parfois accommodé aux couleurs locales, ces mouvements pourraient, si Degrelle bronchait ou était trop discrédité, former le noyau d'un nouveau «parti

unique» en Wallonie. Leur simple existence ne pouvait qu'inciter Rex à «marcher droit», puisqu'il savait qu'il ne manquait pas de candidats à sa succession. Ce calcul n'était pas mauvais, les nazis l'appliquant un peu partout: en Flandre avec la *De Vlag* pangermaniste comme machine de guerre contre le V.N.V. pannéerlandais, en France, avec les «ultras» de Paris comme moyen de pression sur les «tièdes» de Vichy; en Roumanie, Hongrie et autres «alliés» du *Reich* où un parti nazi autochtone servait d'épée de Damoclès suspendue sur la tête des gouvernements tentés de renverser les alliances...

Qui trouvait-on parmi ces groupements de collaboration «wallons»? Des rexistes brouillés avec la hiérarchie de leur parti pour des questions de personnes, ou parce qu'ils lui reprochaient d'être resté trop «tricolore» dans une Europe qui allait être germanique. Des socialistes jadis disciples d'Henri De Man, mais qui avaient dépassé le «Père du Plan», et qui, séduits par les réalisations sociales du *IIIe Reich*, voyaient dans le nazisme un parti frère capable de réaliser les grands desseins -l'Europe Unie, la justice sociale, la paix- que la sociale-démocratie avait été incapable d'accomplir. Comme tous les convertis, on les verra brûler ce qu'ils avaient adoré et pratiquer une folle surenchère, par compensation.

Mais, surtout, des opportunistes myopes flairant la bonne affaire à court terme, des déclassés et des frustrés fascinés par le «style» totalitaire ou, plus prosaïquement, recrutés à la gamelle, des illuminés et des traîne-savates qui se retrouveront dans ces mouvements parce qu'ils n'avaient pu faire leur «trou» ailleurs, des zélotes d'une minuscule extrême droite raciste, augmentés de marginaux de tout acabit. Peu, très peu d'anciens militants wallingants, qui appartenaient à un univers mental où jouaient d'autres réflexes. Après la guerre, les wallingants authentiques se montreront très durs pour ces «enfants perdus». Le chroniqueur de l'hyperfrancophile *Gaulois* n'hésitera pas à écrire en octobre 1944:

«Il est une chose à la fois remarquable et consolante, c'est que des individus qui, sous l'occupation, ont collaboré avec l'ennemi en se prévalant de leur qualité de Wallons, il n'en est pas un qui ait un nom dans notre mouvement d'avant-guerre. Ce sont d'illustres inconnus qui ignoraient tout de nos revendications... De convictions, point. Ils eussent tout aussi bien prôné le rattachement de la Wallonie au Kamchatka ou à la Terre de Feu si on les avait payés pour cette entreprise...».

Enfin, on peut se demander pourquoi, face à un marché potentiel aussi maigre, on vit alors s'ouvrir tant de boutiques s'efforçant de faire chanter le Coq Hardy sur le fumier de l'Ordre Nouveau. On y retrouvait les résultats des luttes d'influence au sein du *Reich*, où le *Führerprinzip* avait abouti à une tyrannie modulée par l'anarchie des services. Au sommet, Hitler définissait une ligne de conduite générale, tandis que les exécutants, sur le terrain, se cramponnaient, pour réaliser ces buts, à leur relative autonomie. Et comme les compétences de ces divers organismes n'étaient pas toujours clairement définies, il s'ensuivait des luttes sournoises. Chaque service essayait de se constituer une «clientèle» autochtone, pour augmenter sa part d'influence, donc d'efficacité. Ainsi le S.D. chercha -et trouva d'ailleurs- des indicateurs, ainsi la *Propaganda-Staffel* eut recours à des agents recrutés sur place afin de mieux appréhender la psychologie et l'opinion des populations locales. Plus tard, à l'heure des grands revers, la SS s'activera pour pouvoir dénicher du nouveau «matériel humain».

DEUX MAIGRES COQUELETS. En novembre 1940-janvier 1941, on n'en était évidemment pas là. L'occupant en était encore à procéder par tâtonnements à propos des ruisselets qui sourdaient entre les digues de sa prudente politique: soutenir le nationalisme flamand, aucune faveur aux Wallons et flou volontaire quant à l'avenir de l'Etat belge. Faute de connaître suffisamment l'état décrépit ou la faible représentativité de certains groupements wallonisants, il laissa deux d'entre eux reprendre leur activité sans trop savoir ce qu'ils étaient ou voulaient.

Le premier, pompeusement baptisé *Comité National Wallon*, semblait proche de la *Ligue Wallonne du Brabant* par l'origine de ses promoteurs. A sa tête figurait le vibrionnant Hubert Colleye, de son vrai nom De Weerd, un homme plus riche d'idées que de ressources financières, grand propagateur de l'idée fédéraliste et qui cachait mal un irrédentisme pro-français. Ancien rédacteur en chef de *La Réforme* et de *Midi*, animateur du *Réveil Wallon*, Colleye-De Weerd, tenu pour un original par ses coreligionnaires, avait flirté avec le *Verdinaso* de Van Severen, puis avec le V.N.V. pour provoquer une séparation administrative radicale entre la Flandre et la Wallonie. Cela l'avait marginalisé et il passait en 1939 pour un *has been* du mouvement wallon. La défaite de mai 40 le laissa un temps sans voix, mais son imagination fertile ne tarda pas à se remettre en marche. Dès l'automne, il rencontra dans la capitale une

vieille connaissance, Lucien Marchal. Ecrivain, journaliste, pseudo-historien et, accessoirement aventurier, Marchal dirigeait depuis 1934 le bureau bruxellois de la *Gazette de Charleroi*. Tôt rentré de l'exode, il avait réussi à se recaser dans une édition locale de la *Gazette, La Province de Namur*, jadis tribune de François Bovesse et à présent transformée en organe censuré. Le tandem trouva un troisième compère, le terne Emile Cambier, ancien secrétaire de Jules Destrée, et ils décidèrent de mettre sur pied un comité de défense des intérêts de la Wallonie. Ce comité aurait trouvé sa légitimité et sa représentativité en se faisant soutenir par les conseils communaux du sud du pays, seuls organismes démocratiquement élus encore en place. Seraient d'abord sollicités les édiles qui avaient jadis témoigné leur sympathie pour le «pèlerinage wallon de Waterloo», la «grand-messe» francophile d'avant-guerre.

Cela, les subordonnés de la *M.V.* l'ignoraient. Il se contentèrent du ton vaguement Ordre Nouveau d'une brochure émise par le C.N.W. en décembre 1940, et, admiratifs, tolérèrent son existence d'autant plus que Colleye prétendait compter derrière lui 600.000 Wallons conscients et organisés. Or, le trio dirigeant était le seul effectif du C.N.W. et pour arriver au chiffre mirifique de 600.000 membres et impressionner la *Militärverwaltung*, ils avaient tout bonnement additionné la population des communes ayant jadis soutenu le pèlerinage à Waterloo!

En mars 1941 cependant, le *Comité National Wallon* apparut sur la place publique, salué par des articles flatteurs dans la *Gazette de Charleroi* et la *Province de Namur*. Lucien Marchal les avait rédigés: on n'est jamais si bien servi que par soi-même. Le 14 mai, le C.N.W. passait à l'offensive de séduction en adressant une circulaire à tous les bourgmestres et secrétaires communaux de Wallonie. Une pétition, à la date laissée en blanc, permettrait de donner l'appui des collègues à l'*Appel aux Wallons* du C.N.W. et à son action pour «poursuivre énergiquement, dans le cadre des lois belges, la défense des intérêts wallons par la création d'un organisme représentatif de la Wallonie». Une lettre d'accompagnement expliquait l'initiative par «les risques de colonisation» à la suite de l'accord Rex-V.N.V. du 10 mai 1941, accord qui laissait au V.N.V. l'encadrement éventuel des habitants d'origine flamande en Wallonie.

Comme, du côté rexiste, l'accord faisait du mouvement de Degrelle le parti unique en Wallonie et qu'on s'imaginait avoir ainsi déjoué les manoeuvres du V.N.V. et celles de partis concurrents wallons, l'initiative de Colleye fut sévèrement jugée. Le 30 avril déjà José Streeel avait dénoncé dans le *Pays Réel* «des gens qui sont ou bien tarés ou bien des brouillons et dont, de toute façon, l'apport constructif ne serait que nul ou même nuisible». Le 14 juin 1941, la plume étincelante de Streeel fustigea Colleye et Marchal, «politiciens et aventuriers».

Une bonne trentaine de motions de soutien, dont celle de Dinant, avaient été obtenues lorsque les agents du S.D. firent, par une triste journée de juin 1941, leur apparition au siège du C.N.W., rue Fossé-aux-Loups, à Bruxelles. Un des informateurs de la *Propaganda-Abteilung* de Liège, Antoine Leclercq, avait dénoncé Colleye comme francophile, démocrate, soucieux de son profit personnel, n'ayant rien compris à l'Ordre Nouveau, etc. C'est le coeur léger que Leclercq dressait son acte d'accusation. Lui-même dirigeait le *Mouvement National Populaire Wallon* et joignait l'utile -servir ses maîtres allemands- à l'agréable: tordre le cou à un concurrent potentiel. Son rapport fût-il déterminant? Toujours est-il qu'en août 1941 Marchal et Colleye s'en allèrent effectuer un petit séjour dans les cellules de Saint-Gilles. Libérés après quelques mois, ils furent énergiquement priés par l'occupant de cesser toute activité. Rideau sur le C.N.W. ... qui ne survécut que dans les rapports des services britanniques, eux-mêmes informés par des militants wallons, qui décrivaient Colleye comme un *blackmailing journalist* qui aurait déjà eu une attitude trouble en 1914-1918. Quant à Lucien Marchal, il publiera en 1946 un virulent pamphlet antibelgiciste et antiléopoldiste baptisé, ô ironie, *La mauvaise carte!*

Le C.N.W. défunt laissait subsister une organisation soeur, non autorisée officiellement mais tolérée par l'occupant: le *Mouvement Nationaliste Wallon* de Juste Wasterlain. Il s'agissait en fait d'une seconde mouture du *Parti Nationaliste Wallon-Parti Français de Belgique* qui s'était beaucoup agité à La Louvière et à Houdeng pendant la «drôle de guerre», bataillant ferme contre la neutralité, pour la France, ce qui avait valu à ses publications les foudres du gouvernement belge. En ces premiers mois d'occupation, les animateurs n'avaient pas changé.

L'assureur Wasterlain (doté d'un casier judiciaire pour ivresse sur la voie publique et injures à agents) avait toujours pour adjoint le pharmacien Jules Bonge, inventeur et détenteur exclusif du «savon pédophile» (sic). Les deux compères avaient rapidement repeint leur squelettique mouvement -26 membres!- d'un badigeon autoritaire conforme à l'air du temps: les quelques

adolescents enrôlés dans la *Légion Scoute Wallonne* arboraient des chemises bleues et cravates jaunes sur les indispensables culottes de cheval et bottes noires et faisaient le salut romain. Dans le premier numéro de son *Bulletin d'Information*, Bonge affirmait très sérieusement que l'«on pourrait à la rigueur considérer que la vraie Belgique, habitée par des Belges (mot provenant de Welch), ce serait ce territoire situé au nord de la Gaule et formant ce dernier bastion ayant toujours résisté à la pénétration en masse des peuples voisins germaniques». Ce n'était pas très habile alors que les derniers arrivés de ces voisins envahissants faisaient à présent la loi. Juste Wasterlain se mit à exiger l'indépendance de la Wallonie, augmentée de plusieurs départements français, et, en même temps, prôner l'autonomie wallonne au sein d'une France décentralisée. Car il s'était lié avec un groupuscule fasciste parisien, le *Parti Français National-Collectiviste* (jadis *National-Communiste* car on n'est jamais assez extrémiste) du pittoresque Pierre Clémenti.

En octobre 1941, estimant que la plaisanterie avait assez duré, la *Kommandantur* de Mons ordonna à Bonge de mettre un terme à l'existence du M.N.W. L'apothicaire de choc n'en fut point trop marri. Des rexistes avaient brisé la vitrine de son local et «le groupe ne marchait pas et ne m'occasionnait que des ennuis, même au point de vue de mon commerce». Arrêtés à la Libération, Bonge et Juste Wasterlain bénéficièrent assez rapidement d'un non-lieu, l'enquête faite dans leur commune ayant abouti à l'évidente conclusion qu'il s'agissait d'«illuminés criteurs» (sic) inoffensifs.

LECLERCQ DE LA LUNE. Le naufrage de ces wallingants d'avant-guerre égarés dans un jeu qui n'était pas le leur combla d'aise un individu moins folklorique, mais plus sinistre: Antoine Leclercq, chef du *Mouvement National Populaire Wallon*. Né en 1904, docteur en philosophie et lettres, cet ancien échevin catholique de Herstal était entré sur le tard au parti rexiste. Au début de l'occupation, il devint successivement chef de Rex-Liège, puis de Rex-Wallonie. Il ne tarda pas à jouer à fond la carte allemande, donnant au rexisme liégeois une allure bien particulière, et à s'opposer en même temps à Fernand Rouleau, le n° 2 du parti. En février 1941, son ambition et sa précipitation lui avaient valu d'être rétrogradé au rang de chef de la province de Liège. Il joua alors au contestataire et fut exclu le 4 avril 1941 pour germanophilie galopante «sans essayer de sauver quelque chose du caractère belge» et pour complot visant à supplanter Degrelle. Cependant, comme on craignait de le voir entraîner trop de rexistes dans la dissidence, on attendit qu'il démissionne «spontanément» le 26 avril. Quelques jours plus tard, le 1er mai, Leclercq se présentait à la *Propaganda-Abteilung* de Liège avec le manuscrit de sa brochure *Wallons, réveillez-vous*. Il y expliquait longuement que la défaite provenait du défunt régime parlementaire, que le gouvernement Pierlot trahissait le pays et que le *IIIe Reich* avait été contraint de nous envahir pour se protéger des Franco-Britanniques. La victoire allemande était due au national-socialisme qui avait donné «une conscience nationale, le goût du travail, l'esprit de famille, le sens de l'épargne, le culte de la discipline et de l'ordre, l'oubli de soi...». Devant tant de vertus, Leclercq ne pouvait que prôner une collaboration intégrale avec le *Reich*. Dans son optique, la Belgique dotée d'un régime autoritaire et corporatiste, dirigé par une *élite* politique, devrait s'intégrer dans une fédération européenne sous la houlette allemande. Tout serait réglé par la formule «la Flandre aux Flamands, *Li Walonèye & Walons*» mais seraient exclus du nouveau paradis les francs-maçons et les *youpins*, auxquels Leclercq vouait une haine particulière.

Non seulement la *P.A.* accueillit fort bien ces divagations, mais encore fit-elle tirer la brochure à 10.000 exemplaires, à ses frais. En juillet 1941, l'*élite* (bourgmestres, curés et médecins) recevra la bonne parole, de même que les ouvriers à la sortie des usines. Parallèlement, le 4 juin, la *PA.* donne le feu vert à la création du *Mouvement National Populaire Wallon* dont le «chef» promettait de débarrasser la Wallonie des nombreux «chancres» qui la rongeaient: les communistes, les députés, les judéo-maçons et les capitalistes. Bon prince, il s'abstenait de remettre en cause le droit de propriété.

Installé dans un café de la rue Féronstrée, le M.N.P.W. se mit en quête de militants, mais le public boudait et Rex s'ingéniait à lui mettre des bâtons dans les roues. Le «chef» s'agitait dans le vide, de même que ses adjoints: Auguste Defraigne, ancien chef des *Formations de Combat* rexistes de l'arrondissement de Liège, l'industriel François Doutreloux et le secrétaire général du mouvement, le journaliste Raymond Colin, ex-chroniqueur sportif du quotidien socialiste *La Wallonie*. Seuls ralliements notables, un ex-bourgmestre socialiste de Bressoux et celui, d'Ordre Nouveau, d'Esneux. Au début, on ne se pressa pas au portillon: 54 membres fin juillet 1941. Le premier meeting public, organisé le 27 septembre 1941 sous la protection d'un

service d'ordre allemand, connaîtra un *flop* magistral en dépit d'une abondante distribution de tracts: à peine 120 auditeurs, remplissant le tiers de la salle...

Après cette contre-performance, Leclercq se contenta de remuer divers projets. Il essaya d'éditer une collection d'opuscules de propagande, bravement intitulée *Vers l'Avenir*, destinés à porter le message collaborationniste dans les plus lointains corons. Après quelques numéros, elle s'effondra, faute de lecteurs. On le vit ensuite constituer l'A.S.B.L. *Solidarité Populaire* qui aurait dû à la fois secourir les miséreux et combattre le marché noir. Elle n'exista vraiment que sur le papier. Demeura aussi lettre morte l'*Amicale des Familles de Travailleurs en Allemagne*, formée en février 1942 pour soutenir «moralement et socialement» les ouvriers volontaires pour l'outre-Rhin.

Durant ce même mois de février, Leclercq eut l'idée de faire fusionner, si possible sous son commandement, tous les organismes d'Ordre Nouveau de Wallonie. Le *Comité de Coordination* réunissant les représentants des groupes et sous-groupuscules tourna vite au dialogue de sourds: Rex, qui se sentait en position de force, refusa de prendre le moindre engagement et rejeta les avances de son ancien dirigeant exclu. Ne pouvant devenir l'épine dorsale d'un nouveau parti unique wallon, le M.N.P.W. rabattit ses prétentions et se contenta de conclure en avril 1942 un accord avec la minuscule section francophone de la ligue antisémite *Volksverwerfung/Défense du Peuple* de l'avocat anversois René Lambrichts. Bastion de l'antisémitisme en Flandre, collaborateur privilégié des services de police allemands, le mouvement de Lambrichts avait essaimé à Bruxelles, à Charleroi et à Liège, là où existaient des colonies juives, et éditait la feuille *L'Ami du Peuple* depuis février 1941.

Les «nationaux populaires wallons» de Leclercq s'associèrent d'un coeur léger aux délires racistes du *Volksbewegung* «pour la Défense de la Race et du Sol» dont la feuille francophone venait (10 janvier 1942) de proférer des énormités du genre: «la résistance passive de Gandhi, qui arrange si bien les Anglais, lui est inspirée par sa secrétaire juive». Le seul résultat de la fusion, «un pas vers le mouvement unique en Wallonie» (sic) fut l'adjonction d'une référence au M.N.P.W. dans le titre de *L'Ami du Peuple*. Rex avait réagi violemment en interdisant à ses membres la double appartenance *Rex-Défense du Peuple* et en se chargeant lui-même de la propagande antisémite pour qu'elle ne puisse servir au «mutin Leclercq».

Le mariage dura peu. En novembre 1942, Leclercq saborda volontairement ce qui restait du M.N.P.W. pour passer avec ses derniers fidèles à la gérance de la *Maison Wallonne* de Liège. Depuis plusieurs mois, ses membres ne servaient plus qu'à la diffusion des brochures de la *Propaganda-Abteilung*, dont l'effarant *L'Avenir de la Belgique*, recueil de photos de Hitler dans les poses et les activités les plus variées. En dépit des 37.000 francs de subsides mensuels fournis par l'occupant, Leclercq n'était jamais parvenu à donner un semblant de vie à son mouvement. Au mieux de sa forme (fin 1941?), celui-ci n'aligna que quelques centaines de cotisants -entre 580 et 800, dont 136 femmes- et le «Chef de la Jeunesse M.N.P.W.» resta sans effectif à commander.

Lorsqu'à la fin de l'automne 1943, la *Maison Wallonne* de Liège glissa dans le giron des rexistes, Antoine Leclercq chuta dans la collaboration policière. Ainsi s'acheva la carrière politique de celui que ses bailleurs de fonds de la *Kommandantur* avaient fini par surnommer «le lécheur de bottes».

A.G.R.A. ...GA. Si les deniers de la *Propaganda-Abteilung* avaient artificiellement maintenu en vie le M.N.P.W., ce furent des fonds SS, plus précisément ceux du *Sicherheitsdienst* de Liège qui permirent la création le 13 mars 1941 des *Amis du Grand Reich Allemand*, en abrégé A.G.R.A., par des dissidents rexistes désireux d'épouser totalement la cause national-socialiste sans pour autant rejoindre Leclercq dans sa dissidence. Ce mois de mars 1941 correspond d'ailleurs à une profonde crise interne du rexisme, ébranlé d'une part par le *Heil Hitler* de Degrelle et des démissions en cascade, et de l'autre, par le peu de succès rencontré auprès des autorités d'occupation.

Quelques comparses sans grande envergure se groupèrent derrière Fons De Boungne, un comptable de la F.N. de Herstal né à Malines et portant l'uniforme de la *Zwarte Brigade*, et le Malmedien Corneille Dombret. Ce dernier récupéra la nationalité allemande et fonda à Liège une section du N.S.D.A.P. d'outre-Rhin tandis que De Boungne créait une branche locale de *De Vlag!* On comprend que le S.D. ait préféré d'authentiques «Wallons» et avec l'appui du SS-*Hauptsturmführer* Reese, le pouvoir passa à Julien Velut, ex-rexiste «partisan convaincu du

germanisme». Il se disait professeur à l'Université de Liège alors qu'il n'était qu'inspecteur cantonal de l'enseignement primaire. Il sera à son tour éjecté de la direction quelques mois plus tard et remplacé à partir de janvier 1942 par le représentant de commerce Georges Scaillet puis par le commerçant Jean Gérirts (1943). Ces deux hommes s'entendaient assez bien, et, chose rare dans les milieux de la collaboration, surent se partager le pouvoir. Quand Scaillet, employé par *L'Air Liquide*, voulut se consacrer tout entier à la rédaction et à l'administration de *Notre Combat*, l'organe du mouvement, l'«adjoint du Chef» Gérirts assura l'intérim sans trop de friction. On connaissait ce dernier pour avoir avant-guerre servi d'agent électoral aux députés P.O.B. Truffaut et Troclet. Rien d'étonnant à ce qu'on ait trouvé dans l'entourage du tandem des personnages marqués *in illo tempore* à gauche: Joseph Spilette et Mariani du *Journal de Charleroi*, l'architecte Yvon Falize qui deviendra échevin du Grand-Liège, l'effervescent national-socialiste Martin Gaillard aux liens troubles avec divers services policiers allemands, et bien d'autres. Gaillard avait même essayé de recruter le tribun Walter Dauge, qui déclina l'invitation.

Emanation d'un service relevant de l'Ordre Noir, l'A.G.R.A. ne devait rien à la *Militärverwaltung* qui n'avait même pas été informée de sa naissance. En représailles, on lui interdira dans un premier temps de fonctionner en dehors de la région liégeoise. Quand enfin on l'autorisera à opérer sur l'ensemble du territoire wallon, ce sera sous le label *mouvement de culture politique*. En effet, la *M.V.* avait sourcillé devant le sous-titre *mouvement national-socialiste wallon* et elle en interdira formellement l'emploi fin décembre 1941. La mauvaise humeur s'était déjà manifestée quand le 20 octobre 1941, le journal *La Province de Namur*, où écrivait Gaillard, avait pompeusement annoncé la naissance du *Parti National-Socialiste Wallon* sous la houlette de Julien Velut. Quelques jours plus tard, le 25 octobre, la *Gazette de Charleroi* devait publier un entrefilet embarrassé: la création, faite sans connaissance ou approbation de la *M.V.*, était purement et simplement interdite. Il ne fallait pas contrarier trop ouvertement le parti rexiste, qui depuis son accord avec le *V.N.V.*, avait cru obtenir le monopole de l'action politique pour les régions francophones. Grande naïveté. L'A.G.R.A. se heurta très vite à Rex, jugé trop «bourgeois», trop «belgicain», sentant que s'il parvenait à supplanter le mouvement rexiste en nombre d'adhérents et en soutiens utiles au *Reich*, son statut pourrait être révisé pour lui permettre de devenir la seule formation d'Ordre Nouveau en Wallonie. Subventionnés par l'*Ausland-Organisation* du *N.S.D.A.P.*, les «Amis» affichèrent de façon claire leurs intentions dans un programme en vingt-deux points.

Il commençait par affirmer que la Belgique d'avant le 10 mai 1940 constituait une erreur historique et que, pour régler une fois pour toutes le contentieux wallon-flamand, il fallait reconnaître l'appartenance de Bruxelles à la communauté flamande, sans préciser toutefois ce qu'il adviendrait des francophones de la capitale. La citoyenneté serait liée au sang, un Juif ne pouvant devenir citoyen wallon et l'immigration d'éléments non apparentés «à la race» se voyant interdite. Adoptant un ton socialisant, l'A.G.R.A. exigeait le droit au travail, la mise du capital au service de la «communauté populaire». Le capitalisme devait être éliminé par le contrôle de la spéculation boursière, la confiscation des bénéfices de guerre, la réglementation des trusts et le contrôle des grandes entreprises. Le droit romain, «empreint de matérialisme individualiste», serait remplacé par un nouveau droit communautaire «adapté aux exigences de notre race». Les nazis wallons ne se montraient pas tendres pour leurs adversaires: suppression des sociétés secrètes, «franc-maçonnerie en tête» tandis que fraudeurs, mercantis et «exploiteurs du peuple, etc.» -terme élastique- seraient voués au peloton d'exécution. La liberté des cultes concédée ne l'était que si leur doctrine ne nuisait pas «à la morale et aux mœurs de la race nordique», tandis que l'instruction publique aurait pour but de modeler l'enfant «selon la conception de l'Etat».

Afin de réaliser ce beau projet de société, les responsables de l'A.G.R.A. en appelaient à un «Etat autoritaire» et à l'emploi «de tous les moyens naturels propices à l'application des lois», ce qui promettait bien du plaisir aux futurs citoyens de l'Etat Raciste Wallon! Au cas où les simples membres n'auraient pas compris, l'*Instruction pour les Militants* faisait ouvertement l'apologie de la violence: «le coeur de la masse n'est touché que par ce qui est entier et fort, elle préfère le fort au faible et se sent plus rassurée par une doctrine qui ne tolère aucune compromission que par une large tolérance».

Ainsi conçu, l'A.G.R.A. se mit à fonctionner comme un parti totalitaire, avec une structure pyramidale calquée sur celle du *N.S.D.A.P.*: cercles, groupes, blocs et cellules de base. On ne le criait pas sur tous les toits mais chaque mois les chefs de cercle étaient priés de faire rapport au *S.D.* local: il avait tenu l'association sur les fonts baptismaux et tenait à être remboursé de ses peines. Au sommet trônait le Chef, assisté d'un *Conseil de Direction*, qui devait veiller à le

remplacer en cas de démission ou de décès. Le Chef avait pour tâche d'assurer le fonctionnement d'une série de «Départements». Celui des *Relations Extérieures* maintenait le contact avec les services allemands et les partis frères. Le *Département des Renseignements Politiques* est en prise directe sur les officines policières allemandes, celui de la *Presse et Propagande* sur les P.A. locales. Le *Service de Protection*, dirigé par Willy Cremer, un exclu de la *Légion Nationale*, ne rassemble que 140 militants en uniforme bleu-noir et chemise kaki. Les *Jeunesses Masculines* de l'A.G.R.A. dépendaient de Joseph Archambeau, ancien président fédéral de la *Jeunesse Estudiantine Catholique* de Charleroi. Il demandait aux quelques dizaines d'adolescents sous ses ordres de «savoir raconter la vie d'Adolf Hitler et connaître quelques-unes de ses oeuvres les plus importantes», ce qui leur permettait d'être envoyés en vacances en Allemagne via le *K.L.V.* mais ne favorisait guère le recrutement qui stagna. Ces jeunes devaient aussi «savoir parler de la Wallonie et de son pays natal» mais le *Tchant des Walons* était proscrit parce que considéré comme «oeuvre d'un Juif» (sic).

A partir de septembre 1942, l'A.G.R.A. ajouta à son intitulé celui de *Mouvement Socialiste Wallon*. Le mois suivant, le bi-mensuel, puis hebdomadaire *Notre Combat* sera sa tribune officielle. On y mettait l'accent sur l'aspect social du nazisme, en multipliant les appels du pied au monde ouvrier, avec quelques flatteries à la paysannerie et aux classes moyennes. Les coups de griffe étaient réservés aux adversaires habituels du national-socialisme: les bourgeois anglophiles, les francs-maçons, le haut clergé (l'A.G.R.A. ne répugnant nullement au néo-paganisme) et surtout «à celui qui corrompt toute race: le Juif» (*Notre Combat*, 15-XII-1942).

En dépit de son zèle et de son ton violent, *Notre Combat* ne pouvait survivre qu'avec le soutien financier de l'occupant. En septembre 1943, il tirait à 7.800 exemplaires... mais ne possédait que 169 abonnés. Les 2.680 numéros proposés en vente libre «bouillonnaient» à 80%. Cependant, les thèmes de propagande du mouvement étaient relayés par le *Journal de Charleroi* et, dans une moindre mesure, par la *Gazette de Charleroi*, dont la rédaction était truffée de cadres de l'A.G.R.A. Ces deux quotidiens régionaux firent en son nom une vigoureuse campagne de recrutement pour l'*Organisation Todt* et les formations motorisées auxiliaires du N.S.K.K. En janvier 1943, Gérits se flattera d'avoir recruté 1.850 hommes pour l'O.T. et 2.000 pour le N.S.K.K., arborant sur leur uniforme la «roue solaire rouge sur fond jaune» de l'A.G.R.A. En juillet 1942 déjà bien avant le coup de barre de Degrelle, des volontaires «de sang germanique» furent recrutés par l'A.G.R.A., au nombre d'une cinquantaine, et versés dans la division *Viking* de la *Waffen-SS*.

Né dans la Cité ardente, l'A.G.R.A. s'était finalement installé à Charleroi, où ses sections étaient les plus fournies et la presse à sa dévotion. Il avait d'autres sections à Bruxelles, Mons, Tournai, Namur, Braine-l'Alleud et dans les communes de la banlieue liégeoise. Aux environs de l'été 1942, le plein des membres était fait avec 2.500 environ, principalement d'origine ouvrière (près de 80%) ou militants. Moins d'un an plus tard, les membres de l'A.G.R.A. n'étaient plus que 1.500...

L'hémorragie avait d'abord été provoquée par divers scandales. Gérits fut tôt soupçonné de profiter de ses fonctions pour s'adonner aux joies du marché noir. Son beau-frère, qu'il avait introduit au N.S.K.K., s'était mis à utiliser les camions pour un trafic de victuailles avec les Territoires de l'Est. De son côté, Scaillet tripotait allègrement, empochant 25.000 francs du *Journal de Charleroi* et 10.000 de la *Gazette* pour des brochures qu'il ne produisit jamais. C'était incontestablement le progrès social pour quelqu'un qui ne gagnait que 2.500 francs par mois à l'époque de la démocratie ploutocratique et enjuivée... Enfin, le «chef» du Cercle de Namur ayant été arrêté pour «escroqueries et mauvaises moeurs», des dizaines de militants rallièrent les drapeaux de Rex.

Celui-ci contemplait évidemment sans déplaisir le marasme où s'enfonçait son rival. Après le fameux discours de Degrelle sur la germanité des Wallons (17 janvier 1943), et la décision du *Führer* de «soutenir Degrelle par tous les moyens», l'A.G.R.A. perdit sa fonction d'aiguillon et d'épée de Damoclès. *Notre Combat* en fut réduit à conseiller au Chef de Rex d'«orienter aussi son national-socialisme vers le socialisme populaire» et d'«opter définitivement pour la philosophie profonde, pour le matérialisme biologique qui sous-entend la Révolution en cours» (1er février 1943).

En fait, lâché par ses protecteurs allemands, l'A.G.R.A. s'éteignit peu à peu, faute de flamme... et de combustible. Les *Jeunesses* furent dissoutes le 26 avril 1943 pour favoriser le mouvement unique *Jeunesse Légionnaire* d'obédience rexiste. En juillet, la *N.S.K.K.-Wallonie*

passa également sous le contrôle exclusif des rexistes. Signe des temps, le *Heil Hitler!* a été remplacé par un nouveau slogan *Wallonie au Perron!* En août 1944, l'A.G.R.A. ne réunit plus qu'une centaine d'irréductibles. A la Libération, ils seront... 21! Dans ce qui devait être l'ultime numéro de *Notre Combat* (3 septembre), Scaillet faisait l'aveu de l'échec:

«Quatre ans d'efforts n'ont pu vaincre entièrement l'envoûtement dans lequel s'est complu notre peuple... Mais cet Ordre Nouveau, la grande masse ne l'a pas voulu... Et les heures ont passé... Et les heures sont passées. Tout ce qui peut encore être dit ne saurait plus revêtir qu'une importance minime...».

Telle fut l'épithète des «socialistes wallons» de l'A.G.R.A. Comme son fragile concurrent M.N.P.W., il avait misé sur l'action politique pure, et il n'avait pas été suivi...

QUAND J'ENTENDS LE MOT CULTURE... Un troisième larron, baptisé *Communauté Culturelle Wallonne (C.C.W.)*, s'était décidé, après un temps de réflexion, pour «l'apolitisme». Dès le mois de janvier 1941, la *Propaganda-Abteilung* de Liège -encore elle!- s'était mise à sonder les milieux réputés «intellectuels» pour en regrouper les éléments germanophiles. Ce fut l'origine du «groupe Liège» composé d'éléments wallonisants soudain sensibles à «l'air du temps». Parallèlement, à Charleroi, le journaliste Joseph Spilette, le professeur d'Athénée René Simar et le sculpteur Georges Wasterlain s'unirent à quelques comparses dans des buts similaires. Admirateur passionné du *Reich*, Spilette aurait souhaité le titre de *Communauté Belgo-Allemande*, ce qui était un peu trop voyant et suscitait l'opposition des journalistes Poulet, Colin et De Becker. La *P.A.* avait bien envisagé d'en faire le pendant francophone de *De Vlag*, mais le climat psychologique de la Wallonie s'y prêtait peu et cela gênerait les expériences en cours en Flandre. Quelques diplomates et fonctionnaires allemands se firent énergiquement tancer, et l'on suggéra d'opérer en douceur: détacher la Wallonie de l'influence française, éveiller ensuite l'intérêt pour les réalisations d'outre-Rhin, finalement faire prendre conscience de la diversité des liens qui pouvaient l'attacher culturellement à l'empire germanique.

La *Communauté Culturelle Wallonne* était née, mais le faire-part ne sera diffusé qu'en avril 1941. Wasterlain, «un primaire génial» selon son biographe Marius des Essarts, reçut la présidence et Simar le secrétariat général... pour quelques jours. Le groupe de Charleroi et celui de Liège, composé surtout de journalistes du quotidien censuré *La Légia*, se regardaient en chiens de faï ence. Trouvant que la C.C.W. tardait à annoncer clairement la couleur, Spilette puis Simar claquèrent la porte... pour aller couver leur nouvel oeuf, l'A.G.R.A. A la fin d'avril déjà Wasterlain demeura maître à bord, avec un nouveau secrétaire général, Max Léonard qui ne tardera pas à être limogé à son tour.

L'organisation courait au déraillement lorsque, à l'invitation des Drs Petri et Kemp, l'écrivain Pierre Hubermont accepta d'en devenir le secrétaire général. Joseph Jumeau à l'état civil, Hubermont avait longtemps caboté dans les eaux de la gauche socialiste. Signataire en 1929 d'un *Manifeste de l'équipe belge des écrivains prolétariens de langue française*, il s'était fait connaître peu après par un bon roman aux connotations ouvriéristes *Treize hommes dans la mine*. Ses autres oeuvres (*Hardi, Montarchain!*, *Marie des Pauvres*, *L'Arbre creux*) lui avaient valu un succès d'estime de la part des critiques. Il avait aussi milité quelque peu dans les rangs autonomistes en collaborant au journal *La Patrie Wallonne* et en appuyant le manifeste de la *Ligue des Intellectuels Wallons*. A cette époque (1937), il pestait contre la dangereuse menace du flamingantisme pour «les droits de la Wallonie et ceux de la culture française en Belgique».

Influencé à la fois par Georges Sorel et par Henri De Man, Hubermont échoua au début de l'occupation à la page sociale du *Nouveau Journal*. Caractère entier, il se brouilla avec Paul Colin pour passer à la rédaction de la feuille censurée liégeoise *La Légia*. A partir d'octobre 1941, il devint le chef incontesté de la C.C.W., le sculpteur Wasterlain se cantonnant désormais dans son rôle de président d'honneur. Entre-temps, il avait dû épurer la section liégeoise de la *Communauté* pour cause de germanomanie intempestive et chasser de la maison Léon J. Simar et surtout le sieur Martin Gaillard, un des membres fondateurs pourtant. Passé à l'A.G.R.A. (qui l'expulsera à son tour en juin 1943), l'effervescent Gaillard se posait en intime d'Alfred Rosenberg... mais appartenait plus prosaïquement comme indicateur à la *G.F.P.*, au *SD* et à l'*Einsatzstab Rosenberg*. Son racisme exalté et ses intrigues avaient rebuté beaucoup de membres potentiels. Gaillard ne publiait-il pas des articles de cet acabit:

«... Sur l'espace belge vivent des aryens celto-germaniques dont la formule sanguine est: 41,8% de sang A (occident), 7,1% de sang B (asiatique), 3,2% de sang AB (métis) et 47,9% de sang 0 (universel). Malheureusement, en ce qui concerne la Wallonie seulement, le métissage est plus prononcé... Nous avons toléré trop de mariages avec des sujets polonais, italiens ou français asiatisés... Cessons les discours et passons immédiatement à la politique raciale. Nos jeunes SS ne sont pas de simples combattants de Russie. Ce sont les premiers types spécifiquement germains qui resteront dorénavant indemnes de tout métissage...» (*Journal de Tournai*, 5-6 sept. 1942).

Une fois éliminés ces éléments susceptibles de porter atteinte à l'image «wallonne» de la C.C.W., celle-ci put se structurer dans un calme relatif. Au Comité d'Honneur figuraient, entre autres, les gouverneurs -rexistes- de Liège et du Hainaut, l'écrivain Charles Bronne, le littérateur dialectal et ex-sénateur rexiste Joseph Mignolet, mais aussi le remuant abbé Norbert Wallez, ex-directeur du *XXe Siècle*, jadis nationaliste belge frénétique prônant l'annexion de la Rhénanie, à présent retiré à l'abbaye d'Aulne comme curé de la paroisse. La C.C.W. fit paraître ses statuts au *Moniteur* le 24 octobre 1942. Outre Hubermont, on trouvait parmi les dirigeants Arthur Bacq, échevin du Grand-Bruxelles, commissaire adjoint wallon aux grandes agglomérations, directeur de l'Office du Travail de Charleroi et président de la section locale de la C.C.W. Il lui revenait la mission de «taper» la M.V. afin de remplir la caisse, perpétuellement vide, de l'association et de suppléer le président. Le secrétaire général administratif Guillaume Samsoen de Gérard, professeur de musique, traducteur, secrétaire de la section wallonne de la *Société Européenne des Ecrivains* d'inspiration très Ordre Nouveau, époux d'une Allemande, se disait avoir été écoeuré par la débâcle de 1940... ce qui le conduisit à s'affilier aussi à l'A.G.R.A. René Tonus avait été avant-guerre rédacteur à *L'Express*, quotidien libéral de gauche qui pourfendait le fascisme et «mangeait du curé» à longueur de colonne. Il donna dans la surenchère dans les pages de *La Légia* et en s'affiliant à l'A.G.R.A.: cet ancien franc-maçon pensait avoir beaucoup à se faire «pardoner». Epinglons encore les noms d'Ernest Strack, bourgmestre de Mons, du journaliste Gaston Lebrun, directeur des Beaux-Arts de la ville de Charleroi, de Fernand Despretz, directeur des cours de langue... allemande et, avant son expulsion, du compositeur Léon J. Simar, qui fut créateur avec *Wallons, présents!* d'une marche pour l'Europe nouvelle...

Subdivisée en une dizaine de «Chambres» au niveau local, la C.C.W. s'activa pour (ré)-animer la «vie de l'esprit» dans le sens voulu par ses protecteurs. *La Légia*, dont Hubermont était le chef d'orchestre, s'empressa de répercuter de façon systématique ses moindres manifestations et activités. A l'aube de son existence, le 14 mai 1941, elle avait par exemple organisé au Palais des Beaux-Arts de Bruxelles un salon d'«Art Wallon». Les locaux avaient été aimablement réquisitionnés par l'autorité militaire. Des oeuvres d'artistes sympathisants partirent vers des expositions à Düsseldorf, Aix-la-Chapelle et Wuppertal. La C.C.W. fut présente à des vernissages 100% allemands, comme celui de l'exposition *Deutsche Grosse* à Bruxelles. Elle mit sur pied des représentations théâtrales, des concours de chant et d'accordéon, des concerts, des cours d'allemand, mais surtout elle s'attacha à répandre le «bon esprit» chez les intellectuels, groupés en une F.A.W.B.E.F. (*Fédération des Artistes Wallons et Belges d'Expression Française*), des «Chambres» style XVIIe siècle de musiciens, écrivains, architectes, etc. Les étudiants sont pris en main dans les *Jeunesses Estudiantines Wallonnes*, au sigle étrange J.E.W., qui fusionneront en juin 1942 avec l'*Association des Etudiants Wallons* (A.D.E.W.), elle-même produit de la fusion des A.G.W. (*Amitiés Culturelles Estudiantines Germano- Wallonnes*) et des G.E. (*Gildes Estudiantines*), toutes dotées de «chefs» à ne savoir qu'en faire et de rutilants uniformes.

Cette tâche d'*Aufklärung*, outre la quotidienne *Légia* et les différentes éditions locales du *Journal de Charleroi*, est confiée à l'hebdomadaire *Notre Terre Wallonne*, imprimé à partir du 2 août 1941 sur les presses de *La Légia*. D'interminables articles dissertent sur «l'identité wallonne», définie, heureux hasard, comme empreinte de substance germanique et non latine. Si, au départ, l'hebdomadaire ne remettait pas en cause l'existence de la Belgique, il revendiquera vers la fin de 1942, sous l'influence de Tonus, l'appartenance de notre région à un empire nordique basé «sur le peuple, la race et le sol» (*Notre Terre Wallonne*, 29 nov. 1942). Pour le reste, la feuille s'en prenait de façon peu originale aux Juifs, aux ploutocrates, au bolchevisme, et elle subsistera vaille que vaille jusqu'à la Libération, avec un tirage ne dépassant guère 1.000 exemplaires.

Avec *Chez Nous*, hebdomadaire destiné au Pays Noir, que l'on ambitionnait de ramener -avec le reste de la Wallonie, dans la patrie de Goethe «l'organisatrice, l'ordonnatrice, la purificatrice

de ce continent» (25 oct. 1941), la chute fut plus rapide: il ne vécut que du 9 août au 22 novembre 1941 et «défunct» faute de lecteurs. Finalement, dès l'automne 1941, le mensuel *Wallonie* sera le porte-parole officiel de la C.C.W. D'une facture assez luxueuse, il publiait divers articles d'ethnologie régionale, souvent accommodés de lourdes considérations géopolitiques, ne visant qu'à souligner les affinités entre les peuples wallon et allemand. La revue invoquait peu la Belgique: elle appartenait déjà au passé. Sans lui donner le coup de pied de l'âne, sans réclamer ouvertement l'annexion au *IIIe Reich*, Hubermont souhaitait dans ses éditoriaux voir les pays romans se fédérer avec celui-ci. Tiré à 2.000 exemplaires, le mensuel n'avait que 50 abonnés.

Wallonie se fait surtout l'écho des manifestations variées de la C.C.W. et surtout des *Journées Culturelles Wallonnes*, organisées à trois reprises: Liège 28-30 mars 1942, Charleroi 12-13 septembre 1942, Dinant 25-27 juin 1943. Elles se composaient, entre des concerts, expositions artistiques... et séances de marionnettes, d'une succession de discours et exposés qui, pour être variés, brodaient à l'envi sur le thème de la communauté de destin et d'esprit entre Wallonie et Germanie. Les anciens militants wallons boudaient ces assemblées. Sur les 65 intellectuels qui avaient participé au Congrès régionaliste de Charleroi en 1938, on n'en retrouva que deux -Hubermont lui-même et Gérard Delforge- dans ces journées culturelles nouvelle mouture. La participation de citoyens du *Reich*, de l'inévitable Dr Petri au Herr Professor Monsch et au Herr General Keim, ne contribuait évidemment pas à diminuer l'hostilité foncière des wallonisants orthodoxes. La conférence de clôture, le 30 mars 1942, de Norbert Wallez, «l'abbé funambule», sur «Les Dons et les Torts des Wallons», aurait «sidéré» les Allemands présents et aurait incité à un changement de politique à l'égard des Wallons. L'abbé Wallez promena immédiatement sa conférence à Charleroi, Namur, La Louvière et Bruxelles jusqu'à ce qu'une intervention de l'évêque de Tournai, Mgr Delmotte, le contraigne au silence en juin 1942. Le Congrès de Charleroi, avec environ 300 participants, fut le plus fréquenté, mais celui de Dinant fut le lieu de vifs incidents suscités par un nouveau concurrent, carrément annexionniste, le *Cercle Wallon*, qui voulait écarter Hubermont, jugé trop mou. La censure intervint de plus en plus pesamment et toute allusion au maintien du cadre étatique belge dut disparaître. La C.C.W., sur laquelle les collaborateurs «belgicistes» comme Robert Poulet et José Streeel avaient tiré à boulets rouges en 1941-1942, faisait en quelque sorte les frais de la nouvelle orientation de Degrelle, la «germanité des Wallons». Elle avait allumé un feu dont le Chef de Rex serait seul à retirer les marrons... L'appartenance de rexistes à la C.C.W., d'abord interdite, fut autorisée vers la mi-1942 et fut suivie d'un rapprochement qui confinait au noyautage systématique.

Cela n'aida guère la C.C.W. à prospérer. En juillet 1942, elle n'avait enregistré que 1.073 adhésions, y compris les élèves des cours de langue. Si l'on retranchait ces derniers, on obtenait un chiffre maximum de 490 membres cotisants. Puis ce fut le déclin. L'organisation de Pierre Hubermont, subventionnée par la M.V. et la P.A., se trouvait en butte aux suspicions de la SS, qui manoeuvra, en vain, pour évincer Hubermont aux *Journées Culturelles* de Dinant. Les agents de la SS en vinrent à faire surveiller Hubermont par le service III C du S.D., à toutes fins utiles. C'était se donner beaucoup de mal pour rien car la C.C.W. allait bientôt tomber en léthargie. Son pluralisme, son apparente modération, son refus de s'engager dans le domaine politique pur la conduisirent aux mêmes résultats que le M.N.P.W. ou l'A.G.R.A.: la mort, après un coma prolongé de plusieurs mois, faute de bonbonne d'oxygène, faute d'utilité pour ses protecteurs... et faute de militants.

AINSI FONT, FONT, FONT... Car El-Alamein puis Stalingrad, les débarquements alliés en Afrique du Nord et en Italie avaient provoqué la fuite des chevaliers de la conjoncture. Dès l'hiver 1942-1943, le *Reich* cherchait moins à s'assurer des forces de collaboration politique qu'à mettre en place des structures d'encadrement aux fonctions de plus en plus policières, destinées à étouffer toute velléité de révolte. Etaient visés au premier chef les ouvriers étrangers expédiés, bon gré mal gré, dans l'empire hitlérien. Parmi ceux-ci, il y avait plusieurs dizaines de milliers de Wallons. Dès le mois de décembre 1941, le syndicat unique U.T.M.I. (*Union des Travailleurs Manuels et Intellectuels*) voulut les prendre sous son aile. Jusqu'alors, ils avaient été mêlés aux ouvriers français. L'U.T.M.I. s'aboucha avec le puissant *Deutsche Arbeitsfront* (D.A.F.) du Dr Robert Ley, qui lui accorda un appui technique. Le 27 juin 1942, une «Maison Wallonne» ouvrit ses portes à Berlin, saluée par la propagande: nos ouvriers auraient désormais un centre d'information, un endroit d'accueil et de conseils. Des «Maisons» similaires s'ouvrirent à Nuremberg, Stuttgart, Munich, Magdebourg, Cologne, etc. Des délégués de l'U.T.M.I., détachés dans les différents *Gaue*, s'occupaient de leur gestion. Un certain Maurice Pirson, ex-directeur d'une fabrique de meubles devenu comptable en Allemagne,

passait pour responsable avec le titre de «Délégué général des Travailleurs Wallons en Allemagne».

Il devait aussi animer des *Cercles Wallons*, constitués autour des «Maisons», en tenant compte des avis du secrétaire général Pierre Lebrun et surtout de ceux du très ambigu «fondé de pouvoir pour le Reich», le germano-belge Camille-André Ernaelsteen. Agent de l'*Abteilung III* du SD bruxellois, il servait en outre de rapporteur au *Volkspolitisches Amt*, ramification de la SS infiltrée au sein du *Deutsche Arbeitsfront*. Ernaelsteen incarnait la raison d'être des «Maisons Wallonnes» d'outre-Rhin: rassembler les travailleurs et les distraire pour les tenir à l'oeil, veiller à leur bien-être pour sauver leur moral. L'essentiel et l'accessoire...

Pendant ce temps, en Belgique, une autre émanation de la SS, le *Rasse-und Sippenamt*, virtuose des théories raciales les plus fumeuses, daignait honorer les Wallons de son intérêt. Au nom d'un *Institut für Wallonienforschung*, le Herr Professor Rust était déjà venu en 1941 tenter de se rallier, sans résultat, des personnalités «wallingantes» d'avant-guerre. Le SS-*Hauptsturmführer* Dr Sommer s'était allègrement livré avant juin 1942 pour le compte du R.S.H.A. à la mensuration anthropométrique de 6.000 Wallons «types» pour prouver leur appartenance à la race germanique, tandis que les Affaires étrangères mettaient sur pied un *Deutsch-Wallonischer Arbeitskreis* (D.W.A.K.) dirigé par le Professor Weber... A l'automne 1942, le Dr Sommer lança en Belgique un *Cercle Wallon* (C.W.) avec une poignée d'intellectuels francophones. Léon Van Huffel, dirigeant du *Centre Rexiste d'Information Sociale* et journaliste au *Soir* «volé» au début de l'occupation, grand amateur de cogitations raciologiques, eut ainsi l'occasion d'entrer en contact avec Fernand-Marie Collard, socialiste en rupture de ban, entré au service du S.D. après avoir écrit quelque temps dans les colonnes du *Travail* de De Man. Le troisième compère, Paul Garain, secrétaire général de l'U.T.M.I.-Wallonie, avait successivement appartenu aux Jeunesses socialistes, à la branche romane du *Verdinaso* et, enfin, à Rex.

Sans avoir la prétention de constituer un énième «parti unique» d'Ordre Nouveau, le C.W. rejetait l'apolitisme et l'attentisme. Comme le précisait Garain, «pour nous, cette foi sans laquelle rien ne se conquiert, c'est dans le national-socialisme que nous la puiserons. A toute action, il faut un Chef. Ce chef spirituel, c'est le Führer. Adolphe Hitler est le premier socialiste d'Europe». Dans la pratique, le C.W. voulait apporter un réconfort «moral et matériel» aux familles de ceux qui étaient partis gagner leur vie dans le Reich. On enverrait à domicile des assistantes sociales dûment stylées et on patronnerait l'envoi des enfants en vacances en Bavière et au Tyrol; on formerait des instituteurs responsables des groupements de jeunesse. On leur constituerait des bibliothèques itinérantes avec de saines lectures: Céline, Alexis Carrel, le «socialiste d'Europe» Hitler et, pourquoi pas, les oeuvres complètes de Léon Van Huffel. Le C.W. ambitionnait ensuite de constituer de véritables «Communautés de Travail» où l'on étudierait à son aise «les problèmes propres au national-socialisme», assisterait à des conférences «sur des sujets sociaux» et préparerait l'édition d'un hebdomadaire destiné à ceux qui «contribuaient à la victoire de l'Europe en travaillant dans le Reich germanique». Beaucoup de projets. Peu de réalisations concrètes.

On assista à la naissance dans les agglomérations ouvrières de Liège, Charleroi, Verviers et Braine-l'Alleud de «Maisons Wallonnes», jouant le rôle de coopératives pour ménages à revenus modestes, de salles de théâtre pour soirées récréatives, de soupes populaires pour enfants défavorisés... en attendant que les permanents gérant les «Maisons» puissent les expédier via le *K.L.V. (Kinderlandverschickung)* dans des centres de vacances allemands et autrichiens. Pour le reste, le C.W. entreprit de publier à Bruxelles, aux «Editions de la Phalange», un bi-mensuel *Le Bulletin de l'Ouest*. A l'origine prévu pour les départements français occupés du Nord et du Pas-de-Calais, il se consacra à la Belgique francophone, sous la direction de Van Huffel et de Frans Briel, épousant en gros les idées de *Wallonie* de la C.C.W., en donnant plus dans le folklore ethnique à la sauce nazie pimentée d'antisémitisme.

Briel et Van Huffel sévissaient aussi à *L'Effort Wallon*, hebdomadaire destiné aux travailleurs en Allemagne. La rédaction et l'administration siégeaient à Berlin mais l'impression se faisait à Bruxelles à la papeterie Gaillard. Michel Van de Velde servait de rédacteur en chef à cette feuille au ton résolument «socialiste-européen», où l'on trouvait la prose de Fernand-Marie Collard, de René Tonus de la C.C.W. et de Joseph Spilette de l'A.G.R.A.

A la différence des «Maisons Wallonnes» de Belgique occupée, dont certaines tombèrent sous la coupe de margoulines comme Antoine Leclercq du M.N.P.W., celles d'Allemagne atteignirent

leur apogée en 1943 avec un monopole de fait sur l'assistance sociale des unités Todt et N.S.K.K., sur les messages des ouvriers belges à leur famille via l'émetteur de Stuttgart, sur l'organisation des fêtes, séances de cinéma, soirées musicales, etc. Recevant des subsides de la *Germanische Leitstelle*, autre étoile de la nébuleuse SS, les «Maisons Wallonnes» tendaient à se détacher du *Cercle Wallon*. Devenu leur directeur en avril 1943, Garain s'était pris d'une tendre sympathie pour Rex, à la grande irritation de Collard qui finira par aller s'engager dans la *Waffen-SS*. Son adjoint Roger De Moor fut impuissant à enrayer le déclin du C.W. en Belgique. Il ne conserva une certaine réalité que dans la Grande-Allemagne où il aurait entretenu, s'il faut en croire Reeder, 200 permanents.

A cette époque, le *Cercle Wallon* était manipulé par une nouvelle organisation ; la *Deutsch-Wallonische Arbeitsgemeinschaft*, alias *DeWag*, conçue le 13 avril 1943 dans les bureaux du *SS-Hauptamt* berlinois. Pâle contrefaçon du mouvement flamand *De Vlag*, la *DeWag* devait d'une part populariser l'idée d'une annexion au *Reich* via le *Deutsch-Wallonischer Arbeitskreis* qu'elle absorbait, et de l'autre diriger le *Cercle Wallon*, Collard y étant l'homme de paille du Dr Sommer. C'était l'ultime tentative de la SS de concurrencer le rexisme et de gêner la politique de la M. V. de Bruxelles. Sans passé ni racines, la nouvelle formation se limita à un rôle de noyautage policier. A sa tête, le *SS-Brigadeführer* Tittinann, assisté côté allemand du Professor Weber du défunt D.W.A.K. et des Drs Sommer et Grünwald, flanqués de représentants des Affaires étrangères, du *R.S.H.A.* et du *SS-Hauptamt* ainsi que du *D.A.F* Côté «belge», le responsable fut Camille-André Ernaelsteen qui succéda à Collard parti dans la *Waffen-SS*. Hormis quelques tâches d'information -et de mouchardage- la *DeWag* n'eut guère le loisir de se manifester... avant d'être investie de la mission d'évacuer vers le *Reich* les collaborateurs et leurs familles. En un sens, la fantomatique *De Wag* constituait l'aboutissement ultime de la «collaboration ethnique». Partie d'un projet politique conjoncturel, née et entretenue par Berlin en dehors des autorités de Bruxelles, elle finit sa brève existence en même temps que l'occupation.